



Le «Lime Light» au régime sec

■ Le «Lime Light», discothèque bien connue de la rue Stanley ne pourra vendre des boissons alcoolisées pendant quinze jours, son permis ayant été suspendu. On reproche à son propriétaire d'accueillir un trop grand nombre de clients et de laisser entrer des mineurs.

photo J.-Y. Lévesque, LA PRESSE

page A 3

LES EXPOS PERDENT ET LES PHILLIES GAGNENT

«La lutte n'en sera que plus intéressante»

Dick Williams

pages D 1 et D 3

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

la presse

MONTREAL, JEUDI 18 SEPTEMBRE 1980, 96e ANNÉE, no 219, 60 PAGES, 4 CAHIERS

les Galeries d'Anjou on s'y donne rendez-vous...

25 CENTS ABONNEMENT, LUNDI AU SAMEDI \$1.75

LA DATE DES ÉLECTIONS

Lévesque n'a pas fait son choix

■ La date des prochaines élections générales au Québec n'a pas encore été choisie, a déclaré à LA PRESSE un collaborateur immédiat du chef de l'État. On attend de voir quelle attitude adoptera Trudeau à la suite de l'échec de la conférence constitutionnelle.

page A 10

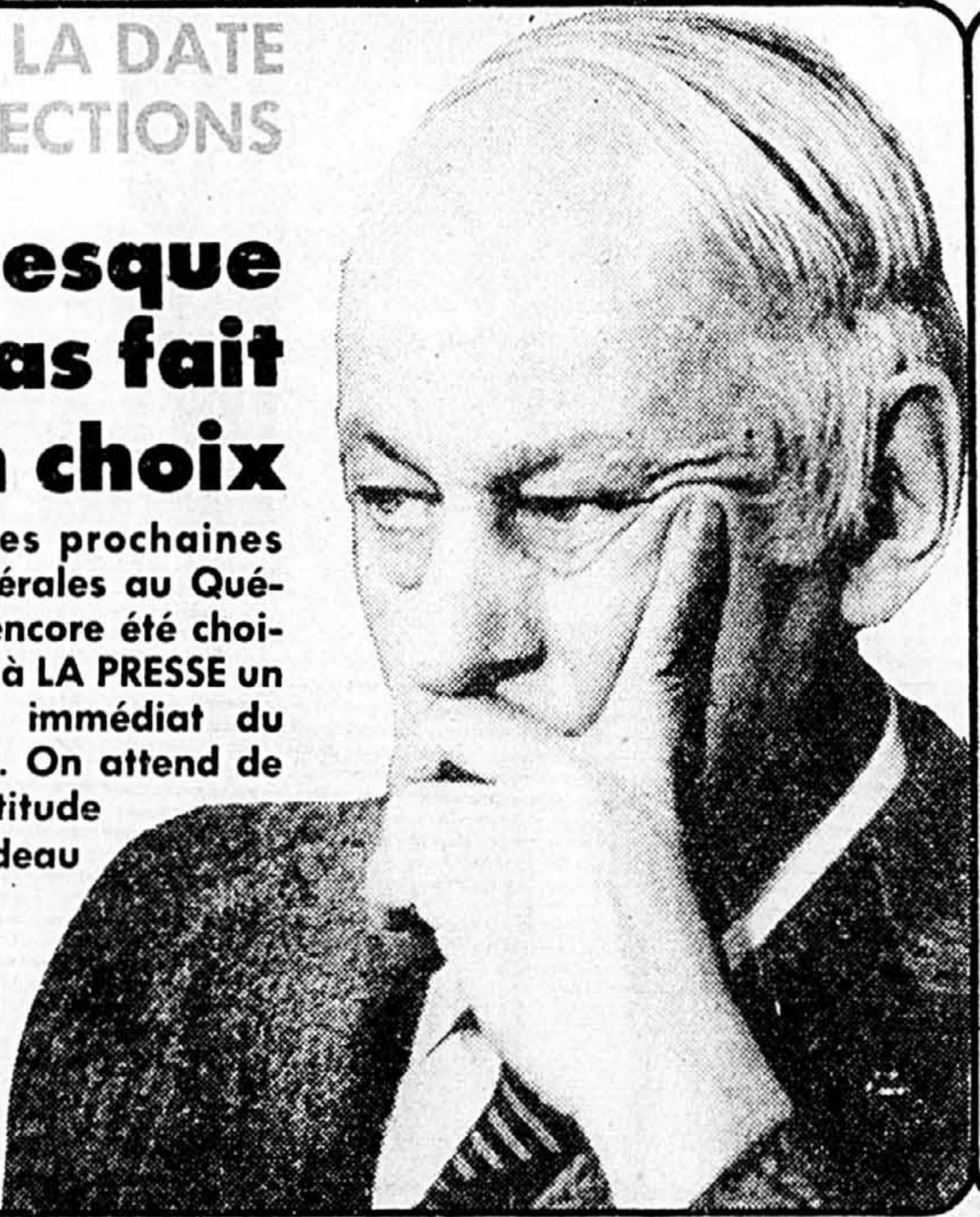


photo Paul-Henri Talbot, LA PRESSE

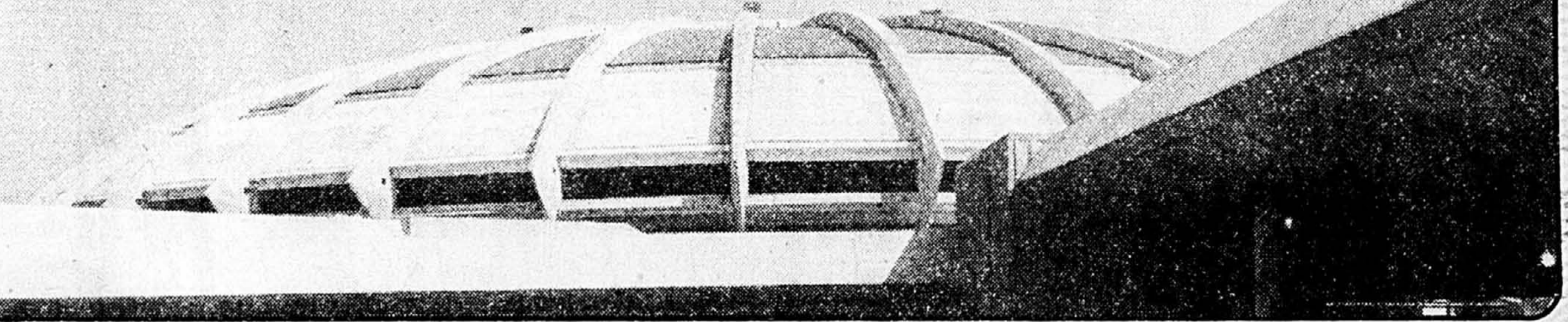
LE TOIT DU STADE

LA RIO SONGE À D'AUTRES OPTIONS

■ Se méfiant des plans de l'architecte Taillibert, la RIO proposera des solutions de rechange au ministre Charron d'ici à la fin du mois pour parachever le

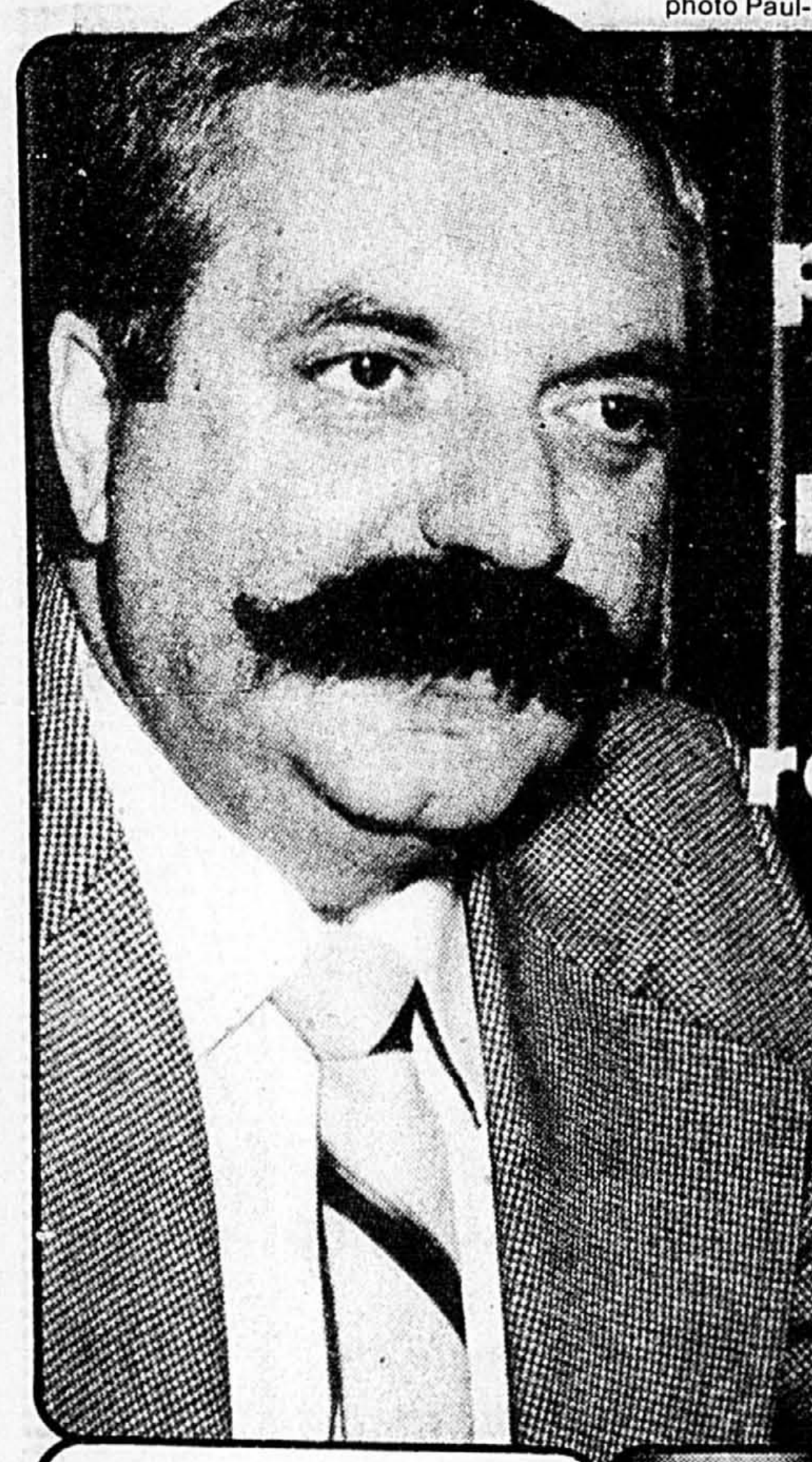
Stade olympique. C'est la RIO finalement qui épongera le déficit de \$900,000 occasionné par le combat Duran-Leonard.

page A 3



De la police à la Régie des rentes

page A 4



SOMOZA ABATTU

Managua exulte

■ L'ancien dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza a été abattu, hier, à Asuncion, au Paraguay, par six hommes qui, à bord de deux voitures, ont tiré plusieurs rafales de mitraillette sur sa Mercedes. Son chauffeur et un garde du corps ont été tués en même temps que lui. Quelques secondes plus tard, un autre attaquant, posté au deuxième étage d'une maison voisine louée un mois plus tôt, tira un obus de bazooka sur le véhicule. L'ex-dictateur a été atteint par 25 projectiles. La nouvelle a déclenché une véritable explosion de joie au Nicaragua.

page A 8



HAUSSE DE L'ÉVALUATION DE 30 À 40% À MONTRÉAL

page A 4

ÉDITO

SI LES PROVINCES TENDAIENT UNE PERCHE

PAR MARCEL ADAM

page A 6

SOMMAIRE

Annonces classées: C 11 à C 15, D 10 à D 12

Arts et spectacles
— Informations: B 8 à B 11
— Horaires: B 12

Bandes dessinées: C 10

Décès, naissances, etc.: D 13

Économie: B 1 à B 6

Êtes-vous observateur?: C 15

FEUILLETON: C 13

Horoscope: C 10

Le monde: A 8, A 9

Météo: A 2

Mot mystère: C 10

Mots croisés: C 10

Pleins Feux: A 10

Quoi faire aujourd'hui: B 12

Radio et télévision: B 12

Sports: D 1 à D 9
— Ron LeFlora: D 4

Tribune libre: A 7

Vivre aujourd'hui: C 1 à C 4
— La loi et vous: C 4



ACCORD-SURPRISE À LA RÉUNION DE L'OPEP

■ Les treize pays de l'OPEP se sont entendus hier soir à Vienne pour geler les prix du pétrole et réduire la production de 10%. Le gel sera en vigueur jusqu'à la prochaine réunion des pays exportateurs de pétrole qui aura lieu dans trois mois à Bali, en Indonésie. L'entente, révélée par le ministre koweïtien du Pétrole, Sheik Ali Khalifa al-Sabah, a considérablement surpris les observateurs qui s'attendaient à un échec retentissant de la conférence. Pourtant, c'est à l'unanimité que les termes de l'accord ont été conclus. Le prix de référence établi par les ministres du Pétrole sera de \$30 le baril.

page B 1



À VOTRE SERVICE: UN GRAND NOM QUI INSPIRE CONFIANCE AUX ACHETEURS

AVENDRE

Trust Royal L'ENSEIGNE QUI FAIT VENDRE

Trust Royal Services immobiliers

LE SOUS-MINISTRE PASSE AUX LIBÉRAUX

La «défection» de Dussault suscite colère, indignation et consternation

■ QUÉBEC — La décision de Me René Dussault de démissionner de son poste de sous-ministre de la Justice pour se lancer en politique active pour le compte du Parti libéral a été très mal accueillie au gouvernement.



LOUIS FALARDEAU
de notre bureau de Québec

Même si personne n'a voulu commenter officiellement l'affaire, nous avons pu savoir que la «défection» de Me Dussault a été reçue avec un mélange de colère, de consternation et même d'indignation par ceux des dirigeants du gouvernement qui avaient le plus eu à travailler avec lui, notamment le premier ministre, le ministre de la Justice et celui des Affaires intergouvernementales.

Outre que le passage d'un sous-ministre au parti adverse soit toujours un dur coup pour un parti au pouvoir, surtout quand le partant est de la compétence de Me Dussault, ce qui rend la blessure d'autant plus vive dans le cas présent est le fait que l'ex-sous-ministre de la Justice a été associé de très près tout au cours de l'été au processus de révision constitutionnelle.

Responsable de trois dossiers — droit de la famille, Cour suprême et Charte des droits — il a participé à toutes les réunions, même les plus importantes, de sorte qu'il connaît tous les détails de la stratégie gouvernementale. Même si personne ne met en doute sa loyauté, même si personne ne le soupçonne d'avoir été l'informateur de Claude Ryan, on considère qu'il aurait dû s'imposer un certain devoir

René Dussault

de réserve et se retirer des dossiers chauds dès qu'il a songé à faire le saut en politique.

On se demande également, au bureau de M. Morin, comment il a pu défendre avec conviction la position du Québec sur la charte des droits alors qu'il s'appretait à épouser la position contraire en entrant au Parti libéral.

On croit savoir au gouvernement que ça fait plus d'un mois que l'ex-ministre Claude Castonguay a entrepris des démarches pour convaincre Dussault d'entrer au PLQ. On est certain en tout cas que sa décision était prise bien avant la conférence constitutionnelle de la semaine dernière.

Le gouvernement a réagi plus officiellement en nommant immédiatement un successeur à Me Dussault, ce qui est tout à

fait inhabituel. Il s'agit de Me Daniel Jacoby, qui était sous-ministre adjoint.

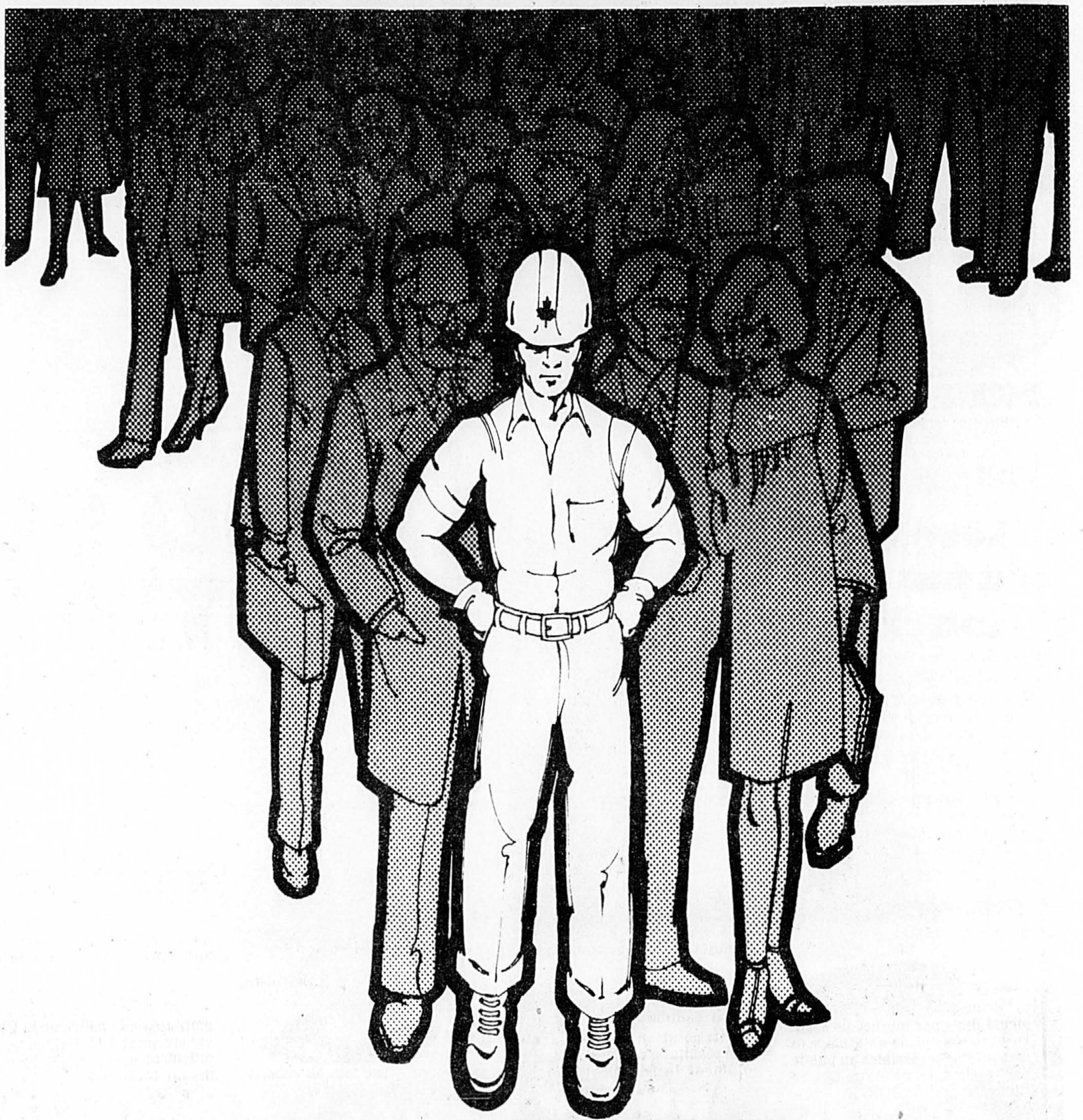
Me Dussault n'a pu être joint pour obtenir ses commentaires.

On le disait absent de chez lui et il ne retournait pas les appels.

Il n'est pas décidé par ailleurs dans quelle circonscription il sera candidat. Etant originaire

de Québec et habitant toujours la région, il serait tenté par un comté de la capitale, en l'occurrence Chauveau. Mais il se pourrait également que Ryan le con-

vainque de se présenter dans Outremont, surtout dans l'hypothèse d'élections partielles, ne serait-ce que pour barrer la route à Robert Bourassa.



DE L'ACTIVITÉ D'UN SEUL CANADIEN DÉPEND L'ACTIVITÉ DE MILLIERS D'AUTRES

Pour chaque Canadien engagé dans la production de produits pétrochimiques à partir du pétrole brut et du gaz naturel... il y en a des milliers d'autres employés dans différentes industries à travers le pays et occupés à transformer ces produits.

Ces industries fabriquent des produits pharmaceutiques, des vêtements, des sièges, des chaussures, de la peinture, des pièces automobiles et des matériaux de construction, et mille autres choses encore.

L'industrie pétrochimique n'utilise que 4,5 pour cent du pétrole brut et du gaz naturel consommés au Canada. Le reste est brûlé comme carburant ou combustible de chauffage.

Pourtant à partir de cette infime proportion de pétrole et de gaz, l'industrie pétrochimique canadienne crée une impulsion dynamique qui stimule l'emploi à la grandeur du pays.



UNION CARBIDE DU CANADA LIMITÉE

Nous renforçons l'économie en revalorisant les richesses naturelles

Énergie: Lalonde rencontrerait à nouveau l'Alberta avant d'annoncer ses couleurs

■ OTTAWA (PC) — Le ministre fédéral de l'Énergie, M. Marc Lalonde, a déclaré hier, qu'il pourrait rencontrer à nouveau les représentants du gouvernement albertain avant qu'Ottawa ne rende publique sa politique énergétique, lors de la présentation du budget fédéral, le mois prochain.

Le ministre a indiqué aux journalistes que la politique du fédéral, qui vise essentiellement à accroître sa part des profits provenant de l'exploitation des gisements de gaz naturel et de pétrole, ne sera pas annoncée avant la présentation du budget, ce qui signifie que des changements devront être effectués à la dernière minute.

Selon M. Lalonde, les prochaines discussions avec son homologue albertain Merv Leitch pourraient modifier les projets du fédéral.

Par contre, M. Lalonde n'a pas écarté la possibilité qu'Ottawa empêche toute hausse unilatérale des prix, prévue pour le 1er octobre par l'Alberta, respectant

ainsi une promesse électorale de maintenir en deçà de \$4 les augmentations du prix du pétrole cette année.

L'Alberta a augmenté de \$2 le baril de pétrole, le 1er août, après la rupture des pourparlers entre Ottawa et Edmonton. M. Leitch a de plus indiqué qu'il n'écartait pas la possibilité de nouvelles hausses de prix le 1er octobre.

Toutefois, M. Lalonde ne croit pas que l'Alberta mette à exécution sa menace; il s'attend plutôt à ce que le gouvernement de M. Lougheed respecte la politique des prix du fédéral.

Les hausses du prix du pétrole ont atteint \$3 le baril cette année, portant à \$16.75 le baril du brut canadien. Le gouvernement fédéral s'était opposé à la décision unilatérale de l'Alberta, en août dernier.

Le partage des profits et l'intention du gouvernement fédéral d'imposer une taxe à l'exportation du gaz naturel sont les principales questions qui empêchent les deux gouvernements d'en arriver à un accord sur une politique des prix du pétrole.

Le premier ministre de l'Alberta, M. Peter Lougheed a déclaré que l'imposition d'une taxe à l'exportation de gaz naturel reviendrait à «déclarer la guerre» à l'Ouest canadien.

La Quotidienne
Tirage d'hier
0-1-9

LA MÉTÉO à Montréal

AUJOURD'HUI		DEMAIN	
Minimum: 7	Maximum: 16		
Nuageux et possibilité d'averses		Nébulosité variable	

au Québec

RÉGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi	—	10	Nébulosité variable	Peu de changement
Outaouais	—	16	Nuageux, poss. d'averses	Nébulosité variable
Laurentides	—	12	Nébulosité variable	Peu de changement
Cantons de l'Est	—	16	Bruine intermittente	Nébulosité variable
Mauricie	—	12	Nuageux, éclaircies	Nébulosité variable
Québec	—	14	Nuageux, averses	Nébulosité variable
Lac-Saint-Jean	—	12	Nuageux, éclaircies	Nébulosité variable
Rimouski	—	12	Nuageux, pluie, ventoux	Nébulosité variable
Gaspésie	—	12	Nuageux, pluie, ventoux	Nébulosité variable
Bas-Caraïbe	—	12	Pluie, dégagement, ventoux	Nébulosité variable
Sept-Îles	—	12	Pluie, dégagement, ventoux	Nébulosité variable

au Canada

	Aujourd'hui	Capitales	Min.	Max.
Colombie-Britannique	Nuageux	Victoria	8	17
Alberta	Averses	Edmonton	1	11
Saskatchewan	Nuageux	Regina	2	12

si vous partez...

aux États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.
Boston	15	26	Miami	26	31
Buffalo	17	22	New York	16	24
Chicago	12	23	Nlle-Orléans	26	29
			Pittsburgh	18	23
			San Francisco	13	26
			Washington	22	32

vers les capitales

	Min.	Max.		Min.	Max.
Amsterdam	—	—	Hong Kong	—	—
Athènes	—	21	Le Caire	—	—
Berlin	—	—	Lisbonne	—	—
Bruxelles	—	17	Londres	—	—
Buenos Aires	—	—	Madrid	—	—
Copenhague	—	—	Moscou	—	—
Genève	—	—	Mexico	14	33
			Oslo	—	—
			Paris	—	17
			Rome	—	18
			Séoul	—	—
			Stockholm	—	—
			Tokyo	—	—
			Vienne	—	23

vers les plages

	Min.	Max.		Min.	Max.
Acapulco	25	33	Bermudes	23	29
Barbade	27	31	Nassau	24	32
			San Juan	26	32
			Trinidad	23	33

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE L.T.E.E., 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2V 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de LA PRESSE - et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. - Courrier de la deuxième classe - Enregistrement numéro 1400 - Part de retour garanti.

TARIFS D'ABONNEMENTS		INFORMATION GÉNÉRALE	
LIVRAISON À DOMICILE: Lundi au samedi	\$1.75	285-7272	
Lundi au vendredi	\$1.25	285-7070	
Samedi seulement	0.75	285-7100	
		285-7265	
		285-7383	
		285-7111	
		285-7205	
		285-7202	
		285-7306	
		285-7265	
		285-7320	
		285-6892	
		285-6901	
		285-6911	

De la tour du CN au mât (tronqué?) du stade



Si jamais le gouvernement provincial décide d'autoriser le parachèvement du mât du stade (espérons qu'on n'en verra jamais à cela, les coûts seront exorbitants), la Régie des installations olympiques pourra compter sur un expert pour la gestion du restaurant prévu au sommet de la tour Taillibert.

En effet, sans tambour ni trompette, la RIO engageait en juillet dernier Alain de LaBarre, ci-devant directeur général de la tour du Canadien National à Toronto.

Mais Monic Houde, relationniste de la régie, précise que le mandat de de LaBarre ne se limite pas à l'éventuel restaurant (on pourrait lui donner le nom de Crésus, au prix qu'aura coûté le Parc olympique...).

De LaBarre, dit-elle, doit réorganiser la restauration pour l'ensemble du Parc olympique, soit la cafétéria du vélodrome, celle du hall de natation, et le salon 76 du stade que la RIO pourrait exploiter lors de salons, d'expositions ou autres présentations du genre.

En outre, suite aux demandes des résidents du village olympique, de LaBarre doit examiner la possibilité d'y ouvrir un restaurant. Ce dernier serait exploité par la RIO, du moins pour le démarrage.

Un point toutefois m'agace: de LaBarre est arrivé en poste après l'échec financier du combat de boxe Duran-Leonard, et après la décision du ministre responsable, Claude Charron, de stopper au moins temporairement le parachèvement du mât, en attendant (et ça va prendre encore des semaines) que les experts techniques se prononcent. Dans un tel contexte, était-il essentiel de verser l'important salaire que de LaBarre doit certes commander, surtout si on décidait sagement de ne pas parachèver le mât?

Réouverture des bassins de natation

Fermés de jour depuis plusieurs mois par mesure de sécurité, les bassins de natation sont de nouveau accessibles au public et il pourra même reprendre les journées pédagogiques qui avaient été suspendues temporairement depuis janvier dernier.

C'est là une excellente nouvelle pour les fervents de la natation, car il était malheureux que l'on ne puisse utiliser les nombreux bassins du hall de natation.

Le vercuivre intouché

Dans un autre ordre d'idée, la régie n'a pas l'intention de recouvrir le vercuivre (posé à grands frais — \$750,000 — et en catastrophe au printemps de 1976) d'un enduit à base d'asphalte, mais elle hésite à compléter le travail jusqu'à l'anneau technique en utilisant le vercuivre acheté (et payé).

Serge Talbot, de la RIO, rappelle qu'en 1976, on avait épanché du goudron dans chaque fuseau (un fuseau relie une paire de consoles), entre la limite actuelle du vercuivre et l'anneau technique, soit une distance d'environ 50 pieds. Or, dit-il, le goudron s'est révélé suffisamment efficace comme imperméabilisant pour que la régie hésite à recouvrir cette surface de vercuivre, d'autant plus que du côté apparence, cette partie du toit fixe ne serait visible que du haut du mât (ou bien sûr d'un avion ou d'un hélicoptère).

Si la RIO devait opter pour cette solution, le vercuivre serait conservé en stock pour d'éventuelles réparations.

On se souvient que le vercuivre (il noircit avec les ans, mais c'était prévu) avait été commandé à grands frais (comme, bien d'autres choses d'ailleurs dans le Parc olympique) par pur souci d'esthétique. Taillibert ne pouvait pas se douter alors qu'il y aurait enfin quelqu'un pour lui tenir tête, fût-ce sur le tard.

Quant à la partie non imperméabilisée du toit fixe, entre la grande et la petite goulotte (ou si vous préférez la partie basse du toit), Talbot explique qu'on a procédé à un essai à la console 17-A, en recouvrant la voile mince en béton d'un isolant en polyuréthane (malheureusement mal appliqué, c'est lui qui le dit) et d'une couche de «vulcan», le produit utilisé pour stopper les fuites d'eau dans le vélodrome, transformé en véritable passoire à cause des lanternes préconisées par Taillibert.

Cette solution donne d'excellents résultats, mais on veut voir comment le recouvrement se comportera sous la neige et la glace avant de généraliser l'application.

Un petit mot en terminant. Interruptions comprises, il y a maintenant 73 mois que le premier coup de pioche a été donné au Stade olympique... qu'on prévoyait parachèver en 22 mois! Et ce n'est pas fini...

LE DÉFICIT DU COMBAT DE BOXE ÉPONGÉ

La RIO veut que Québec étudie des solutions de rechange pour la couverture du stade

De plus en plus méfiant devant les minces chances de réussite du parachèvement du Stade olympique selon le concept de l'architecte français Roger Taillibert, le conseil d'administration de la Régie des ins-

MICHEL GIRARD

tallations olympiques (RIO) va demander au gouvernement du Québec de faire étudier des solutions de rechange pour la couverture du stade.

D'ici la fin du mois de septembre, le conseil d'administration déposera donc au ministre responsable de la RIO, M. Claude Charron, un rapport dans lequel il recommandera au gouvernement Lévesque d'autoriser des études techniques sur la faisabilité de quelques alternatives possibles réalisables comme l'installation d'un toit gonflé à l'hélium, la mise en place d'une toiture en aluminium, la couverture du stade par le biais d'une immense «tente» ou le parachèvement du mât olympique non pas avec du béton mais à l'aide

d'une structure d'acier qui pourrait retenir la toiture initialement prévue.

Ces études techniques sur les solutions de rechange n'excluent cependant pas celles que le ministre Charron a annoncées en juin dernier à propos de la faisabilité ou non de la consolidation de la base du mât olympique (qui risque de s'évaser si jamais on complète la tour de ce mât sans renforcer à l'aide de mégacables les deux «pattes» avant de la structure), et de l'ancrage initialement prévu pour attacher la toiture mobile après le mât et les consoles du stade.

En outre, le directeur de cabinet du ministre Charron, M. Pierre Simard, a également révélé à LA PRESSE que le déficit de \$900,000 occasionné par la présentation du face à face historique entre les boxeurs Roberto Duran et Sugar Ray Leonard sera épongé à même le budget d'opération de la RIO.

Conséquemment, le gouvernement du Québec n'aura pas à devoir augmenter sa subvention

annuelle au déficit anticipé d'environ \$5 millions, pour l'année d'opération 1980, de la RIO.

Redressement

Ce tour de force pour éponger le déficit de \$900,000 du combat Duran-Leonard a été rendu possible par l'adoption d'un important plan de redressement financier par le conseil d'administration de la RIO. Ce plan a été préparé, comme on sait, par le président directeur général de l'organisme, Robert Nelson.

Même s'il a été impossible de connaître les grandes lignes de ce plan de redressement, il apparaît évident que la RIO devra sabrer immédiatement dans les dépenses de ses services pour récupérer le manque à gagner de \$900,000.

Pour revenir au parachèvement du Stade olympique, le conseil d'administration de la RIO demeure convaincu qu'il est possible de couvrir un jour le stade, que ce soit par la réalisation du concept Taillibert ou d'une solution de rechange.

Mais comme le concept Taillibert présente constamment des embûches de taille, le conseil d'administration de cette société d'Etat a maintenant décidé de ne plus mettre ses oeufs dans le même panier et c'est pourquoi il a pris la décision d'analyser sérieusement quelques alternatives, en autant évidemment que le ministre Charron et le gouvernement Lévesque donnent leur feu vert.

Selon M. Pierre Simard, c'est au début du mois d'octobre que le ministre Claude Charron rendra publique sa réponse au sujet de la recommandation de la RIO d'aller de l'avant dans l'étude technique des solutions de rechange.

Pourquoi vouloir couvrir à tout prix le Stade olympique? Parce qu'aux yeux du conseil d'administration de la RIO, le stade ne pourra jamais faire ses propres frais d'opération annuelle à moins de pouvoir y organiser à l'année longue des activités, ce qui nécessite évidemment une couverture.

Le «Lime Light» au régime sec pour deux semaines

«Même si notre permis d'alcool a été suspendu pour deux semaines, la discothèque «Lime Light» restera ouverte au public mais ne servira que des boissons gazeuses.» C'est ce qu'a déclaré le propriétaire de la disco bien en vue

RAYMOND GERVAIS

de la rue Stanley, à Montréal, M. Léon Lafrance, après avoir reçu hier après-midi, la visite des inspecteurs de la Régie des permis des alcools du Québec et des policiers de l'escouade de la moralité de la police de la CUM, qui ont servi à M. Lafrance, une ordonnance de la Régie lui interdisant toute vente de boissons alcoolisées pour une période de

deux semaines à compter d'hier soir.

«Tous les cabarettiers de la ville sont aux prises avec le même problème: la Régie nous fixe des nombres bien précis de personnes quant à la capacité de l'établissement et le Service des incendies de Montréal nous en fixe un autre dont le nombre est bien différent. Dans mon cas, je respectais le règlement des incendies lors de la visite des policiers mais je contrevenais à celui de la Régie, allez y comprendre quelque chose. Selon moi, la norme fixée par le Service des incendies est beaucoup plus importante pour la sécurité des clients que celle de la Régie des permis des alcools du Québec, mais les deux règlements sont là... et se contredisent.»

M. Lafrance a admis que la situation serait ennuyante et économiquement désastreuse pour les deux prochaines semaines, mais que la disco s'efforcera de plaire à sa clientèle en présentant tel que prévu dimanche soir prochain, le «bal en blanc» pour souligner le septième anniversaire de la discothèque.

Selon l'ordonnance de la Régie, le «Lime Light» a été trouvé coupable d'une infraction commise le 27 janvier 1979 au moment où il y avait au bar du deuxième étage, 360 personnes; alors que la capacité permise par le permis était de 227 personnes et que dans le bar situé au troisième étage, il y avait 407 personnes alors que le permis était valable pour 287 personnes.



M. Léon Lafrance: tous les cabarettiers ont le même problème.



'ATTENTION AUX COUPS DE SOLEIL!'

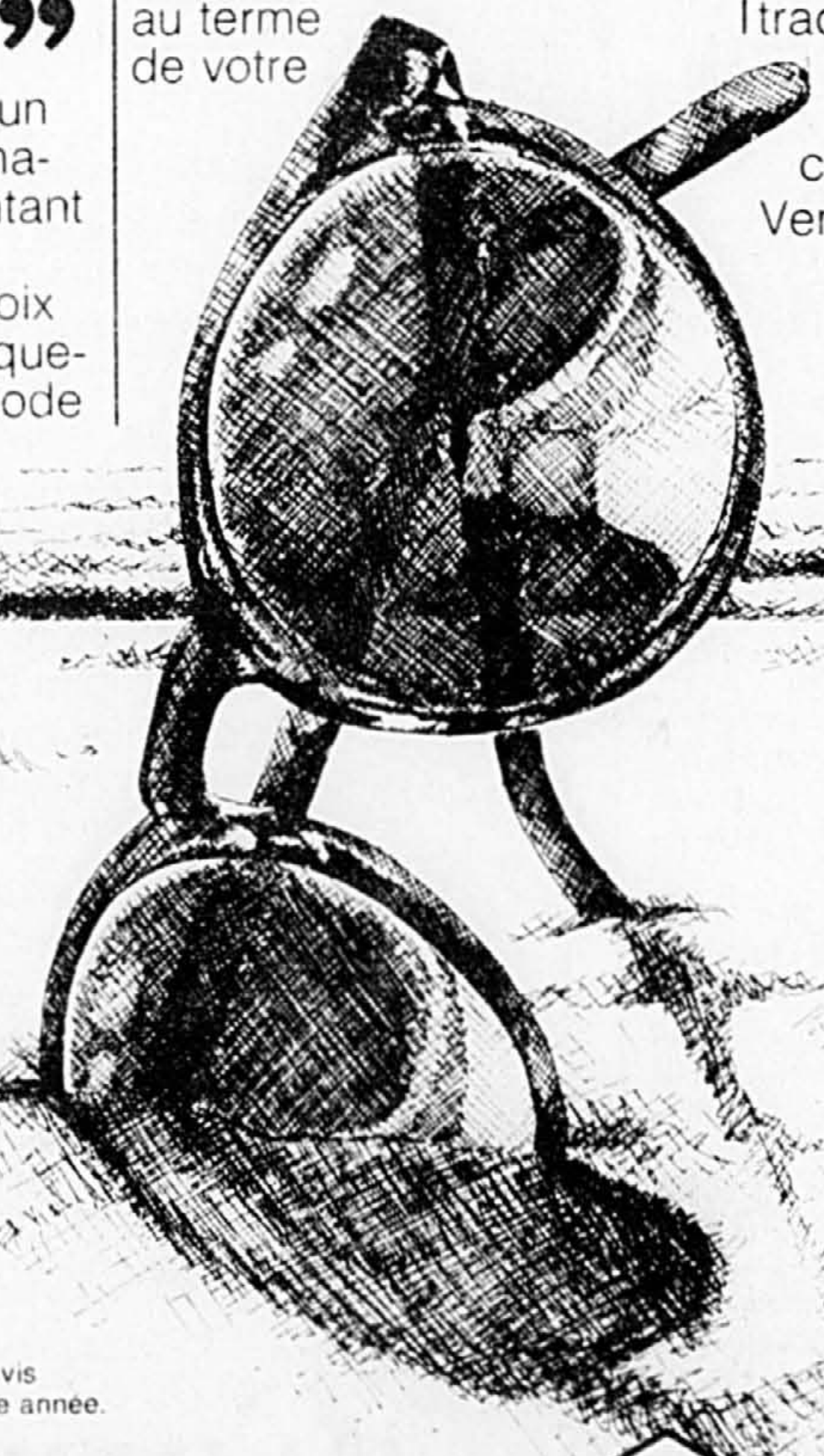
«C'est ce que m'a dit le directeur de ma caisse populaire après lui avoir annoncé que mon Placement-Boni me permettait de partir en vacances.»

Placement-Boni, c'est un plan d'épargne systématique: vous fixez le montant de vos dépôts à la fréquence de votre choix et tout se fait automatiquement pendant une période

que vous déterminez à l'avance. 10% d'intérêt sur votre épargne. De plus, au terme de votre

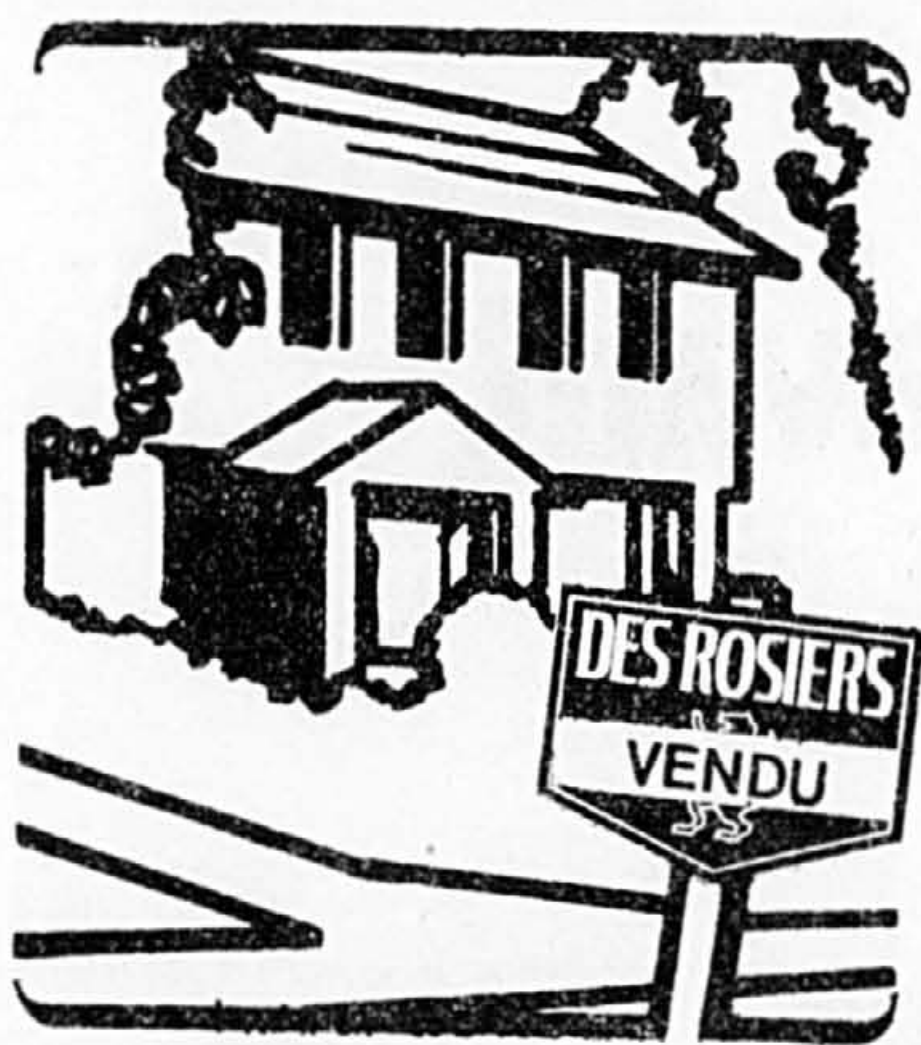
Placement-Boni, un boni vient s'ajouter au montant des intérêts accumulés. C'est ce qu'on appelle un plan d'épargne sans tracas, original et surtout à votre mesure: Placement-Boni de la caisse populaire. Venez et parlons-en!

PARLONS D'ARGENT.



* Taux sujet à changement sans préavis les 1er juillet et 1er janvier de chaque année.

la caisse populaire desjardins



Quel est l'investissement le plus important que vous ayez à faire au cours de votre vie? Probablement l'achat de votre maison.

Vous recherchez ce qu'il y a de meilleur au plus bas prix possible. Mais le plus important pour vous, sera d'y retrouver un agencement qui plaît à vos goûts personnels.

Or, sur un total d'une centaine de propriétés, il n'y en a probablement qu'une ou deux qui aient ces petits détails qui vous tiennent tant à coeur. Mais comment découvrir cette «perle rare»?

La maison Des Rosiers peut vous la trouver car elle possède un vaste choix de propriétés, toutes différentes les unes des autres.

La maison Des Rosiers est reconnue pour ses exclusivités.

Ainsi, avant d'acheter ou de vendre, consultez les représentants de Des Rosiers et profitez de leur expérience.

faites-nous confiance

pour l'achat ou la vente de votre maison

DES ROSIERS

Le Maître Courtier

du TRUST GÉNÉRAL

Hausse de l'évaluation de 30 à 40 p. cent sur l'île de Montréal

Les contribuables de toutes les municipalités de l'île de Montréal, et surtout semble-t-il les propriétaires de maisons unifamiliales, devront subir pour l'an prochain une augmentation de la valeur de leur propriété allant jusqu'à 40 pour cent.

MARC DORÉ

Même si les données qu'on pouvait obtenir hier de la Communauté urbaine de Montréal, qui a la responsabilité d'établir le rôle d'évaluation annuel de toutes les municipalités qui en font partie, étaient plutôt imprécises et globales, au moins une chose était certaine: après deux années de hausses relativement modérées de la valeur des propriétés, 1981 marque un retour aux chiffres-reCORDS du milieu des années 70.

Selon le président de la CUM, Pierre DesMarais, la hausse moyenne à la grandeur de la Communauté serait de l'ordre de

30 à 40 pour cent, et essentiellement concentrée dans le résidentiel de faible densité (entre 1 et 4 logements).

Un rapide survol de quelques municipalités indique que cette tendance est plus forte dans les villes de l'ouest que dans l'est, même si les hausses sont importantes partout: Pointe-aux-Trembles — moyenne de 11 p.c., 18 p.c. pour les bungalows; Montréal-Nord — entre 20 et 30 p.c.; Saint-Laurent — moyenne de 27 p.c., mais 30 p.c. dans l'unifamilial; Dollard-des-Ormeaux — 40 p.c. pour l'unifamilial; Anjou — au moins 20 p.c.

Montréal, dont le poids démographique influence fortement toute moyenne pour l'île, disposait pas encore hier soir, des données comparatives par rapport à l'an dernier. Toutefois, une évaluation sommaire laisse entrevoir une augmentation globale — toutes catégories confondues: résidentiel, commercial, industriel, terrains vacants

— allant de 10 à 15 pour cent. La chose pourrait s'expliquer par le fait que c'est la propriété unifamiliale, relativement moins nombreuse à Montréal, qui est cette année le plus lourdement frappée par la hausse de l'évaluation.

Précisons tout de suite que cet accroissement des valeurs des propriétés résidentielles ne signifie pas, en tout cas pas automatiquement, une hausse proportionnelle des comptes de taxes. Les administrations municipales peuvent toujours en effet réduire le taux des taxes foncières, ce qu'elles font généralement dans une proportion telle qu'en bout de ligne, le contribuable doit payer plus que l'année précédente.

L'ampleur de la hausse a toutefois provoqué de fortes réactions chez des élus municipaux, absolument coincés comme ils le sentent depuis plusieurs années, entre leur électeurs et des lois générales confectionnées à Qué-

bec et dont le contrôle leur échappe.

Le maire Yves Ryan de Montréal-Nord a qualifié de «dégoutante» la hausse, se disant prêt à entreprendre une guerre s'il le fallait contre ce qu'il a appelé «des normes provinciales». Rappelons en effet que le service d'évaluation de la CUM, s'il dépend de cet organisme supra-municipal, doit voir à l'application d'une loi provinciale, censée s'appliquer également à toutes les municipalités du Québec.

M. Ryan, qui faisait partie d'un comité de la CUM qui a étudié il y a deux ans le service d'évaluation de la Communauté, a par ailleurs lancé un appel à une «réaction vive de la CUM», afin que élus municipaux trouvent les moyens de réagir à la situation.

L'une des recommandations du comité en question visait à limiter toute hausse de la valeur des propriétés résidentielles à un pourcentage égal à la moitié de la hausse du coût de la vie, calculé sur une base annuelle.

Le maire de Montréal-Nord a par ailleurs profité de l'occasion pour s'en prendre à l'actuel gouvernement du Québec, qui réduit selon lui l'autonomie municipale par des lois générales comme celle de l'évaluation et celle de la réforme des institutions.

Interrogé quant aux moyens concrets qui pourraient prendre

les villes de la CUM pour sinon empêcher, du moins réduire la hausse annoncée, M. Ryan a dû reconnaître qu'il n'en avait pas sous la main.

Impuissance

C'est la même impuissance qu'a admise le maire de Pointe-aux-Trembles, Maurice Vanier, en déplorant l'absence d'un lieu où pourraient se concerter les volontés municipales pour tenter de résoudre le noeud des problèmes urbains.

Selon M. Vanier, c'est Québec qui détermine à la fois les revenus et les dépenses des villes de la CUM, que ce soit directement ou indirectement, avec le résultat que le conseil de la Communauté est un endroit uniquement décoratif, où les élus s'adressent à leurs électeurs par des déclarations ronflantes à l'adresse des journalistes.

Le problème de l'évaluation doit être considéré pense le maire de Pointe-aux-Trembles, en même temps et dans le même mouvement qui permettrait la restructuration de la CUM et sa libération des liens qui l'attachent à Québec.

Un peu ironiquement, «si j'étais un théoricien» dit-il, le maire Vanier lance quand même que la hausse de l'évaluation des propriétés unifamiliales devrait sans doute contribuer à réduire ce qui reste de la tendance des urbains à s'établir en banlieue.

LES RUES DE MONTRÉAL

SABATIER, rue (1955)

En hommage à Charles Waugh, dit Sabatier (1802-1862), né en Allemagne, instruit en France, et arrivé au Canada en 1848. Il est l'auteur de la musique du «Drapeau du Carillon» composée pour le poème d'Octave Crémazie. Axe nord-sud, à l'est du pont-tunnel Lafontaine, à partir d'Arthur-Buies par Liebert.

UNDERHILL, place (?)

Nom descriptif anglophone: «sous la colline». Axe est-ouest, au sud de Prince-Arthur, par University.

VAILLANT, rue (1909)

Jadis connu sous le nom de «petite rue Notre-Dame», cette voie rappelle la mémoire d'un échevin de l'ex-ville de Notre-Dame-de-Grâce (annexée à Montréal en juin 1910), même si elle est située dans le quartier Saint-Henri. Axe est-ouest, au nord du chemin de la Côte Saint-Paul et croisant Saint-Rémi.

WALNUT, rue (6)

Nom d'arbre anglophone (noyer). Axe nord-sud, au nord de Notre-Dame, par Saint-Rémi et Cazalais.

YAMASKA, rue d' (1911)

Cette voie rappelle la circonscription d'Yamaska («il y a du jonc au large» en indien) et avait précédemment porté le nom de rue Robert. Axe nord-sud, entre Notre-Dame et Saint-Ambroise, à l'est du chemin de la Côte Saint-Paul.

Ex-policier à la présidence de la Régie des rentes

Même s'il n'a pas joué du «gun» de façon tellement évidente dans le passé, il était encore un homme armé il y a tout juste quatre ans.

Fallait bien. Claude Legault était policier. Même qu'il est encore lieutenant-détective pour quelques jours, après quoi il changera de carrière... En effet, le premier novembre, il entrera dans ses nouvelles fonctions de président de la Régie des rentes du Québec, succédant au juge Gil Fortier. Il agira également comme vice-président de la Caisse de dépôt et placement du Québec, et il siégera d'office au Conseil des affaires sociales et de la famille.

GILLES NORMAND

Il y a tout un monde de la police à la Régie des rentes. Comment cet homme qui a fait la lutte à des durs à cuire, qui a été coordonnateur du projet de la Commission d'enquête sur le crime organisé (CECO) pour faire échec aux activités du célèbre clan Dubois, qui a combattu le prêt usuraire, qui a participé à des chasses à l'homme dans les rues de Montréal, qui a traqué l'abominable Richard Blass dans son repaire de la rue Fabre, l'en faisant sortir à quatre pattes (octobre 69), qui a capturé le monstre John Connearney, récemment abattu en tentant de s'évader du pénitencier de Saint-Vincent-de-Paul comment cet homme de 41 ans a-t-il pu accéder à cette haute fonction?

«Le métier de policier, pour moi, c'est un engagement social», répond Claude Legault. «On ne pourrait trouver, précise-t-il, de meilleur travailleur social que quelqu'un qui aurait aussi une formation de policier.»

En plus de son expérience de policier, le nouveau président de la Régie des rentes a investi depuis quatre ans quelque 70 heures par semaine dans le secteur administratif. Depuis 1976, il est président et directeur général de l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal, président du Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal métropolitain, membre de l'exécutif du conseil régional du Québec de l'Institut canadien de la retraite, et il a été président du comité organisateur de la neuvième conférence internationale de gérontologie sociale, qui s'est tenue à Québec en août (pour la première fois en Amérique du Nord).

Après ses études secondaires, au collège Saint-Stanislas, M. Legault est devenu à 19 ans le premier employé de l'hôtel Reine Elizabeth. «C'est moi qui ai fait la paye du deuxième employé qui a été engagé», dit-il.

Accepté dans la police de Montréal en 1958, il a été affecté à diverses tâches, avant d'être nommé sergent-détective en 1966. Il a ainsi été occupé à des enquêtes générales durant un an, après quoi il a été versé à des enquêtes spécialisées durant une dizaine d'années, plus particulièrement aux homicides avec son camarade Jean-Jacques Adam, et d'autres.

«Avec des gars comme Grondine, Ostiguy et Adam, nous avons monté le premier système pour contrôler les mandats d'arrestation, ce qui a donné naissance à l'escouade des mandats que l'on connaît aujourd'hui. Nous avons été les premiers à mettre sur pied une escouade des filatures, allant même au-delà de ce que nous permettaient les règlements. Je me souviens, moi avec ma Volkswagen et mon walkie-talkie, un autre avec son camion... nous avions même obtenu une voiture à quatre portes, de Laprairie, que nous avions transformée en voiture de taxi», relate le lieutenant-détective Claude Legault.

De ce dur métier de policier, Claude Legault en parle aujourd'hui abondamment, avec chaleur. «J'ai adoré ce métier extraordinaire qui m'a apporté de grandes satisfactions», souligne-t-il.

Voyant un peu le policier comme une sorte d'agent de relation entre le citoyen et la justice, notre interlocuteur soutient que si on avait une question à multiples volets à poser à un aspirant policier, une question demandant s'il faut aimer la justice, détester les criminels, détester le crime ou aimer les gens pour faire un bon policier, la grande qualité serait cette dernière: aimer les gens. «Cela permet de communiquer.»

Sur la violence, il dira que pour la bien connaître, il faut avoir connu la peur qu'elle engendre.

«Allez passer deux jours dans une maison, en attendant que les shylocks passent casser les jambes du père de famille endetté. Après deux jours, les membres de la famille, qui vous considéraient comme une bête curieuse, vous prennent pour un des leurs. L'expérience nous apprend qu'il est plus utile de s'attaquer aux sources du mal qui conduit certai-

nes personnes à emprunter à taux usuraire, que de s'attaquer à l'usurier lui-même. Ce dernier, lorsque vous le neutralisez, risque d'être remplacé par un autre le lendemain», confie le nouveau président de la Régie des rentes du Québec.

\$120 millions du gouvernement du Canada pour créer des emplois et encourager le développement communautaire

PLUS DE \$120 MILLIONS seront affectés l'hiver prochain et durant la prochaine année aux projets de développement communautaire dans les régions à taux d'habitation.

Le tourisme n'est jamais mieux servi que par les gens des régions concernées

L'HOSPITALITÉ et l'accueil canadiens constituent un des beaux fleurons d'une in-



des vieilles demeures, des églises et musées régionaux.

Il faut beaucoup d'énergie pour en sauver

L'APPLICATION et de programmation

effort collectif qui nous mènera à prendre conscience de la nécessité de développer des méthodes plus rationnelles de consommation. De longues années de recherche apporteront sûrement des solutions de rechange.

Il est plus que temps les collectivités de leur

Présentez vos projets avant le 29 septembre

Nous avons tous des projets qui nous tiennent à cœur mais que nous laissons de côté par manque de temps ou d'argent.

La réalité canadienne n'est pas différente. Où qu'on vive, il y a toujours quelque chose à faire ou à améliorer.

C'est pourquoi le gouvernement du Canada vient de lancer un vaste programme de développement communautaire. Élaboré pour servir l'ensemble de la population, il met en oeuvre des ressources importantes pour créer des emplois et contribuer à l'essor des collectivités.

Que vous représentiez une association, une agence de développement communautaire, une coopérative, un conseil de bande ou un organisme établi,

venez nous voir si votre projet peut générer des bénéfices communautaires et surtout créer des emplois chez les jeunes, les femmes, les handicapés et les autochtones, trop souvent défavorisés sur le plan du travail.

Emploi et Immigration Canada met à votre disposition un agent de projet qui répondra à toutes vos questions et vous aidera à préparer le document dont nous avons besoin avant le 29 septembre pour pouvoir étudier votre projet.

Vous trouverez les formules de demande à votre Centre d'Emploi du Canada.

Si vous avez de bonnes idées, nous avons les ressources et vous pouvez en partager les bénéfices avec votre communauté.



Renseignez-vous sur les Projets de développement communautaire du Canada

Nous investissons dans vos idées



Emploi et Immigration Canada
Lloyd Axworthy
Ministre

Employment and Immigration Canada
Lloyd Axworthy
Minister

Canada

Mon premier poêle neuf

Pierre Foglia

— Est-ce que je peux vous aider?
— Euh oui... voilà je voudrais acheter, euh... un poêle. C'est-à-dire non... euh oui, un poêle et un réfrigérateur...

J'étais si ému que j'en bafouillais. C'est idiot, je le sais, mais jeudi dernier lorsque je suis entré chez «Corbeil Electrique», rue Saint-Hubert, j'étais aussi ému que 20 ans plutôt lorsque je suis entré à l'église pour me marier.

Mais peut-être n'était-ce pas si idiot, après tout pour la première fois de ma vie j'allais acheter un poêle et un réfrigérateur neufs. Jusqu'à jeudi dernier, j'avais toujours vécu avec des poêles et des réfrigérateurs achetés d'occasion, ou qui ne m'appartenaient pas, dans des appartements déjà équipés. Exactement comme avant de me marier j'avais vécu avec des filles d'occasion, la différence c'est que je me suis marié très jeune, alors que j'ai attendu presque 40 ans pour mon premier poêle neuf, une attente qui rendait l'événement encore plus solennel.

Le vendeur, en l'occurrence M. Corbeil lui-même, ne pouvait évidemment pas soupçonner mon trouble intérieur. Il a bâclé la vente avec une froideur et une célérité qui excluaient toute cérémonie. Il m'a sorti une page d'annonce du «Journal de Montréal», et il l'a lue à toute vitesse: «Voilà, c'est notre spécial de cette semaine, le poêle à auto-nettoyeur à \$499, le réfrigérateur à dégivrage automatique à \$599, c'est du Westinghouse, ça va te durer toute la vie...»

Si je me souviens bien, le curé m'avait fait à peu près le même coup. Il m'avait lu une page de je ne sais plus trop quoi à toute vitesse, ce n'était pas une page du «Journal de Montréal», mais ça finissait pareil: «...mououn mouounmouounou... pour toute la vie». Et j'avais d'ailleurs répondu la même chose au curé qu'à Corbeil: «Oui». Mais au fond je n'étais pas content du tout. Ce poêle-là, je l'attendais depuis 40 ans, ça méritait il me semble un peu plus d'atmosphère, de chaleur, sinon les grandes orgues.

J'étais déçu donc. Mais j'ai très bien compris que M. Corbeil n'avait pas de temps à perdre, surtant lorsqu'il m'a expliqué, en terminant sa vente: «C'est un deal unique, je ne fais même pas \$25 de profit par morceau... Analogie de plus en plus troublante, \$25 c'est aussi ce que le curé m'avait chargé pour célébrer mon mariage... et à ce prix-là non plus je n'avais pas eu droit aux grandes orgues.

C'était inévitable, je suis sorti de chez «Corbeil Electrique» en pensant à ma femme et en me faisant la même réflexion qu'en sortant de l'église 20 ans plus tôt: «Ça commence assez mal que ça ne m'étonnerait pas que ça ne marche pas du tout rendu à la maison...»

Comme de fait ça n'a pas marché avec ma femme et j'ai bien peur que ça ne marche pas

plus avec mon réfrigérateur. Il m'a été livré lundi. Je l'ai branché, il a ronronné comme il était censé le faire, il s'est allumé quand j'ai ouvert la porte, mais au lieu de faire de la glace, il fait de la vapeur!... Vous pensez que je fais des farces? Chez Westinghouse aussi ils croyaient que je plaisantais quand je les ai appelés hier:

— Pourriez-vous m'envoyer un technicien pour mon réfrigérateur?

— Il ne fonctionne pas?
— Pas comme réfrigérateur, non. Mais comme bain sauna il est très correct. Je me demande même si en y ajoutant une cheminée, on ne pourrait pas en faire une locomotive, il produit assez de vapeur pour faire «tchou-tchou»...

Et le poêle, me demanderez-vous? Il est parfait le poêle. Il me reste juste une vingtaine de pages à lire dans le guide pour m'y retrouver dans le réglage des commandes et ça devrait aller. J'ai tout de même hâte d'arriver au chapitre où il est question de la minuterie automatique. Pour l'instant j'improvise en jouant avec les cadrans, avec le résultat que la sonnerie se déclenche toutes les 17 minutes, ce qui est assez agaçant, surtout la nuit, surtout pour les voisins parce que nous, les enfants et moi, on a résolu le problème en se mettant du coton dans les oreilles en attendant que j'aie complètement assimilé le guide.

Pas facile à lire ce petit livrè-là d'ailleurs. Avant, ce genre de brochure était traduite dans un français barbare qui faisait hurler les grammairiens, mais tout le monde comprenait ce qu'il fallait faire. Aujourd'hui ces brochures sont rédigées dans une prose si raffinée que j'ai décidé d'en faire la lecture à haute voix, le soir, à mes enfants, c'est beau comme du Musset, cependant ça manque peut-être un peu de simplicité. A titre d'exemple, cet extrait de la page 7 de mon guide: «Tenez le couvercle par les deux extrémités et faites coulisser le bord supérieur sous la plaque des interrupteurs. Une fois qu'il est en position verticale, appuyez sur le bord inférieur afin de l'engager sous les deux attaches à ressort. Mettez toujours la clayette sur la position désirée quand le four est froid»...

Et ça c'est juste pour ôter un couvercle quelconque. Imaginez ce que ça donne quand on entre dans le fonctionnement proprement dit du four!... C'est bien simple, après trois nuits passées à étudier ma brochure j'ai acquis la ferme conviction que mon poêle n'est rien de moins qu'un 747 à quatre ronds.

Je sais, je sais... vous pensez que j'exagère. C'est drôle, c'est ce que me disais aussi ma femme dans les premiers mois de notre mariage: «T'exagères, je ne suis pas si compliquée que ça...»

Remarquez que c'est peut-être moi qui est nono. Peut-être que pour ma toute petite tête ça me prend des femmes et des poêles avec juste un bouton: «On and off».

Transport en commun: Desnoyers blâme Montréal

Si les dirigeants de Montréal avaient démontré un sens réel d'appartenance à une seule communauté de villes sur le territoire de la CUM, il y a longtemps que tous les modes de

FLORIAN BERNARD

transport en commun seraient intégrés, y compris les trains de banlieue.

Telle est l'opinion exprimée par le maire de Dorval, M. Sarto Desnoyers, hier soir, lors d'une entrevue accordée à LA PRESSE. M. Desnoyers — qui est vice-président de la CUM — a précisé que durant des années ce sont les banlieues qui ont «payé pour Montréal» (police, métro, etc.).

Or, d'ajouter M. Desnoyers, maintenant que son tour est venu de payer, Montréal ne cesse de retarder les projets d'ensemble, en particulier celui de l'intégration complète des différents modes de transport en commun.

Appuyant sans réserve les propos tenus mardi soir par le président du comité exécutif de la CUM, M. Pierre DesMarais II, le maire de Dorval a expliqué que les dirigeants de Montréal ont bloqué le projet d'intégration des trains de banlieue sous prétexte que cette formule n'est peut-être pas la plus économique. En réalité, selon M. Desnoyers, Montréal craint que cette intégration des trains draine

vers la banlieue une partie de ses contribuables, déjà trop lourdement taxés. Toutefois, selon M. Desnoyers, il s'agit d'un faux raisonnement puisque, «si la banlieue grandit, le centre-ville grandira également et profitera de l'apport économique de cette expansion».

Il suffirait de peu

L'intégration de tous les modes de transport en commun pourrait se réaliser, selon M. Desnoyers, très rapidement, voire dans quelques mois.

Déjà le gouvernement fédéral et le CN ont accepté de verser respectivement \$50 millions et \$20 millions dans le projet. Le

gouvernement du Québec accepte, pour sa part, de financer les coûts d'intégration et de participer au déficit annuel d'opération. Il ne reste que Montréal — d'ajouter M. Desnoyers — qui continue de faire la sourde oreille et de bloquer, par toutes sortes de manœuvres, un projet voulu et souhaité par l'ensemble des villes de CUM.

L'expropriation des compagnies privées d'autobus sera chose faite dans quelques jours. Les équipements et le personnel de ces compagnies passeront sous la juridiction de la CTCUM. Le West Island sera desservi par le transport en commun. Mais le problème des trains de banlieue reste entier.



ATLANTIQUE

PLUS POUR MOINS

Y'a pas d'autre nom

GARANTIT* ÉCHANGE* REMBOURSEMENT*

VENTE-REPRISE

de télécouleurs

RCA

à télécommande

EN ÉCHANGE DE VOTRE VIEIL APPAREIL COULEUR obtenez jusqu'à

\$120 DE RÉDUCTION

MODÈLE GER-790R

En tête de série! Meubles-télécouleurs ColorTrak RCA 26", avec télécommande à infrarouge. Deux luxueux meubles contemporains pour l'année qui vient... Le modèle GER-790R est fait de pacanier massif et placages (garniture simili-bois) et le modèle GER-790R est fini métal émaillé noir, avec base et dessus en acier plaqué nickel. En plus de tous les perfectionnements ColorTrak mentionnés, le modèle GER-930R est doté du système sonore Dual Dimension comprenant deux haut-parleurs de 9" simulant le réalisme de la stéréophonie.

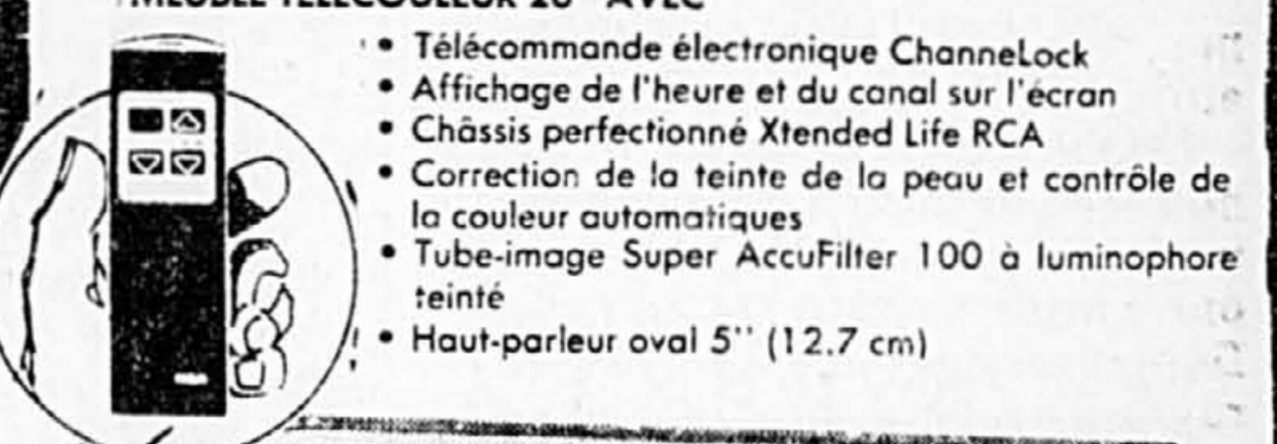


VALEUR DE REPRISE JUSQU'À \$120

MODÈLE GER-930R

MEUBLE TÉLÉCOULEUR 26" AVEC

- Télécommande électronique ChannelLock
- Affichage de l'heure et du canal sur l'écran
- Châssis perfectionné Xtended Life RCA
- Correction de la teinte de la peau et contrôle de la couleur automatiques
- Tube-image Super AccuFilter 100 à luminophore teinté
- Haut-parleur oval 5" (12,7 cm)



VALEUR DE REPRISE JUSQU'À \$50

MODÈLE GER-488R

Joli téléviseur ColorTrak 20" à télécommande. Modèle de table, avec luxueuse garniture de similinoyer. Parfait pour une petite pièce ou comme deuxième téléviseur. Accédez à la beauté ColorTrak RCA.



VALEUR DE REPRISE JUSQU'À \$120

RCA XL-100 1981 AVEC TÉLÉCOMMANDE CHANNELOCK

RCA XL-100 est le premier pour la performance, la fiabilité et la qualité. Voilà pourquoi c'est le plus vendu, et de loin! Profitez de LA VENTE DE REPRISE pour réaliser des économies substantielles sur ces consoles 26" en échangeant tout simplement votre vieux téléviseur. Étudiez la liste des caractéristiques RCA XL-100 ou mieux, passez nous voir pour une démonstration.

- Réglage couleur/contraste automatique.
- Contrôle automatique de la couleur et de la teinte de la peau.
- Châssis perfectionné Xtended Life RCA.
- Tube-image Super AccuLine
- Télécommande ChannelLock: fonctionnement silencieux pour allumer ou éteindre le récepteur, régler la puissance du volume, sélectionner les canaux VHF ou UHF (s'arrête seulement aux canaux sélectionnés grâce à sa mémoire électronique programmée).



ColorTrak RCA 1981 avec télécommande à infrarouge

Échangez votre vieux téléviseur — peu importe la marque, l'âge ou l'état — et obtenez une généreuse allocation applicable à l'achat d'un ColorTrak RCA 1981 flamboyant neuf, avec télécommande à infrarouge. Faites vite! Cette offre n'est valable que pour une période limitée.

COLORTRAK VOUS DONNE AUTOMATIQUEMENT LA COULEUR EXACTE, GRÂCE AUX CARACTÉRISTIQUES SUIVANTES:

- Réglage cristaux de quartz ChannelLock avec télécommande à infrarouge ColorTrak et affichage de l'heure et du canal sur l'écran.
- Contrôle automatique de la couleur et de la teinte de la peau.
- Châssis perfectionné Xtended Life RCA.
- Tube-image Super AccuFilter 100 à luminophore teinté.
- Detail Processor RCA exclusif qui accentue les détails de l'image et sur la plupart des modèles.
- Système sonore Dual Dimension RCA exclusif simulant le réalisme de la stéréophonie.



MODÈLE GER-760R

Meuble-téléviseur ColorTrak RCA 26" offert en deux versions... Style traditionnel avec fini pacanier classique et bois franc massif choisi, ou style colonial ravissant au riche fini érable centenaire et bois franc massif choisi. Les deux modèles sont munis de roulettes dissimulées. Échangez votre vieil appareil et appréciez les performances du ColorTrak RCA dès ce soir!

*Pour nos politiques, consultez nos représentants

MAGASIN-ENTREPÔT 6060 EST, BOUL. MÉTROPOLITAIN

70 MAGASINS — PARTOUT PRÈS DE CHEZ VOUS

253-8880
Sortie Lacordaire
(Entre Lacordaire et Langelier)

- ALMA Carrefour Alma
- ALMA Galeries Lac-St-Jean
- BELOEIL Mail Monténach
- BROUVELLE 1000 Islands Mall
- BROSSARD Mail Champlain
- CHARLESBOURNE Centre commercial Jadis
- CHÂTEAUGUAY Centre régional de Châteauguay
- CHICOUTIMI Place du Royaume
- CORNWALL Cornwall Square
- DORVAL Dorval Garden's Shopping Centre
- DUMONDVILLE Place Drummond
- GRANDY Galeries Grindy
- HULL Place du Centre
- JOLIETTE Galeries Joliette
- JONQUIÈRE Galeries Jonquièrre
- KINGSTON Frontenac Mall

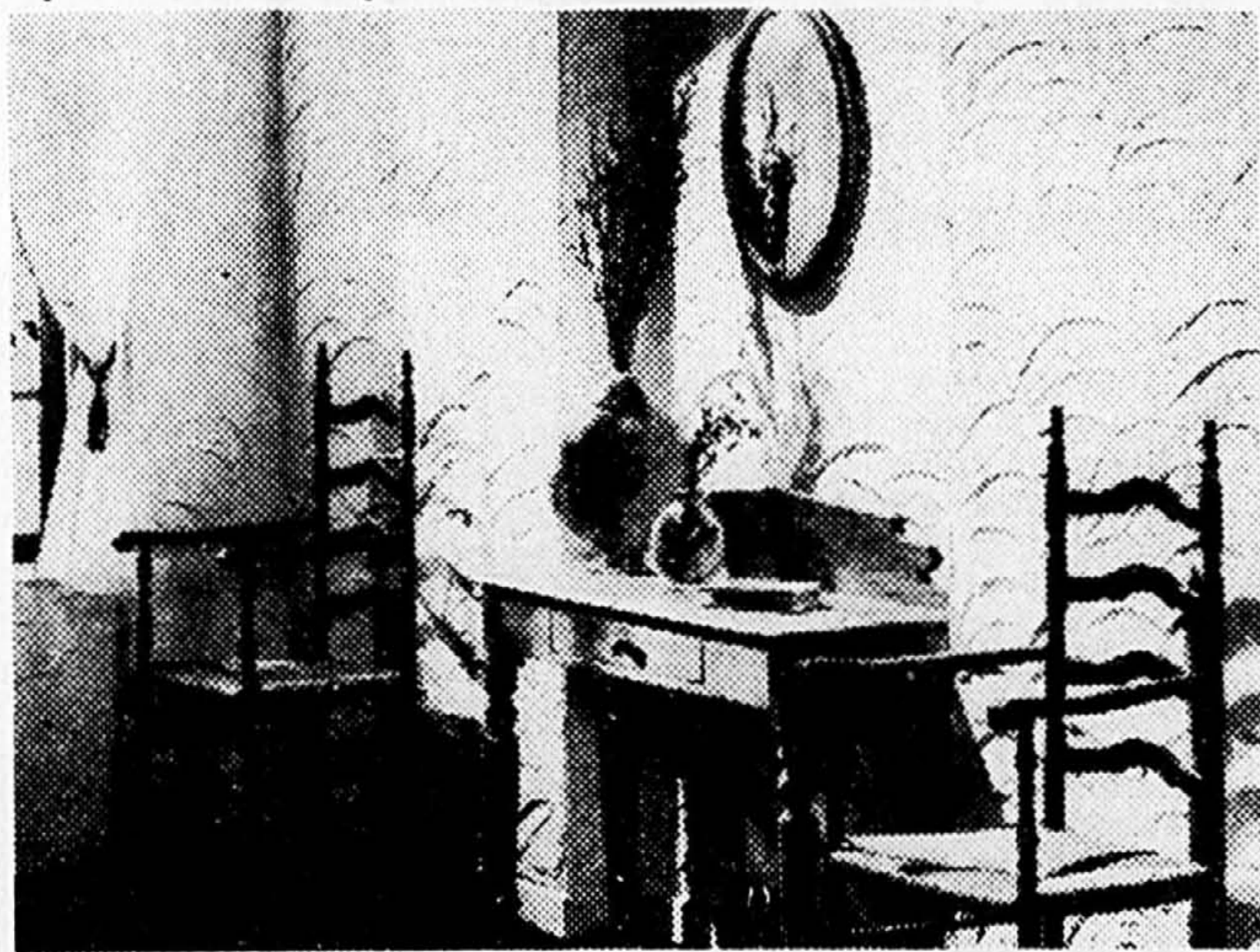
- KINGSTON 103, Princess Street
- LACHINE Galerie Lachine
- LACHUTE Centre commercial Lachute
- LASALLE Place Newman
- LAVAL Carrefour Laval
- LAVAL Centre commercial St-Martin
- LAVAL Centre d'achats Duvernay
- LA TUQUE Centre commercial La Tuque
- LEVIS Galeries Chagnon
- LONGUEVILLE Centre d'achats Jacques-Corrier
- MONTRÉAL Centre d'achats Forest
- MONTRÉAL Galeries d'Anjou
- MONTRÉAL Galeries Dupuis
- MONTRÉAL Place Alexis-Nihon (niveau du métro)
- MONTRÉAL Place Alexis-Nihon (3e étage)
- MONTRÉAL Place Bourassa
- MONTRÉAL Plaza Côte-des-Neiges

- MONTRÉAL 6060 est, boul. Métropolitain
- MONTRÉAL Place Ontario
- MONTRÉAL Place Versailles
- MONTRÉAL Plaza St-Hubert
- OTTAWA Merivale Shopping Fair
- OTTAWA Sparks Street Mall
- POINTE-AUX-TREMBLES Carrefour de la Pointe
- POINTE-CLAIRE Centre commercial Fairview
- QUÉBEC Place Carlier (Mail St-Roch)
- QUÉBEC Galeries de la Canardière
- QUÉBEC Place Fleur-de-Lys
- REPERTIGNY Place Repertigny
- RIMOUSKI Carrefour Rimouski
- ROCK FOREST Plaza Forest
- ROSEMÈRE Galerie des Mille-Îles
- ST-BRUNO Promenades ST-BRUNO
- ST-FOT Place Laurier

- ST-HYACINTHE Galeries St-Hyacinthe
- ST-JEAN Galeries Richelieu
- STE-MARTINE Promenade Deux-Montagnes
- SEPT-ÎLES Mail de Place-de-Ville
- SHAWINIGAN Plaza Maurice
- SHERBROOKE 180, rue Wellington nord
- SHERBROOKE Galeries les Quatre-Saisons
- SOREL 65, rue Georges
- TERRBONNE Galeries Terrebonne
- TRENTON Centre commercial Frontenac
- TROIS-RIVIÈRES Centre les Rivières
- TROIS-RIVIÈRES Q. 4542 boul. Royal
- VAL D'OR Carrefour du Nord
- VICTORIAVILLE Carrefour des Bois-Francis
- VILLE ST-LAURENT Galeries Normande
- VILLE ST-LAURENT (Place Verbu Audio) Place Verbu

Le Décor Classique

que vous pouvez faire vous-même



STUC Décoratif

Avec le Stuc Décoratif Flintkote, vous pouvez rehausser l'apparence d'un mur ou de toute une pièce en y apportant un fini de stuc aux motifs de votre choix. Il est facile à utiliser et peut être appliqué sur presque toutes les surfaces intérieures.

Si le décor classique du Stuc Décoratif Flintkote vous intéresse, voyez votre marchand de matériaux de construction local et obtenez une copie gratuite de notre brochure descriptive.



un autre produit de Flintkote pour le bricoleur **FLINTKOTE**

ÉDITORIAL

PAUL DESMARAIS
président du conseil d'administration

la presse

ROGER LEMELIN
président et éditeur

FERNAND ROY
vice-président exécutif

JEAN SISTO
éditeur adjoint

YVON DUBOIS directeur de l'information
MARCEL ADAM éditeur en chef

Si les provinces tendaient une perche

Le premier ministre Trudeau est peut-être pris à son propre piège et acculé à recourir au coup de force qu'il aurait sans doute préféré éviter.

Prenant prétexte du sentiment d'ouverture créé au Canada par la victoire du camp du non au référendum, il a convoqué une conférence constitutionnelle dans des délais très courts et établi un ordre du jour très chargé.

Afin d'exercer une pression irrésistible sur les provinces, il commença immédiatement à dire son scepticisme sur les chances de succès de cette ultime entreprise, et à les menacer d'une action « motu proprio » le cas échéant. Entre-temps ses stratèges préparaient des scénarios d'échec et des plans contingents qui, comme par hasard, coulèrent pendant les travaux.

On a vu ce qui s'est passé. Les Premiers ministres provinciaux, irrités par l'attitude provin-

cante de MM. Trudeau et Chrétien, arrivèrent à la conférence bien préparés et déterminés à demeurer solidaires face aux manœuvres de diversion d'Ottawa. On connaît la suite.

Qu'arrivera-t-il maintenant? Si l'échec avait été partiel et si M. Trudeau avait réussi à montrer qu'il résultait de l'incapacité des provinces à se mettre d'accord sur une vision du pays, il aurait pu exploiter ce thème pour se justifier, au nom de l'intérêt général, de prendre des mesures draconiennes et unilatérales. Mais il s'est heurté à un front commun de provinces proposant une idée de la réalité canadienne opposée à la sienne et pouvant autant que lui soutenir qu'elles exprimaient la volonté de l'opinion majoritaire au Canada.

Dans les circonstances un coup de force devient très risqué, non seulement pour M. Trudeau, qui peut échouer s'il

consulte la population et se voit combattu par les dix Premiers ministres provinciaux, mais aussi pour le pays, qui se retrouverait profondément divisé s'il heurtait de front les provinces en agissant de son chef.

M. Trudeau est pris à son propre piège parce qu'il s'est tellement engagé à agir sans l'accord des provinces si la conférence échouait, qu'il est en quelque sorte contraint d'agir comme il le menaçait de le faire — tout en croyant, peut-être, ne pas y être réduit. Car M. Trudeau est un homme extrêmement prudent. Et je ne crois pas que le seul appui de l'opinion publique le satisfasse, lui qui a déjà dit son mépris pour elle et pour ceux qui se font le jouet de ses humeurs capricieuses et tyranniques.

Samedi dernier, en conférence de presse, M. Trudeau a plusieurs fois insisté sur le fait qu'il n'a jamais posé un geste unila-

téral. Celui qui faisait cette profession me donnait l'impression d'un homme cherchant une issue, d'un chef de gouvernement qui redoute les effets secondaires du remède qu'il croyait approprié mais qui ne l'est peut-être plus.

Même si M. Trudeau est celui qui a déclenché une réaction en chaîne qui peut avoir les plus graves conséquences pour l'avenir du pays, il n'est peut-être plus capable de l'arrêter sans perdre la face. Dans un conflit intergouvernemental, la sagesse enseigne de ne jamais mettre l'autre dans une situation qui ne lui offre pas d'issue honorable, et l'obligera à recourir à des moyens extrêmes pour se sortir de l'impasse. Si M. Trudeau n'a pas eu cette sagesse avec les provinces, celles-ci pourraient l'avoir pour le gouvernement fédéral, au nom de l'intérêt du pays.

Comme les Premiers ministres

avaient fini par se mettre d'accord sur une formule d'amendement, ils pourraient accepter que M. Trudeau rapatrie la constitution avec cette formule, ne serait-ce que pour la mettre à l'essai. Quitte à revenir à la charge avec la proposition du premier ministre du Manitoba, appuyée par plusieurs, de reprendre bientôt les négociations pour concrétiser plusieurs points qui faisaient consensus.

Comme toutes les provinces sont maintenant déterminées à réaliser la réforme constitutionnelle et désirent y arriver dans des délais moins contraignants, la crainte du Québec à l'effet qu'un rapatriement préalable risquerait de stopper le processus ne tient plus. La réforme se fera, peut-être un peu plus lentement que d'aucuns la souhaitaient, mais elle y gagnera en sagesse et en équilibre.

Ce faisant, non seulement les provinces éviteraient un dange-

reux affrontement qui diviserait le pays et endommagerait son crédit sur la scène internationale, mais elles se donneraient enfin le moyen de progresser en constitutionnalisant au fur et à mesure les accords.

Une fois la constitution rapatriée et assortie d'une formule d'amendement qui peut-être d'amendements qui font déjà consensus, il est probable que M. Trudeau sentira que le moment est venu de laisser à un successeur le soin de poursuivre la tâche dont il disait l'an dernier qu'elle devrait être poursuivie et complétée par un homme plus jeune.

Si plusieurs provinces croient vraiment qu'il est l'obstacle majeur au progrès de la réforme, cette éventualité devrait leur fournir une raison de plus pour tendre une perche au gouvernement fédéral.

MARCEL ADAM

M. Ryan et le retour de Robert Bourassa

Plusieurs observateurs trouvent étrange que M. Claude Ryan s'efforce visiblement de bloquer le retour en politique de l'ancien premier ministre Robert Bourassa, alors qu'il a ouvert les bras à un ennemi d'hier comme Camil Samson. Pourtant, les deux cas se présentent différemment.

Il est vrai que l'acceptation de l'ex-chef créditiste dans les rangs libéraux s'explique plutôt mal. Ça sent le calcul électoral et, surtout, on ne voit pas trop bien comment M. Camil Samson répond aux critères du candidat idéal tels qu'établis par M. Ryan lui-même. Ce n'est pas la meilleure décision prise jusqu'ici par ce dernier.

Par contre, comment peut-on déceimment demander au chef libéral de donner le feu vert à son devancier? Il faudrait alors oublier que M. Ryan, alors qu'il était directeur du «Devoir», avait recommandé à l'électorat québécois de le répudier. Il faudrait oublier que M. Ryan, devenu chef libéral, s'est efforcé non seulement de prendre ses distances par rapport à son devancier mais qu'il a mis l'accent sur le fait qu'il dirigeait un parti renoué à tous les points de vue.

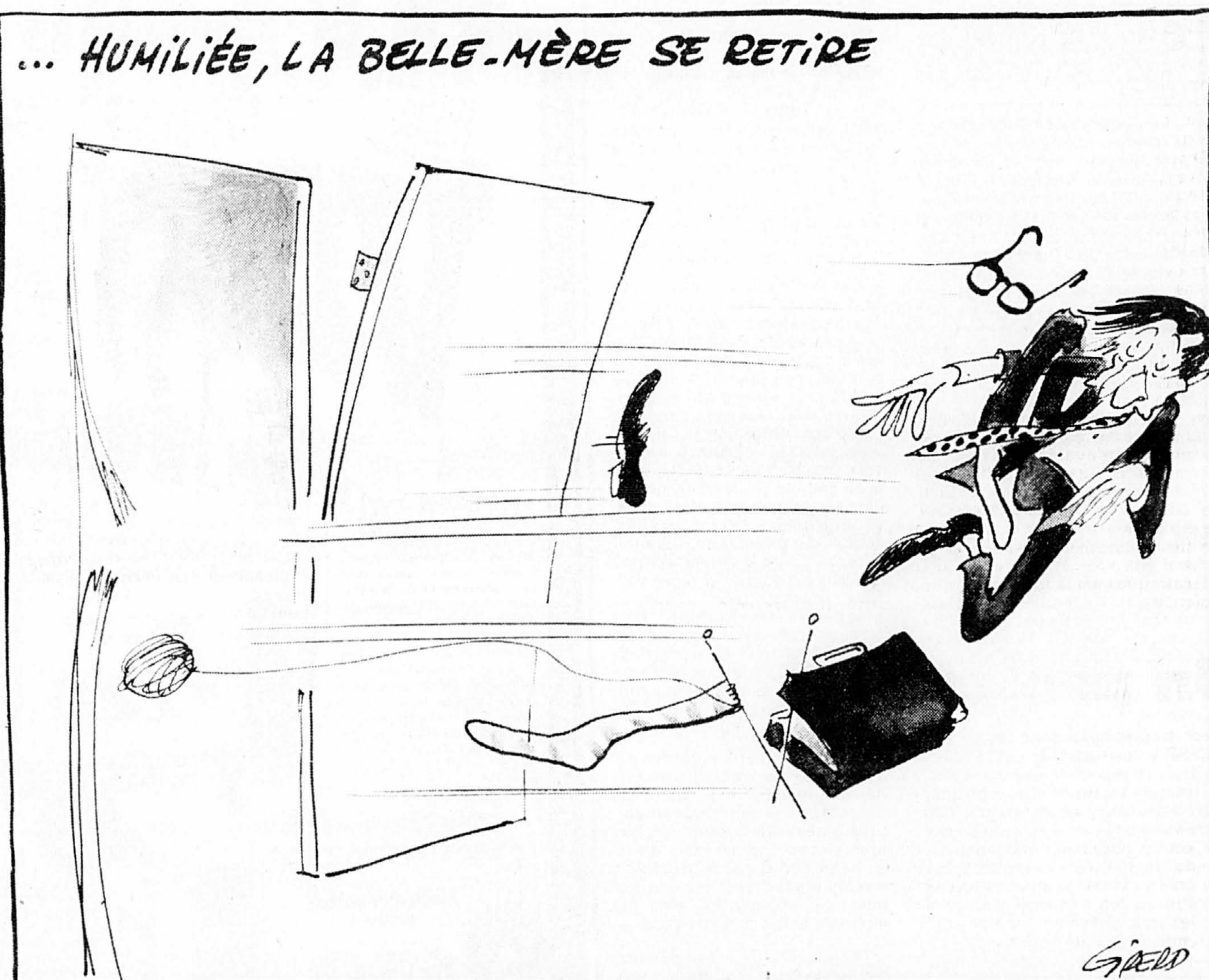
Il y a également l'unité du parti, difficilement rétablie depuis le dernier congrès à la «chefferie»,

qui pourrait être remise en cause avec le retour de M. Bourassa. Des fidélités pourraient être ébranlées et des factions pourraient se créer.

Evidemment, l'image de M. Bourassa n'est plus celle qu'il projetait à la fin de son règne comme premier ministre. Il a fait preuve d'une grande dignité dans la défaite. Il n'a pas cherché à rester en selle envers et contre tous. Il s'est retiré avec humilité et, après une année d'études en Europe, on l'a vu participer avec brio et sans hargne au débat constitutionnel. Il a probablement regagné en stature, en tout cas en sympathie auprès d'une importante fraction de la population. Et il est indéniable qu'il pourrait encore jouer un rôle très utile dans n'importe quel gouvernement.

Mais, on est en droit de se demander s'il ne perdrait beaucoup des points qu'il a accumulés en ces derniers temps en insistant pour revenir trop tôt à la politique active et partisane. N'agirait-il pas avec plus d'élégance en ne cherchant pas à mettre M. Ryan dans l'embarras, en laissant plutôt les coudees franches à ce dernier sur la conduite du parti et, éventuellement, d'un nouveau gouvernement?

VINCENT PRINCE



Droits réservés

Le coup d'État militaire en Turquie ne surprend personne

La Turquie s'étend sur deux péninsules d'une superficie de 780.000 km². Elle compte 48 millions d'habitants. Cette population est musulmane dans une proportion proche de 100 pour cent.

Le coup d'État militaire qui a eu lieu en Turquie dans la nuit de jeudi à vendredi dernier n'a pas causé une très grande surprise. Le pays a l'habitude des styles autoritaires et de la manière forte. Le père de la Turquie moderne, Mustafa Kemal, dit Kemal Ataturk, fit entrer son pays dans la mouvance de l'Occident avec autorité. Militaire d'une valeur indiscutable, il gouverna en dictateur, jusqu'à sa mort en 1938.

Le représentant de la Turquie aux Nations unies devait déclarer, à propos du coup d'État, que «l'armée a agi pour le bien du pays» et que «les forces armées sont intervenues pour assurer un meilleur fonctionnement de la démocratie».

On ignore comment la démocratie se tirera de cette épreuve, mais il n'y a aucun doute qu'à court terme la prise en charge du pays par l'armée est le seul moyen de rétablir un minimum d'ordre dans un territoire déchiré par les luttes violentes que se livraient pour le pouvoir les factions de gauche et de droite. Le terrorisme faisait plusieurs

morts par semaine. On savait, depuis plusieurs mois, qu'agacés par l'incapacité du personnel politique à s'entendre sur un minimum, les militaires songeaient à se saisir du pouvoir. Dès l'hiver dernier, la rumeur d'un coup d'État circulait.

Aux violences, aux désordres dans la rue s'ajoute une crise économique dont les causes ne sont pas étrangères aux bonds successifs des prix du pétrole. Si, dans les pays riches et fortement industrialisés, le renchérissement des prix du pétrole équivaut, pour le consommateur, au passage du simple au double de l'impôt sur le revenu, l'impact du mouvement à la hausse est encore plus sensible dans les pays économiquement faibles.

L'armée a décidé d'intervenir à la faveur des manœuvres de l'OTAN, qui se déroulent en Thrace occidentale. Si le coup n'a pas été monté avec la collaboration de Washington, il est bien accueilli par le gouvernement américain, qui voit dans l'intervention de l'armée le seul moyen d'éviter la déstabilisation d'une région névralgique. Membre de l'OTAN depuis 1952, la Turquie, qui a des frontières communes avec l'URSS, l'Iran, l'Irak et la Syrie, est considérée comme un bastion avancé de l'Alliance.

Les événements ont, par ail-

leurs, entraîné, chez un autre membre de l'Alliance, une réaction qui a causé une certaine surprise. Pour «protester contre le coup d'État à Ankara», la Belgique a décidé de se retirer des manœuvres militaires de l'OTAN, auxquelles elle devait participer avec des contingents américain, britannique, italien et ouest-allemand, du 11 septembre au 6 octobre.

Mais les experts remarquent que ce n'est pas la première fois que la Belgique manque à la solidarité atlantique. Tantôt elle refuse de participer à des exercices «pour des raisons d'économie», tantôt elle renonce à ses engagements vis-à-vis de l'acquisition de missiles. Elle reste, toutefois, l'hôte de l'OTAN, depuis le retrait de la France du commandement atlantique en 1966.

Les forces armées turques sont fortes de 600.000 hommes, de 5.000 chars d'assaut et blindés, de 300 avions de combat, d'une marine qui compte 45.000 hommes. Ce sont les forces les plus importantes du Moyen-Orient depuis la chute du chah d'Iran et la disparition de l'armée iranienne.

Les nouveaux maîtres du pays entendent remettre le pouvoir aux civils, mais pas avant qu'il ait été mis un terme à «l'anarchie».

GUY CORMIER

DANS LA PRESSE ÉTRANGÈRE

La région du Golfe

NEW YORK (AFP) — Le maintien de l'ordre dans la région du Golfe, qui recèle plus de cinquante pour cent des réserves connues de pétrole, sera la préoccupation majeure des hommes politiques des États-Unis, de l'Europe de l'Ouest et du Japon au cours de la décennie à venir, selon l'hebdomadaire «Time» de cette semaine.

L'ordre est menacé pratiquement partout dans le Golfe, selon «Time». Au nord, l'Iran s'enfoncé dans le chaos, à l'ouest, «l'intransigeance d'Israël enflamme le monde arabe», au sud, le souvenir de l'attaque de la grande mosquée de la Mecque, l'année dernière, est encore vivace et fait frémir tant l'Arabie Saoudite que les monarchies de petits États voisins.

Les États-Unis ont, selon l'hebdomadaire, amorcé un redressement de l'équilibre des forces avec l'Union soviétique dans la région du Golfe. Cependant, la crédibilité des États-Unis vis-à-vis du monde arabe ne dépend pas tant de leur supériorité militaire que de l'impact de leur politique dans le conflit israélo-palestinien.

La stagnation du processus de paix ébauché à Camp David est une aubaine pour les intérêts

soviétiques dans la région du Golfe, écrit «Time», qui estime que le soutien de l'Union soviétique à la cause palestinienne a atténué le choc initial éprouvé par le monde arabe après l'invasion de l'Afghanistan.

Volte-face de Khomeiny

PARIS (AFP) — La volte-face de l'imam Khomeiny et les déclarations des leaders de la gauche française sont deux des sujets qui ont principalement retenu l'attention des éditorialistes parisiens. Pour «L'Aurore» (droite radicale), si le maître de l'Iran a changé de ton devant les États-Unis, c'est que son pays est au bord de la catastrophe: «Il est remarquable que l'imam n'exige plus que les États-Unis «se repentent, reconnaissent publiquement leurs crimes passés» et renonce au procès à grand spectacle que ses conseillers avaient imaginé à l'encontre des otages. (...) Les raisons qui ont conduit M. Khomeiny à baisser sa garde dans cette affaire ne sauraient être plus claires, l'imam et ses ayatollahs sont, en fait, aux abois. (...)

A l'intérieur comme à l'exté-

rieur, des craquements sinistres retentissent, qui laissent mal augurer de l'État médiéval que M. Khomeiny a brutalement plaqué sur les réalités iraniennes. (...) A ce stade, M. Khomeiny n'ignore pas que le moindre «coup de pouce» des États-Unis en faveur des contestataires risquerait de faire basculer, d'un jour à l'autre, sa république islamique. L'ouverture subite en direction «du grand Satan», américain n'a pas d'autre explication.»

C'est aux conséquences sur la politique américaine que «Le Matin» (gauche socialiste) consacre son éditorial: «Etait-ce enfin, après dix mois de crise, le signe tant attendu? Les conditions en quatre points formulées vendredi par l'imam Khomeiny pour la libération des otages pouvaient le laisser penser. (...) Washington semble sceptique. (...) Plus nombreux sont ceux qui voient dans le discours de l'imam une nouvelle planche pourrie sur le chemin de la conciliation. (...) S'agirait-il d'une manipulation de Téhéran pour tenir les diplomates américains en haleine et éviter dans les jours qui viennent un regain de tension? (...) Ronald Reagan a eu beau affirmer samedi qu'il soutiendrait Jimmy Carter (à certaines conditions tout de même) et que les otages ne deviendraient pas un sujet «d'attaque électorale», il est déjà trop tard. Le débat de fond sur l'Iran vient de commencer aux États-Unis.»

Lettre à Terry Fox

Cher Terry, j'espère que les quelques bribes d'information qui suivent te seront d'un quelconque réconfort. J'ai découvert, il y a quelques années, à la suite de lectures sur la parapsychologie, l'existence d'un médium américain nommé Edgar Cayce (1877-1945).

Aussi extravagante que la chose puisse paraître, Edgar Cayce avait le pouvoir de prendre connaissance de l'état de santé de ceux qui en faisaient la demande, avec une extrême précision, et surtout, sans même les rencontrer personnellement.

Ce pouvoir fabuleux fut maintes fois vérifié par de nombreux médecins compétents, dont certains, ici même, à Montréal, soignent toujours leurs patients selon les traitements préconisés par Edgar Cayce et dont l'efficacité est démontrée.

Pour éviter le cancer, Edgar Cayce répétait à tous ceux qui voulaient l'entendre de grignoter trois amandes par jour. Pour éviter l'arthrite, il recommandait de se masser les articulations à l'huile d'arachide chaque semaine. Il pensait aussi qu'on pouvait guérir le diabète par des cataplasmes d'huile de ricin chaude, appliqués sur le ventre.

Dans le cas d'un cancer des glandes, dans celui d'un cancer de la glande thyroïde et d'un autre des poumons, il prescrivait un sérum combinant du sang de lapin et des cellules cancéreuses des patients.

Depuis 1966, des chercheurs de la Wayne State University de Détroit ont traité une vingtaine de patients, tous des cas désespérés, avec cette méthode, et dans le cas d'un cancer du sein et d'un cancer de la peau, ils ont obtenu des guérisons complètes. D'autres cancers de la peau, des poumons et du pancréas furent stoppés.

Pour certains cancers, Cayce recommandait les rayons ultraviolets au mercure réfractés à travers une plaque de verre vert de 25 centimètres d'épaisseur environ. Il préconise aussi de boire le jus de betteraves cuites dans un sac de plastique étanche. Dans certains cas de sarcome et de mélanome, il conseille une diète composée surtout de melon d'eau, de carottes et de betteraves, accompagnés de thé de plantain.



Atteint du cancer, le jeune Terry Fox a suscité par son courage l'admiration et l'estime.

Dès 1929, il recommandait à une cancéreuse l'absorption de cendres de carbone. Il conseillait aussi les vibrations électriques à basses fréquences. Pour finir, j'ajouterai que Cayce remarquait que les tumeurs malignes se manifestent souvent chez les gros mangeurs de viande.

En fait, Edgar Cayce nous a laissés une oeuvre immense (50-000 pages dactylographiées à simple interligne) que je ne connais que bien imparfaitement. Il n'y traite pas seulement des maladies et de leur traitement, mais aussi de l'existence d'un Dieu tout-puissant dont le principal attribut est l'Amour et de la nécessité de nous réincarner

plusieurs fois pour devenir parfaits comme Jésus-Christ et être en mesure de le rejoindre.

De toute manière, Terry, je sais que tu finiras par guérir d'une façon ou d'une autre. Si tu veux en savoir plus long, je te conseille de lire «Edgar Cayce, le prophète», de Jess Stearn, publié aux éditions Québec - Amérique. Tu peux aussi écrire à The Association for Research & Enlightenment, Inc. P.O. Box 595, Virginia Beach, VA 23451, U.S.A. Ils sont en mesure de te fournir la liste des médecins qui perpétuent l'oeuvre d'Edgar Cayce.

Pierre MASSUE
Montréal

EN VRAC

Publicité abusive à Télé-Métropole

Vous trouverez ci-joint photocopie d'une lettre adressée par mes enfants (9 ans ½ et 10 ans ½) à Télé-Métropole. Ils ont écrit spontanément, et en vous transmettant leur réaction face à une publicité abusive, j'aimerais amener d'autres enfants à s'exprimer, à exiger un minimum de respect de la part de ceux qui programment la publicité, et les parents à défendre les intérêts des jeunes sur ce point.

J'écris également au Comité de la Protection de la Jeunesse, car il me paraît inadmissible que ce qui s'adresse aux enfants ne soit pas mieux contrôlé. On aseptise la nourriture, on confessionalise les écoles, on vaccine, mais on peut voir tuer, violer, égorgé, pendre, tant et plus entre 19 et 20 heures, dans son salon.

Qu'arriverait-il si je jetais toutes les saletés qui embarrassent mon sous-sol au milieu de la rue? Si je m'exhibais dans le plus simple appareil sur la voie publique? Si je stationnais du mauvais côté de la rue? La même chose qu'à vous: on me

ferait savoir que c'est interdit, et il faudrait que je paye pour. Alors pourquoi d'autres ont-ils le droit d'inonder de cadavres la vue de mes enfants? Peut-être pour la même raison qui fait que si un pauvre type vole trois dollars pour acheter des hot-dogs, c'est un vol, tandis que si un conseiller municipal ou autre personnage encore mieux placé confond les finances publiques avec son budget de vacances, c'est de la gestion.

Bref, je déplore que l'on doive regarder autre chose que ce que l'on a choisi en connaissance de cause, lorsqu'il s'agit d'émissions pour enfants, ou du moins d'émissions «pour tous», et j'estime qu'il faut refuser de servir de dépotitoir à l'industrie de l'image. Question de principe, question de santé, question d'avenir.

Mme Chantal GRENIER
Longueuil

Messieurs je n'aime pas votre annonce de poupée qui saigne de la bouche, je n'ai pas dormi de la nuit à cause de ça? pourquoi j vous écris cette lettre.
Emmanuel Grenier (9 ans)

Le droit à la révolte et à l'évasion? On charrie!

En réponse à M. Michel Parent, LA PRESSE du 2 septembre 1980.

Oui, les prisonniers doivent être traités comme des êtres humains. J'approuve ce principe à 100%. Mais, diable! nos maisons de correction ne sont tout de même pas des hôtels de luxe ou on peut mener la douce vita. Je ne peux concevoir qu'une ligue des droits de la personne, quelle qu'elle soit, pousse l'inconscience jusqu'à réclamer pour les prisonniers le droit de s'évader et de se révolter. Quel culot, grands dieux! A ce compte-là, la vie carcérale serait plus belle que celle que mènent les gens qui vivent en liberté, travaillant et menant une vie normale. Il y a de ces personnes qui comprennent ce qui fait bien leur petite affaire personnelle. Elles lisent un écrit et, hop! si ça ne fait pas leur bonheur elles l'interprètent à leur guise. Facile, n'est-ce pas? Facile de fustiger celui qui a osé émettre une opinion qui n'est pas du tout à leur goût. (...)

Je ne suis jamais allé en prison, donc je n'ai pas l'expérience de la vie carcérale. Ce que je sais cependant, ne vous en déplaît, M. Parent, c'est que la prison n'est pas un endroit de villégiature. (...)

De mes lectures que savez-vous? Laissez-moi vous dire que je ne lis jamais *Allô Police* ou toute autre publication du genre. Vous errez, M. Parent, quand vous dites que je crois que tous ceux qui sont incarcérés sont dépourvus de sentiments humains. Je me demande où vous avez pêché cette idée saugrenue. (...)

Quant à aller assister à des comparutions je le fais bien plus souvent que vous ne le pensez et, comme vous, je comprends le drame vécu par ces personnes qui défilent dans nos cours de justice. (...) Je vous répète que ce que je n'approuve pas c'est le droit à l'évasion et celui à la révolte qu'on réclame dans certains milieux. Le but de ma lettre n'avait rien d'autre que de désapprouver le fait qu'on réclame pour les prisonniers le droit à la révolte et à l'évasion. (...)

Guy MORGAN
Sorel

Une ombre au Marathon

Le marathon de Montréal, à ne pas en douter, occupera une place de choix, dorénavant, sur la scène sportive québécoise.

Il est heureux qu'il en soit ainsi mais, justement, on devrait se limiter à l'aspect sportif de l'événement et non pas y donner l'esprit politique et «ultranationaliste» qu'on a bien voulu lui attribuer le vendredi 5 septembre lors du spectacle en hommage à Gilles Vigneault.

A cette occasion, les Julien, Leyrac, Vigneault et cie, ces éternels frustrés du monde du show-bizz, ont de nouveau profité d'un rassemblement populaire apolitique pour faire passer leur perpétuel message patriotique. Heureusement, ce message ne tombe que dans les oreilles d'une minorité de jeunes pour qui le rêve semble dominer la réalité.

Stéphane GOUBOUT
étudiant
Montréal

Un projet digne d'éloges

Dernièrement un article de LA PRESSE faisait part de l'intention de la Compagnie Alcan de construire son nouveau siège social dans un quadrilatère du centre-ville.

Or, contrairement à l'habitude dans de tels cas, Alcan nous propose un complexe architectural dont l'intention avouée est de s'intégrer à la trame urbaine environnante la plus harmonieuse possible.

Ainsi, la volonté de conservation et de recyclage des principaux bâtiments existants sur le site, complétée par la construction de structures d'accompagnement au milieu de l'îlot, mérite à notre avis d'être soulignée comme un geste urbain respectueux et innovateur de la part d'une telle entreprise. Voici une façon habile de concilier des intérêts économiques avec le respect de l'environnement.

Il nous reste à souhaiter qu'une telle entreprise aura un effet

d'entraînement sur les futures constructions des grandes compagnies et que l'on n'assistera plus à cette «concurrence» des sièges sociaux toujours plus hauts, plus gros et plus brillants; ce sont des expressions vides, des alignements de tours, des bâtiments sans âme.

La prochaine activité d'importance dans ce domaine concerne le siège social qu'Hydro-Québec projette de construire au nord de la Place des Arts. Le site même et son environnement immédiat comprennent de nombreux bâtiments intéressants qu'il importe non seulement de sauvegarder mais également de mettre en valeur. Particulièrement, les maisons de la côte Jeanne-Mance entre Sherbrooke et Kennedy, méritent que leur longévité et les efforts inouïs des gens qui les habitent et qui désirent y demeurer soient respectés par les concepteurs du siège social d'Hydro-Québec.

Nous espérons que ces derniers sauront mettre en valeur le potentiel de l'emplacement et intégrer dans l'architecture les éléments importants du site, au même titre que l'Alcan et le Campus de l'Université du Québec à Montréal.

Il ne faut pas oublier que nous vivons dans une ville vingt-quatre heures et non seulement de neuf à cinq. Il est évident que l'on peut concilier les besoins d'une compagnie et le respect de l'environnement. L'évolution de notre société urbaine fait en sorte que la réussite d'une conception de prestige devra dorénavant atteindre cet heureux équilibre.

Gil KEMEID et
Gabriel DESCHAMBAULT
architectes

Pour: «Destination Habitat Inc.», organisme à but non lucratif qui s'intéresse à la conservation et la mise en valeur du patrimoine résidentiel à Montréal.

Les expropriés de Kouchibouguac

«Bienvenue au parc national de Kouchibouguac, qui est un lieu privilégié du Canada ayant pour but la PRÉSERVATION d'une partie importante de notre PATRIMOINE national.» Cette phrase tient lieu d'introduction au dépliant qu'on peut se procurer lorsqu'on visite le parc national Kouchibouguac, situé sur la côte est, dans la région acadienne du Nouveau-Brunswick.

En vacances dans cette région nous avons visité ce parc. Nous avons bien entendu parlé de ces quelque 300 familles à qui on a littéralement volé leurs terres, des manifestations, des arrestations, etc... mais c'est sur place qu'on a pu constater toute l'ampleur, toute la signification de ce deuxième «grand dérangement» comme on dit au pays de la Sagouine.

On arrive donc au parc. De belles routes comme on n'en trouve pas ailleurs en Acadie, de belles dunes de sable qui s'avancent dans la mer, toutes sortes d'oiseaux et d'animaux. Pour être beau, c'est beau. Ça et là le long des routes on peut voir des champs défrichés qui, comme le dit Parc Canada dans sa brochure, «... Témoignent de la présence de l'homme ici AUTREFOIS».

Nous savons que quelques familles occupaient encore leurs terres. On part donc en direction

de Pointe Sapin, l'extrémité nord du parc. Juste avant la rivière Fontaine on voit une petite maison verte et noire, un peu plus loin quatre maisons en bois naturel. Dehors deux gars sont en train de jaser; on le voit tout de suite ce ne sont pas des touristes, ni des travailleurs du parc, ni des agents de la RCMP... C'est là, sur l'emplacement exact de leurs terres, que M. Comeau et M. Jackie Vautour nous racontent la vraie histoire du Parc Kouchibouguac... une histoire qui ressemble à celle de leurs ancêtres déportés en 1755.

On écoute ces Acadiens qui résistent encore après 11 ans, nous parler de huit villages avec leurs 300 familles, pour la plupart des pêcheurs ou des petits agriculteurs. On revoit les emplacements des maisons sur les rives de l'une des nombreuses rivières qui découpent le parc: Cap St-Louis, Rivière au Portage, Loggie Croft, Fontaine, Claire Fontaine et les autres... Une vie organisée, la pêche, la chasse, l'agriculture, des terres à bois. Au village de Claire Fontaine les responsables de l'aménagement du parc ont eu la brillante idée de conserver le petit cimetière, c'est pas laid, mais pour les familles qui ont eu en moyenne de 3,000 à 5,000 dollars pour leurs terres (\$0.50 de l'ar-

pent pour quelques-uns) et qui ont vu leurs maisons rasées par le feu ou par les bulldozers c'est tourner le fer dans la plaie, et si on y pense à deux fois c'est de la véritable provocation. Comme nous l'on dit les expropriés, la plupart des familles qui, avant, vivaient en harmonie avec leur environnement, sont aujourd'hui dispersées dans les villes et les villages à l'extérieur du parc et, pour une partie d'entre eux, ça veut dire vivre sur le bien-être, souvent à loyer, car comment s'acheter une terre ou simplement une petite maison avec \$3,000 ou \$5,000?

Mais on ne brise pas la vie de 300 familles comme ça sans rencontrer de résistance. Depuis le début les expropriés se sont organisés et aujourd'hui la lutte continue: au printemps de cette année de grandes manifestations ont eu lieu en Acadie. La population du Nouveau-Brunswick est avec eux. Nous n'avons pas rencontré sur toute la côte est du Nouveau-Brunswick, de Cap Pelé à Shippagan, une seule personne qui soit d'accord avec le sort réservé aux habitants du parc. (...) La meilleure façon de les soutenir c'est de boycotter ce parc.

Louise MARTIN
Michel LAMOTHE

Une attitude fort cavalière

Il est temps qu'Hydro-Québec se rende compte que ses clients sont plus que des serfs condamnés à verser des paiements — paiements qui ne cessent d'ailleurs d'augmenter alors que les services diminuent.

Depuis presque un mois, dans un quartier de Duvernay, à Laval, il y a des coupures d'électricité qui durent jusqu'à 4 heures et demie et qui surviennent en n'importe quel temps, jour ou nuit, mais surtout à l'heure des repas. Un appel téléphonique à Hydro-Québec donne toujours la même réponse: «On travaille sur les lignes.» Aucun appel à la raison n'est considéré.

Assis devant mon café froid, mes rôties non grillées et mes oeufs non cuits, déjà une heure en retard au travail, mon réveil le-matin électrique étant toujours stationnaire à 7h55 a.m., je m'interroge:

- 1) Pourquoi Hydro-Québec choisit-elle les heures de repas pour couper l'électricité?
- 2) Pourquoi n'y a-t-il pas d'avis publiés dans les journaux ou de feuillets distribués aux maisons indiquant un horaire approximatif du temps et du lieu où surviendront les coupures prévues d'électricité, de façon à ce que nous puissions ajuster notre horaire personnel en conséquence?
- 3) Pourquoi n'y a-t-il pas de réductions compensatrices sur notre compte d'électricité pour les services non rendus?
- 4) Pourquoi les fonctionnaires d'Hydro-Québec, avec leur monopole absolu sur l'électricité, sont-ils si arrogants et se fichent-ils tant de leurs clients?

John W. OSTERMAN
Laval

Le vrai problème: la vitesse

Mme Monique B. Tardif
Secrétaire générale
Conseil interministériel
en sécurité routière

Chère madame,

J'ai lu et relu votre lettre adressée à monsieur J.-G. Dubuc, éditorialiste, publiée dans la rubrique «Tribune libre» du 29 août 1980. Dois-je dire que j'ai lu également l'article de M. Dubuc et tous les autres touchant le fameux problème du port de la ceinture.

Ne vous en déplaît, votre argumentation est simpliste et une insulte à l'intelligence des Québécois. Quand on parle de ceinture, il semble évident qu'on fasse allusion à la sécurité des occupants d'une voiture. (...)

Votre chantage est tout à fait ridicule, car une hausse substantielle des amendes n'arrivera jamais à prouver le bien-fondé de cette loi. Au contraire, vous

préparez la révolte. Vous n'aurez jamais assez de prisons pour contenir tous ceux et celles qui voudront bien, je l'espère, ignorer la loi. (...)

Quand on parle de sécurité, on doit tenir compte des véritables facteurs qui engendrent des coûts exorbitants (\$1.2 milliard).

S'il veut être vraiment sérieux, le gouvernement s'attaquera à la vraie cause, c'est-à-dire la vitesse. (...)

Pour ma part, je fais l'effort de respecter les limites de vitesse, mais c'est difficile quand la majorité vous pousse dans le dos. (...)

Peut-être le temps est-il venu d'imposer le port de la canne pour piétons? (...)

Soyons sérieux: on guérit la maladie à sa cause. Le problème c'est la vitesse. (...)

Jacques SÉBASTIEN
Dorval

Table de maquillage idéal pour filles et adultes
Prix de manufacture \$129

SUPER SPÉCIAL
de la
manufacture
Arrangement mural tel qu'illustré

\$799

Tous les meubles sont finis émail, clair ou mat blanc ou couleurs au choix et peuvent être vendus séparément.

12 modules au choix
Style moderne
Choix de couleurs

Idéal pour filles, garçons ou adultes
Mobilier de 13 mcs, style moderne. Fini émail blanc ou toutes autres couleurs au choix. Comprend 1 boîte de lit avec tête de 39", 54" ou 60" de largeur, 6 commodes avec tiroirs ou portes au choix.

\$649

LIVRAISON IMMÉDIATE

Matelas caoutchouc mousse
Disponible en 39", 54" ou 60"
PRIX DE LA MANUFACTURE

VISITEZ NOTRE ATELIER
L. ROCCO
ÉBÉNISTE

2414 est, rue Mont-Royal
Tél.: 521-0631
Jeudi, vendredi de 9h00 à 21h00
Samedi jusqu'à 17h00

SOMOZA ASSASSINÉ

Le Nicaragua en liesse

d'après AFP, PA, Reuter, UPI

L'ancien dictateur du Nicaragua, Anastasio Somoza, et deux de ses compagnons ont été tués hier dans une explosion qui a fait voler en pièces leur automobile dans une rue résidentielle d'Asuncion, la capitale du Paraguay.

L'explosion s'est produite à environ 800 mètres de la luxueuse résidence occupée par l'ancien président du Nicaragua, qui avait 54 ans.

Radio-Asuncion a rapporté que les corps de Somoza et de ses compagnons, probablement un chauffeur et un garde du corps, avaient été conduits dans un hôpital proche.

Selon une autre radio locale, trois personnes auraient été tuées aux côtés de Somoza, mais la police n'a ni confirmé ni démenti la nouvelle. Selon la même radio, citant des sources policières, les assassins seraient des membres d'un groupe terroriste international relativement important contacté pour l'occasion.

Des journalistes paraguayens ont affirmé que l'ancien dictateur avait été criblé de 25 balles.

L'ancien chef d'Etat avait été renversé à l'issue d'une sanglante guerre civile. Il s'était réfugié au Paraguay le 18 août 1979 et avait obtenu l'asile politique du président Alfredo Stroessner.

Selon la radio, M. Somoza se déplaçait à bord d'une Mercedes blanche qui était suivie peu

avant l'attaque par un camion. Un journaliste local a précisé que la voiture de Somoza était en train de descendre l'avenue des Amériques, à dix minutes du centre de la capitale, lorsqu'elle a été bloquée par le camion, juste avant que la fusillade n'éclate.

Selon certains témoignages, non confirmés immédiatement, trois hommes armés d'un bazooka, dans une maison proche, auraient alors tiré sur la voiture. Selon d'autres témoins, des bombes auraient explosé. La voiture de Somoza a été très endommagée et son corps a été pratiquement déchiété, a affirmé une radio locale.

De sources officielles, on apprenait que le président Stroessner s'était immédiatement rendu sur les lieux en apprenant la nouvelle.

La police n'a annoncé aucune arrestation immédiate, et personne n'avait revendiqué l'assassinat dans les heures suivantes. Un collaborateur de Somoza a cependant déclaré qu'un des assaillants avait été tué et deux autres arrêtés.

Les autorités paraguayennes ont suspendu les vols internationaux et fermé les frontières à la suite du meurtre de l'ancien dictateur du Nicaragua Anastasio Somoza. Des milliers de policiers sont à la recherche des six meurtriers, qui ont attaqué la Mercedes de Somoza, à Asuncion, au bazooka et à la mitrailleuse. Selon un témoin, les assas-

sins avaient un fort accent argentin, mais la police croit que des Nicaraguayens sont responsables. Une prime de 100.000 dollars a été offerte pour l'arrestation des tueurs.

Au lendemain d'une interview

Cet assassinat de Somoza survient au lendemain de la parution d'une interview qu'il avait accordée au magazine ouest-allemand Quick, dans laquelle il affirmait vouloir revenir au pouvoir. «Je suis rempli d'énergie et de courage pour le combat. Je vais revenir et conquérir le Nicaragua», avait-il déclaré.

Après avoir quitté le Nicaragua il y a 14 mois, Somoza s'était installé à Asuncion. Il avait été chassé par les sandinistes alors que sa famille gouvernait le Nicaragua depuis le milieu des années 1930, et qu'elle avait acquis d'immenses richesses. Somoza était le fils du général-président Anastasio Somoza, qui mourut lui aussi de mort violente.

Après avoir succédé à son frère à la présidence, il avait consolidé sa fortune en se chargeant des affaires économiques. Ses activités devaient susciter une vive opposition qui, faute de pouvoir s'exprimer par la voie parlementaire, avait pris les armes. Le Front de libération sandiniste devait mener une lutte sans merci contre le dictateur, qui s'appuyait sur une garde nationale dotée des armes les plus modernes.

A deux reprises, Somoza réprima des soulèvements populaires en octobre 1977 et en septembre 1978. A chaque fois il n'hésita pas à employer les grands moyens pour réduire l'insurrection. Sa brutalité devait lui aliéner le soutien des classes moyennes, qui se rallièrent aux sandinistes, et permirent son éviction.

«Justice a été faite»

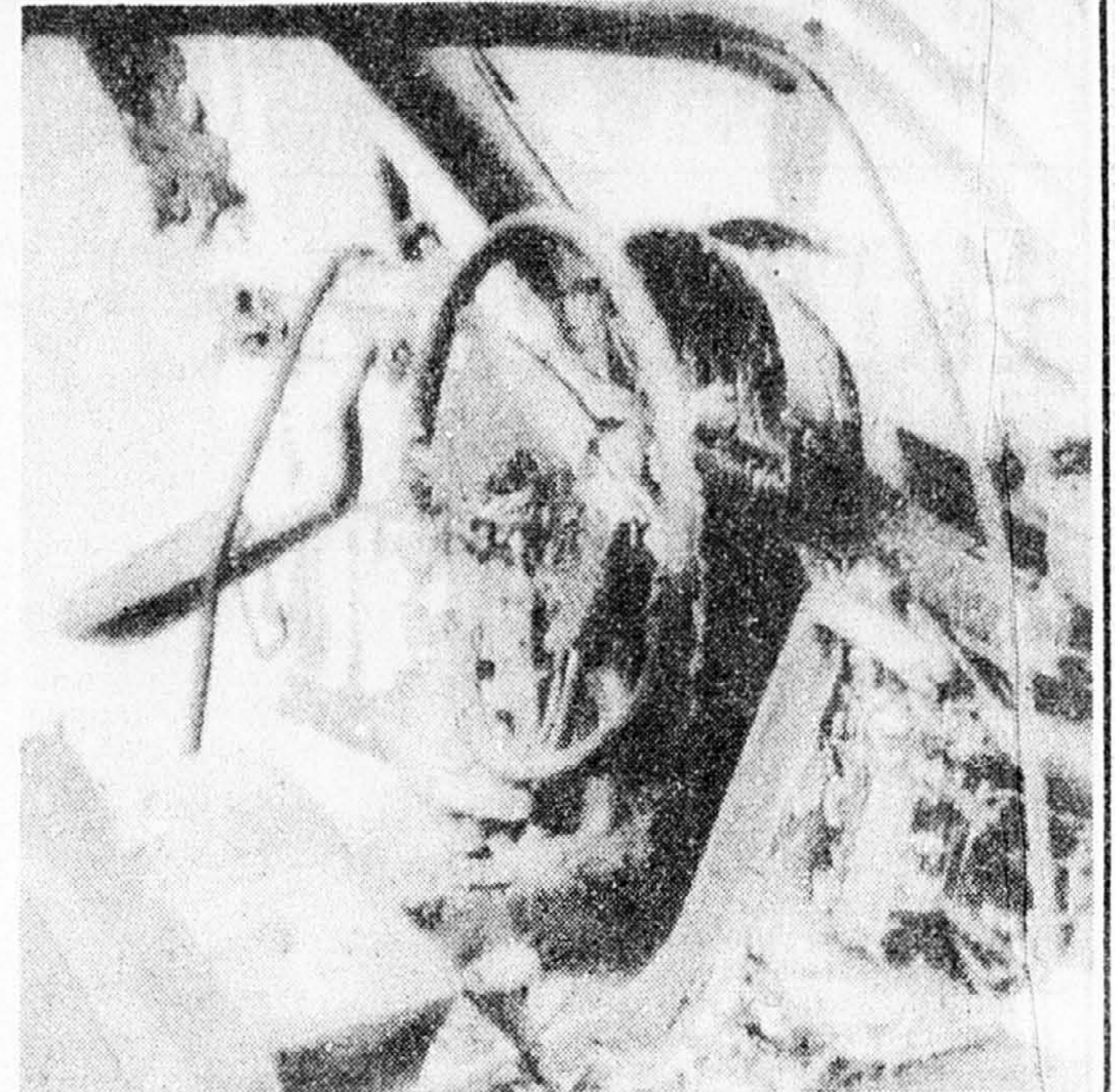
«A Managua, Mme Violeta Chamorro, veuve du directeur du journal La Prensa qui avait été assassiné le 10 janvier 1978 par des tueurs probablement à la solde de la famille Somoza, a déclaré en apprenant la nouvelle que la justice de Dieu avait été faite: «C'était le moment (...) Je savais que Dieu devait faire justice un jour, et l'heure de Somoza est venue», a-t-elle déclaré.

Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a qualifié d'«héroïque» le commando qui a assassiné l'ex-dictateur Anastasio Somoza et a exprimé sa profonde satisfaction que le «tyran ait payé ses crimes».

Dans une déclaration officielle, le FSLN a déclaré que «l'héroïque commando qui a exécuté l'ex-dictateur est animé du même esprit implacable que celui de Rigoberto Lopez Perez, qui, le 21 septembre 1956, avait tué Anastasio Somoza Garcia, fondateur de la dynastie somoziste».

Le gouvernement révolutionnaire sandiniste du Nicaragua a accueilli avec joie la nouvelle.

«Nous sommes des chrétiens,



L'intérieur de la Mercedes blanche criblée de balles d'Anastasio Somoza. téléphoto UPI

mais en toute sincérité, nous ne saurions dissimuler notre joie en apprenant la mort d'un homme foncièrement méchant», a déclaré M. Rafael Cordova Rivas, membre de la junte qui a remplacé le général Somoza.

Dans certains immeubles administratifs, des employés n'ont pu dissimuler leur joie non plus. «Il y a une atmosphère de fête ici», a déclaré un commandant militaire régional.

Le candidat républicain à la Maison-Blanche, M. Ronald Reagan, a «profondément déploré» la mort du général Anastasio Somoza. De retour de sa tour-

née électorale au Texas, M. Reagan a déclaré à sa descente d'avion qu'il espérait que les auteurs de l'attentat «quels qu'ils soient, seraient arrêtés et jugés». L'ancien dictateur nicaraguayen, rappellent les observateurs, se flattait des sympathies qu'il avait avec d'importantes personnalités républicaines, parmi lesquelles certains membres du Congrès et l'ex-secrétaire d'Etat Henry Kissinger.

Par contre, l'assassinat du général Anastasio Somoza «ne concerne nullement les Etats-Unis», a-t-on déclaré au Département d'Etat.

Salvador: le siège de l'OEA occupé

D'après Reuter, AFP, UPI

Vingt-quatre heures après l'attaque, à coups de roquettes antichars de fabrication chinoise, de l'ambassade des Etats-Unis, les bureaux de l'Organisation des Etats américains (OEA) ont été occupés hier par un commando de dix hommes qui, indiquent-on, appartient à la «Coordination Révolutionnaire des Masses». Lors des affrontements qui ont suivi l'occupation du siège de l'OEA, deux policiers ont été tués.

Le représentant de l'OEA au Salvador, M. Alvino Roman, a confirmé que le commando retenait douze otages. M. Roman qui a pu communiquer avec le correspondant de l'AFP à travers une

fenêtre brisée du troisième étage de l'immeuble, a expliqué que les occupants et leurs otages pâtissaient surtout de l'absence d'eau, d'électricité, de téléphone, coupés par l'armée lors de l'attaque.

L'action du commando a apparemment pour but de faire pression sur la Junte de gouvernement pour qu'elle libère les prisonniers politiques, alors que trente d'entre eux ont entamé une grève de la faim pour obtenir leur remise en liberté et le respect des Droits de l'homme dans le pays.

Les guérilleros réclament en outre la levée de l'état de siège et la démilitarisation des services publics.

MESSAGE IMPORTANT À LA P.M.E.

La Fédération Canadienne de l'Entreprise Indépendante, en collaboration avec différents milieux d'affaires québécois, participe au blitz téléphonique qui aura lieu le jeudi 18 septembre 1980.

Le but de cette action est d'obliger le Gouvernement du Québec à alléger le fardeau de la petite et moyenne entreprise par la réduction d'une paperasserie excessive, de réglementations et de tracasseries administratives auxquelles les entreprises sont astreintes quotidiennement.

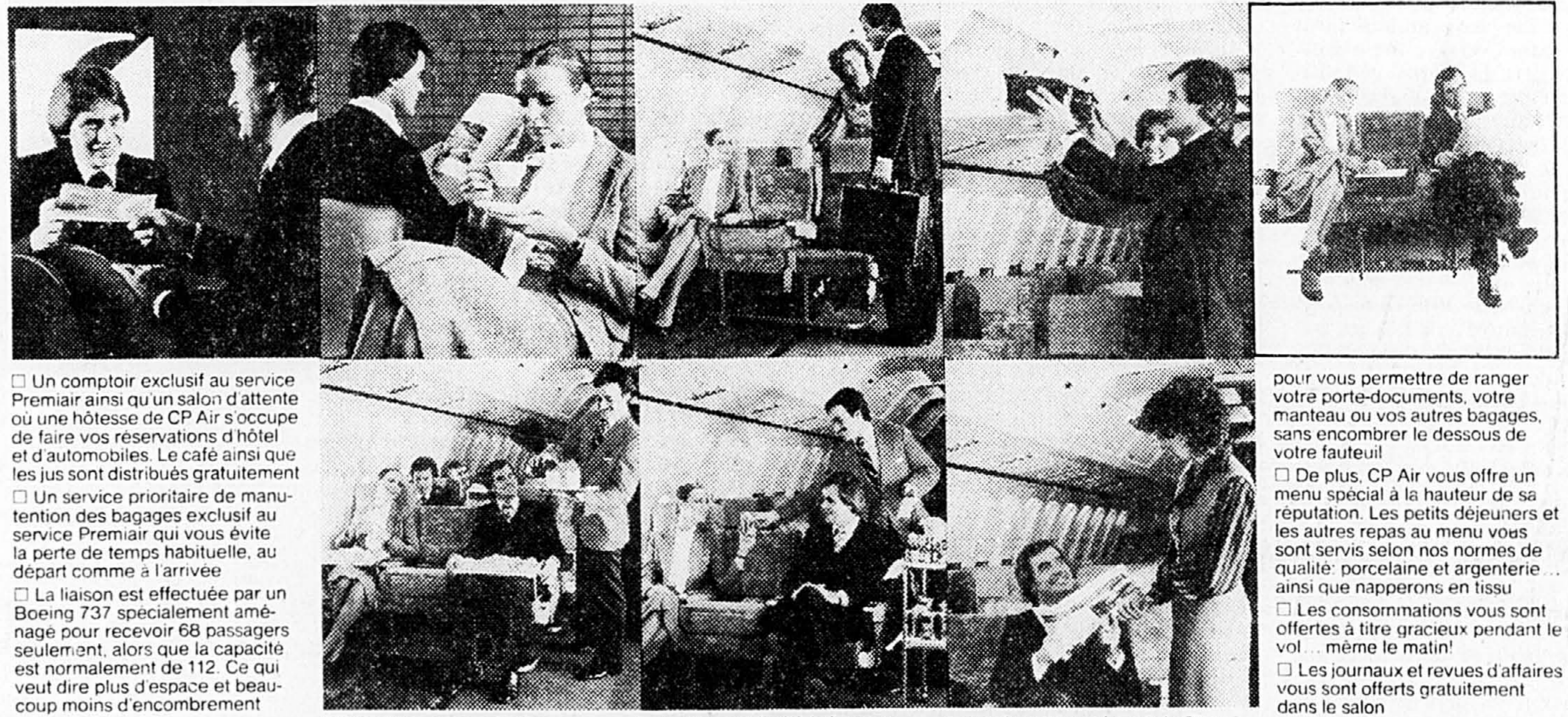
Des difficultés survenues aux Postes canadiens nous ayant empêchés de communiquer directement avec nos 8.800 membres au Québec, nous prions instamment tous ceux à qui la paperasserie gouvernementale crée des ennuis de bien vouloir téléphoner leur appui:

le jeudi 18 septembre 1980 de 9h à 17h

Le résultat de ce blitz téléphonique sera soumis à l'attention du Gouvernement du Québec.

Le numéro à composer: (514) 866-5552

La Fédération Canadienne de l'Entreprise Indépendante



- Un comptoir exclusif au service Premier ainsi qu'un salon d'attente ou une hôtesses de CP Air s'occupe de faire vos réservations d'hôtel et d'automobiles. Le café ainsi que les jus sont distribués gratuitement
- Un service prioritaire de manutention des bagages exclusif au service Premier qui vous évite la perte de temps habituelle, au départ comme à l'arrivée
- La liaison est effectuée par un Boeing 737 spécialement aménagé pour recevoir 68 passagers seulement, alors que la capacité est normalement de 112. Ce qui veut dire plus d'espace et beaucoup moins d'encombrement

- Un embarquement et un débarquement qui s'effectuent beaucoup plus rapidement
- Des fauteuils confortables dont

- le nombre est limité à deux par rangée de chaque côté de l'allée. Il y a une table entre votre fauteuil et celui de votre voisin. L'espace

- entre chaque rangée est de 37 po comparativement au 33 po de l'aménagement normal
- Il y a plus de compartiments

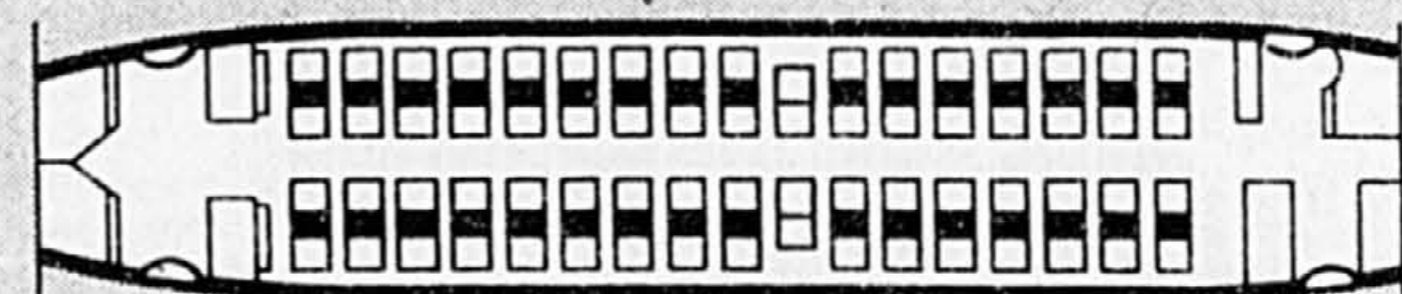
- pour vous permettre de ranger votre porte-documents, votre manteau ou vos autres bagages, sans encombrer le dessous de votre fauteuil
- De plus, CP Air vous offre un menu spécial à la hauteur de sa réputation. Les petits déjeuners et les autres repas au menu vous sont servis selon nos normes de qualité: porcelaine et argenterie ainsi que napperons en tissu
- Les consommations vous sont offertes à titre gracieux pendant le vol... même le matin!
- Les journaux et revues d'affaires vous sont offerts gratuitement dans le salon

\$22 de plus (seulement) que le plein tarif d'un aller simple en classe économique

Pour vos réservations, appelez votre agent de voyages ou communiquez avec CP Air.

UN HORAIRE PRATIQUE/ VOLS DU LUNDI AU VENDREDI

Montréal - Toronto	09H00
	13H00
	17H00
	21H00
Toronto - Montréal	07H15
	11H15
	15H15
	19H15



Premiair: c'est comme voyager dans l'avion de la compagnie.



Le prix peut changer sans préavis. Taxe canadienne de transport en sus.

PREMIAIR

CP Air

De plus en plus au pays, on vole à votre service.

ATAQUE UN BIG MAC!

Un permis d'attaque différent chaque semaine dans tous les McDonald's* participants...

Turquie : appel à la vertu mais la violence continue

d'après UPI, AFP et Reuter

La Turquie a connu hier sa plus sanglante journée depuis le coup d'Etat militaire de la semaine dernière, tandis que le général Kenan Evren, homme fort du pays, affirmait que «la démocratie continue d'exister par la présence d'hommes vertueux» au pouvoir.

Les arrestations de dirigeants syndicaux, universitaires, d'étudiants, de travailleurs et de leaders politiques dépassent les 1.500 et l'armée poursuit ses opérations de ratissage à travers le pays, notamment dans le Sudest, dans une tentative de neutraliser les quelque 20.000 extrémistes de droite et de gauche actifs en Turquie depuis plusieurs années.

A Ankara, où le maire Ali Dincer, jugé trop à gauche, était remplacé par un général à la retraite, la presse spéculait fiévreusement sur le nouveau cabinet civil devant entrer en fonction dès cette semaine.

Les maires d'Antalya, de Mus et d'Erzincan ont également été démis de leurs fonctions et remplacés par des militaires.

A Adana, dans le centre du pays, des salles de cinéma ont été transformées en centres de détention, les prisons d'Etat étant pleines et, selon des témoins, des graffiti aux murs proclament: «La junte ne réussira pas».

Le premier incident sanglant de la journée a été enregistré dans un quartier européen d'Istanbul, où le commissaire divisionnaire de police Aykut Benc et son épouse ont été atteints par deux tireurs en voiture. Le chef de police a été tué et son épouse blessée.

Peu après, dans un autre quartier de la ville, Zeci Yaci, de l'Union pour la propagande armée

marxiste-léniniste, était blessé et capturé par la police à l'issue d'un affrontement armé. Il s'était évadé de prison le mois dernier.

La 3e fusillade de la journée a mis aux prises l'armée et des extrémistes présumés dans un village proche de la frontière syrienne. Un extrémiste a été tué, deux autres blessés et trois ont été capturés.



Quelques minutes après l'attentat qui a coûté la vie au commissaire de police, les officiers turcs ont occupé les lieux.

Muskie met Séoul en garde contre l'exécution de Kim

d'après AFP et Reuter

La condamnation à mort du chef de l'Opposition sud-coréenne Kim Dae-jung par une Cour martiale a suscité de vives protestations hier dans le pays et dans le monde, et les yeux se tournent vers le président Chun Doo-hwan qui peut encore user de son droit de grâce.

«C'est une vengeance politique inhumaine», a déclaré Mme Lee He-hoo, l'épouse du condamné, en espérant que son mari ferait appel, tandis que le secrétaire d'Etat américain Edmund Muskie mettait personnellement en garde Séoul contre l'exécution de Kim.

Le secrétariat d'Etat, qui maintient que l'accusation de complot contre l'Etat retenue contre Kim était «tirée par les cheveux», a par ailleurs démenti l'existence d'un quelconque «accord secret» aux termes duquel le président Chun gracierait Kim.

Selon le Washington Post en effet, Séoul aurait fourni à ce sujet des «assurances explicites» à Washington dans l'espoir de présenter le président Chun sous un jour magnanime tout en évitant une grave crise entre les Etats-Unis et la Corée du Sud.

L'annonce de la sentence était éclipse hier dans la presse sud-coréenne par une interview du président Chun au Washington Post, interview où le nouvel homme fort de Séoul n'exclut pas, justement, qu'il use de son droit de grâce à l'égard de Kim Dae-jung.

Une atmosphère de crainte teintée d'attentisme prévaut en Corée du Sud. L'Eglise catholique du pays, qui compte 1.2 million de fidèles (3 p. cent de la population), a exprimé son «choc» devant la condamnation à mort prononcée contre Kim.

«Mais il est encore trop tôt pour que l'Eglise puisse prendre position», a déclaré le cardinal Kim Su-whan, chef de l'Eglise catholique du pays, ajoutant que l'Eglise ne pouvait pas manifester d'opposition «parce que nous avons peur.»

En vertu des procédures sud-coréennes, par ailleurs, les autorités de la loi martiale ont 10 jours pour confirmer, réduire ou suspendre la sentence de Kim ainsi que celle de ses 23 co-accusés, condamnés à des peines de prison de deux à 20 ans.

La loi martiale rend par ailleurs automatique une demande en appel auprès d'une plus haute instance militaire. Kim, qui a systématiquement nié les accusations durant les trois semaines de son procès, n'a pas encore indiqué qu'il ferait appel.

Les réactions sont particulièrement vives au Japon, l'un des principaux partenaires commerciaux de la Corée du Sud et pays où Kim s'était exilé après avoir fini 2e aux présidentielles de 1971, derrière Park Chung-hee, assassiné en octobre 1979.

Kim animait en effet au Japon un mouvement d'opposition appelé Hanmintong (Congrès national pour le rétablissement de

la démocratie et la promotion de l'unification de la Corée) et il fut enlevé et ramené à Séoul en 1973 par des agents sud-coréens.

La fureur provoquée au Japon par cet enlèvement s'était calmée après la signature, en 1975, d'un accord dans lequel la Corée s'engageait à ne pas poursuivre Kim pour ses activités à l'étranger. Kim avait par ailleurs bénéficié d'une amnistie en 1977.

Le premier ministre japonais Zenko Suzuki s'est dit hier «très inquiet» et son ministre des Affaires étrangères Masayoshi Ito a estimé que la sentence était «rigoureuse et inattendue».

Le Conseil général des syndicats, avec 4.6 millions de membres, a décidé d'organiser des manifestations en faveur de Kim dans les principales villes du Japon et de recueillir plusieurs millions de signatures à l'appui d'une pétition destinée à Séoul.

Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères Hans-Dietrich Genscher a pour sa part invité ses collègues de la CEE à intervenir en commun auprès de Séoul. Ces pays et ceux de Scandinavie avaient déjà exprimé leur préoccupation à propos du procès lui-même.

A Londres, Amnistie internationale s'est déclarée «consternée par la condamnation à mort prononcée après un procès au cours duquel le degré d'impartialité internationalement reconnu n'a pas été observé.»

Le ton monte entre Carter et Reagan

d'après AFP, PA, UPI

Au moment où le président Carter a, pour la première fois, devancé le candidat républicain Ronald Reagan dans les intentions de vote des Américains, selon un sondage CBS-New York Times publié hier, les attaques sont devenues plus acerbes et plus personnelles entre les deux principaux candidats dans la course à la Maison-Blanche.

Le ton monte, en effet, entre Jimmy Carter et Ronald Reagan qui continuent à se défier à distance sans vouloir s'affronter dans un débat public. Dès son retour à Washington, après un voyage marathon de 24 heures au Texas, M. Reagan a convoqué une conférence de presse pour accuser M. Carter «de vouloir dissimuler les résultats de son mandat au peuple américain».

La veille, le candidat républicain, interrogé au cours de son voyage sur des critiques que le président Carter avait faites contre lui, les avait qualifiées de «né-

fastes et honteuses». Le président avait reproché, à Atlanta, à M. Reagan, «d'encourager la haine» en matière raciale. Il faisait une nouvelle fois allusion à une remarque maladroite de M. Reagan, il y a près de trois semaines, dans laquelle ce dernier avait accusé M. Carter de démarquer sa campagne à Tusculum (Alabama), «capitale du Ku Klux Klan». «Je me demande jusqu'où il ira encore pour cacher le fait qu'il pourrait dire toutes ces choses devant le pays dans un débat», s'était indigné M. Reagan.

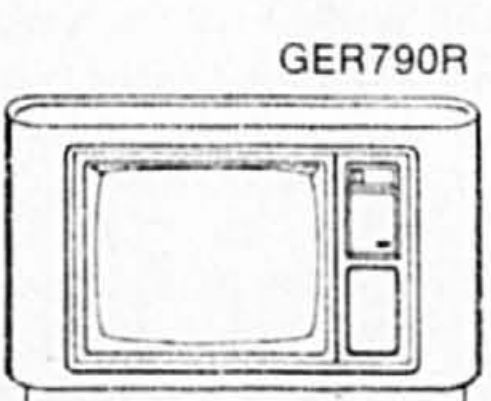
L'ancien gouverneur de Californie doit participer dimanche prochain à un débat télévisé avec le candidat indépendant, M. John Anderson. M. Carter a refusé de se joindre à ce débat avant d'avoir eu au préalable un débat en tête-à-tête avec M. Reagan. Au cours des dernières vingt-quatre heures, M. Reagan a pris prétexte de ce refus pour accuser le président d'avoir peur.

VENTE-REPRISE

de télécouleurs RCA 1981 à télécommande

OFFRE D'UNE DURÉE LIMITEE!

Meubles ColorTrak haut de gamme RCA de 26 po* avec télécommande à infrarouge. Deux modèles de luxe contemporains de grand style pour 1981 — le modèle GER930R fini en pièces de pacanier authentique et placages (garnitures similibois) en plus du système sonore bidimensionnel — ou le modèle GER790R (petite illustration) au fini noir métallique laqué avec base et surface nickelées.



VALEUR DE REPRISE JUSQU'A \$120

GER930R

VALEUR DE REPRISE JUSQU'A \$50

FER498R

VALEUR DE REPRISE JUSQU'A \$100

GER760R

EN ECHANGE DE VOTRE VIEIL APPAREIL COULEUR OBTENEZ JUSQU'A

\$120 DE REDUCTION

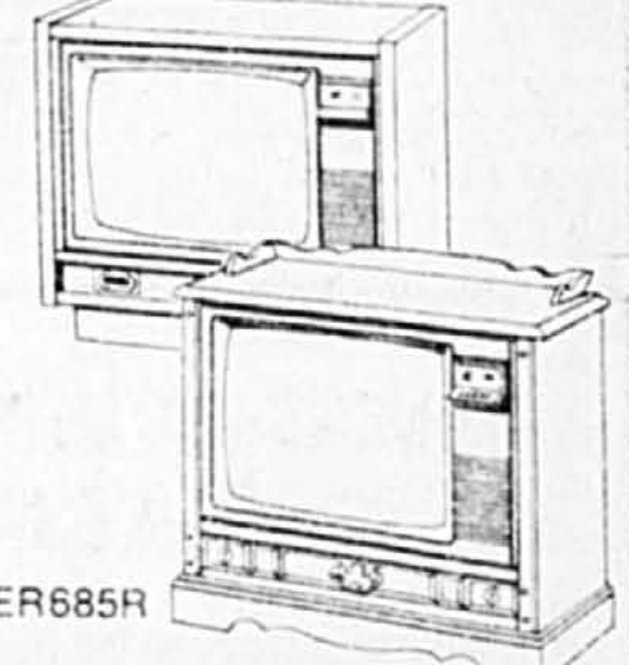
sur certains nouveaux modèles 1981 à télécommande de RCA

Apportez votre vieux télécouleur — peu importe son âge, son état et sa marque — chez votre marchand RCA participant, et obtenez-en une valeur de reprise intéressante à l'achat d'un nouveau télécouleur 1981 de RCA à télécommande! Mais faites vite, car cette offre n'est valable que pour une période de temps limitée.



RCA fabrique constamment de meilleurs téléviseurs

Meubles XL-100 de 26 po* de RCA avec télécommande ChannelLock. Choisissez votre style de meuble favori. Le colonial au fini érable, le traditionnel au fini pacanier (les deux avec roulettes dissimulées) ou le style contemporain fini pacanier à base pivotante de conception unique. Puis apportez votre vieux télécouleur pour en obtenir une généreuse valeur de reprise et achetez-vous le télécouleur qui vous procurera des années de bons moments!



VALEUR DE REPRISE JUSQU'A \$75

GER689R

Télécouleurs XL-100 1981 de RCA avec télécommande ChannelLock

Le XL-100 de RCA est le chef de file au chapitre du rendement, de la fiabilité et de la qualité... Ce n'est pas pour rien qu'il est de loin l'appareil le plus vendu. Examinez cette liste de caractéristiques du XL-100 RCA — ou mieux encore, venez assister à une démonstration!

- Repérage automatique du contraste et de la couleur
- Autoreglage de la couleur et correction automatique des teintes du visage
- Châssis LONGUE-VIE perfectionné de RCA
- Tube-image Super AccuLine
- Télécommande ChannelLock — fonctionne en toute douceur et en silence pour vous permettre de mettre en marche ou d'arrêter votre appareil, de régler le volume de façon continue et de choisir n'importe quel canal VHF ou UHF, n'arrêtant qu'aux canaux que vous avez programmés dans sa mémoire électronique.
- Indicateur de canal luminescent affiché à l'écran.

TÉLECOULEURS RCA NOUVELLE GARANTIE DE 3 ANS

RCA offre:

- garantie de 3 ans sur le tube-image
- garantie de 3 ans sur les pièces

 Les marchands participants RCA offrent:

- garantie de 3 ans sur le service et la main-d'oeuvre

PEAUX DE MOUTON ET DE CUIR À BAS PRIX

ACHÉTEZ DIRECTEMENT DE LA TANNERIE MEILLEURS PRIX EN VILLE

EXEMPLE:

JAQUETTES EN CUIR \$129

à partir de

MANTEAU DE MOUTON \$289

(court) prix rég. jusqu'à \$450

EN SOLDE à partir de

MANTEAUX DE MOUTON \$499

(long) prix rég. à partir de \$795

EN SOLDE à partir de

LE MOULIN DE LA TANNERIE

9475, RUE ESPLANADE - Tél.: 387-8013 (nord du Métropolitain et ouest de Saint-Laurent)

OUVERT: lun. au ven. 9h30 à 17h30 samedi 9h à 15h Stationnement gratuit

Télécouleurs ColorTrak 1981 de RCA avec télécommande à infrarouge

Apportez votre vieux télécouleur et obtenez-en une valeur de reprise intéressante à l'achat d'un nouveau modèle ColorTrak 1981 avec télécommande à infrarouge!

Le ColorTrak livre les couleurs telles qu'elles sont, automatiquement, grâce à ces caractéristiques perfectionnées:

- Synchronisation ChannelLock au quartz avec télécommande à infrarouge ColorTrak, et affichage de l'heure et de l'indicateur de canal à l'écran
- Autoreglage de la couleur et correction automatique des teintes du visage
- Châssis LONGUE-VIE perfectionné de RCA
- Tube-image Super AccuFilter de 100" avec phosphores teintés
- Dispositif d'affinage de l'image exclusif à RCA qui définit les détails de l'image
- Le système sonore bidimensionnel exclusif à RCA — qui simule l'effet réaliste des sons stéréophoniques (modèles GER930R et FER498R)

ColorTrak de 26 po* à télécommande avec base pivotante de conception unique. Ce meuble d'un style contemporain plaisant a un fini érable ou un bois pressé et pièces de chêne massif, et comporte des panneaux latéraux de bois pressé similiosier gaufré. Garnitures similibois. Venez nous voir dès maintenant et demandez une démonstration... et surtout n'oubliez pas d'apporter votre vieux appareil!

*tube-image de 26 po / image de 53 cm en diagonale

Les marchands RCA participants suivants vous offrent une grande qualité... à un prix réduit :

A L'ÉCOUTE D'OTTAWA

Ouellet s'en va-t-en guerre

■ Ce n'est plus un secret pour personne, le ministre de la Consommation et des Corporations, M. André Ouellet, aime les campagnes électorales. Grand organisateur au sein du parti, M. Ouellet aime se frotter les coudes aux adversaires, et c'est probablement une certaine amertume qu'il entrevoit trois ou quatre ans de régime libéral majoritaire sans élections. Rien de surprenant donc, à ce qu'il se dise disponible n'importe quand à lancer une campagne référendaire nationale. «Moi ça ne me ferait pas peur un référendum», a-t-il déclaré hier. «Je suis prêt à aller aussi loin que mes collègues voudront aller.»

Le ministre, qui ne perd jamais une occasion de fouetter un peu les adversaires, a par ailleurs une idée bien à lui sur la façon de régler la question de la Charte des droits, s'il s'avère impossible de l'imposer à toutes les provinces. «Si ça doit être une formule «d'opting in» je proposerai plutôt une formule «d'opting out» qui forcerait les gouvernements provinciaux à légiférer pour refuser les droits aux citoyens. Ça leur ferait porter l'odieux de toute l'affaire», a-t-il expliqué avec un grand éclat de rire.

Décidément, le ministre Ouellet ne devait pas être malheureux quand il avait le portefeuille des Postes, avec tous les conflits syndicaux que cela suppose!

Pinard, le boy scout

Ils sont tous différents, ces ministres du cabinet Trudeau, mais il en est un autre qui ne semble pas se faire d'ulcères d'estomac avec les grands problèmes du pays. Il s'agit du président du Conseil privé et leader du gouvernement en Chambre, M. Yvon Pinard, qui a poussé jusqu'à un raffinement inégalé l'art de ne rien dire de compromettant aux journalistes. «Moi je suis comme un boy scout, je suis toujours prêt» a-t-il répondu hier à ceux qui lui demandaient son opinion sur la situation constitutionnelle actuelle. Il faut dire que M. Pinard est allé à une bonne école, celle du ministre des Finances, M. Allan MacEwen, un vieux renard de la politique qui se fait bien rarement tirer de sa tanière.

Guay le chanceux

Pendant que la députation libérale discute ainsi avec sérieux de l'avenir du Canada, il en est un qui effectue une sortie bien douillette de la scène politique. Il s'agit du député démissionnaire de Lévis, M. Raynald Guay, qui a été nommé sur le tribunal «anti-dumping». On avait toujours cru jusqu'à maintenant que le Sénat constituait la porte de sortie la plus confortable pour un député fatigué. Or ce n'est pas le cas. Le poste auquel M. Guay a été nommé commande un salaire variant entre \$47,000 et \$64,000 par année, alors que celui d'un sénateur n'est que de \$30,000 plus une somme de \$6,000 pour les dépenses. De plus, M. Guay recevra \$15,000 de pension pour avoir été député pendant 17 ans.

Les politiciens passent...

Les fonctionnaires aiment bien le dire, quand ils ne s'entendent pas avec les élus du peuple. La réalité est que les fonctionnaires eux aussi passent, mais que la machine gouvernementale continue de rouler. Le Centre d'information sur l'Unité canadienne, qui a mené la campagne de publicité des libéraux fédéraux pendant le référendum au Québec, en est un bel exemple. Pendant que nos politiciens provinciaux et fédéraux tentaient cet été de s'entendre sur la réforme constitutionnelle, les fonctionnaires continuaient de préparer la machine de guerre qui permettra, en dernier recours, de convaincre la population canadienne, de la validité de l'action unilatérale qu'Ottawa est sur le point d'engager. Ainsi, on se prépare à publier une trousse d'information des plus objectives, nous dit-on, portant sur la position des provinces, d'Ottawa, et des grands organismes comme le Barreau canadien, sur la réforme de la constitution. Il est à espérer que l'on ne publiera pas le rapport Pépin-Roberts! On prépare également des «Notes sur la constitution», des dépliantes du même style que les «Notes sur le fédéralisme» distribués pendant la campagne référendaire au Québec. Et ça tourne, et ça tourne, et ça tourne en rond...

GILBERT LAVOIE

INFORMATIONS NATIONALES

LA SEULE NOTE DISCORDANTE: JACQUES OLIVIER

Rapatriment: Trudeau reçoit carte blanche de son caucus

■ OTTAWA. — Le premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau, a quitté hier soir son caucus de députés après avoir obtenu ce qui semble être, de toute évidence, un appui quasi unanime sur le rapatriement unilatéral de la constitution, assorti d'une formule d'amendement et d'une charte des droits imposée à toutes les provinces canadiennes.

GILBERT LAVOIE

de notre bureau d'Ottawa

Dès le milieu de la journée hier, plusieurs ministres dont MM. Herb Gray, John Roberts et Lloyd Axworthy, laissaient entrevoir le sentiment général du caucus, en prenant la liberté de se prononcer en faveur du rapatriement unilatéral, et surtout de l'imposition d'une charte des droits. En fin d'après-midi, le solliciteur général, M. Bob Kaplan, et le ministre de la Consommation et des corporations faisaient de même, suivis dans leur exemple par plusieurs députés. «La population voit que le système consistant à rechercher des accords entre les premiers ministres des deux paliers de gouvernements ne marche pas. Maintenant que tous les points de vue ont été imposés, les gens sont prêts à supporter un gouvernement qui ne représente pas simplement une province, mais une nation» a expliqué le solliciteur général. Même son de cloche quelques heures plus tôt chez le président du caucus libéral ontarien, M. Bob Daudelin, à la sortie de la réunion des députés de cette province. «Nous

sommes d'accord pour dire que le gouvernement fédéral doit prendre ses responsabilités, et qu'en conséquence un rapatriement unilatéral de la constitution est probablement nécessaire, et qu'une telle action doit prévoir une formule d'amendement et ce qui devait être à tout le moins un minimum de Charte de droit, quelque chose de similaire au «peoples's package» discuté à la réunion des premiers ministres.»

Olivier

Seule note véritablement discordante au sein des libéraux fédéraux hier, celle du député de Longueuil, M. Jacques Olivier, qui a qualifié d'antidémocratique un tel geste d'Ottawa qui n'aurait pas au préalable obtenu l'assentiment de la population par le voie d'un référendum national. Aussi, la déclaration faite par l'ancien ministre, M. Warren Allmand, qui s'est dit disposé à se rendre à Londres afin d'aider les Américains à bloquer tout rapatriement unilatéral qui ne garantirait pas au préalable les droits des autochtones. M. Allmand a expliqué qu'une telle action provoquerait un intérêt national et international pour les droits des autochtones.

Le député de Longueuil, de son côté, est sorti de la réunion des députés libéraux fédéraux du Québec, qui se tenait à 13 heures, juste avant le caucus national, pour s'opposer devant les médias à toute action unilatérale qui ne serait pas entérinée par voie de référendum. «Il est inacceptable que des gens puissent penser que

l'on puisse agir unilatéralement en allant à l'encontre d'autres élus, en l'occurrence les premiers ministres des provinces. Si on doit passer par dessus eux, il nous faut un mandat du peuple. Si on agit sans référendum, on fait fi de toutes les structures démocratiques du Canada», a expliqué M. Olivier.

Carte blanche

En fait, il semble bien qu'à part quelques opinions discordantes, le cabinet Trudeau a reçu hier une carte blanche du caucus l'autorisant dans la limite du raisonnable, à mettre en marche le processus du rapatriement de la constitution. Par contre, il semble tout aussi évident que la majorité des députés n'est pas favorable, pour le moment du moins, à la tenue d'un référendum national sur le sujet. Le député de Mercier, Mme Celine Hervieux-Payette, qui favoriserait éventuellement un appel au peuple, n'en voit toutefois pas la nécessité avant un an ou deux. Le ministre Herb Gray et le président du caucus national, le député Jacques Guilbault, ont laissé la même impression, en refusant de se prononcer sur la tenue d'un référendum, et en expliquant que cette question est encore à l'étude. Le solliciteur général, M. Bob Kaplan, a exprimé l'opinion que la population ne veut pas d'un référendum, et qu'après 12 ans de négociations constitutionnelles, le gouvernement fédéral est justifié d'agir unilatéralement. Le député d'Ottawa-Centre, M. John Evans, a déclaré que la population ne veut pas perdre de temps sur un référendum et qu'elle

question constitutionnelle pour discuter enfin des problèmes économiques M. Evans, tout comme d'ailleurs le président du caucus ontarien, M. Bob Daudelin, a déclaré que le cabinet a carte blanche, à la condition évidemment de ne pas embarquer le parti dans des aventures trop radicales. Le ministre de l'Immigration, M. Lloyd Axworthy, a soutenu que les provinces de l'Ouest accepteraient l'enchaînement d'une charte des droits dans la constitution. Il a affirmé que le Nouveau parti démocratique du Manitoba vient de se prononcer en faveur d'un tel geste, même si le premier ministre néo-démocrate Allan Blakeney de la Saskatchewan s'y est opposé à la conférence constitutionnelle. Ils étaient nombreux d'ailleurs parmi les libéraux hier, à affirmer que le NPD serait un allié dans l'Ouest sur cette question. Un adjoint du chef national du Nouveau parti démocratique, M. Ed Broadbent, a révélé hier à LA PRESSE que les libéraux fédéraux courtoiseraient le NPD sur cette question, mais il a émis des doutes sur le succès de cette opération. «Je suis sûr d'une chose, c'est que les néo-démocrates de la Colombie britannique s'opposent à l'enchaînement d'une charte des droits» a-t-il conclu.

Quoi qu'il en soit, c'est aujourd'hui que le cabinet fédéral doit se réunir pour prendre une décision. Le ministre de la Justice, M. Jean Chrétien, a dit ignorer hier soir à quel moment et de quelle façon cette décision sera rendue publique.

NOTES POLITIQUES

Élections: Lévesque n'est pas encore fixé



■ Le premier ministre québécois, M. René Lévesque, n'a pas encore arrêté son choix quand à la date des élections générales au Québec. C'est ce qu'a affirmé, hier, à LA PRESSE, un collaborateur immédiat du premier ministre. Celui-ci a déclaré que les stratégies du parti se penchent depuis au moins un mois sur ce dossier et qu'on est à l'étude présentement les différentes hypothèses possibles. En clair, ce porte-parole du bureau du premier ministre a souligné qu'il est toujours possible que cette consultation populaire ait lieu à l'automne, mais que la décision finale appartient toujours au premier ministre. Mais actuellement, a-t-il ajouté, on étudie la situation. Évidemment, on attend de voir quelle sera l'attitude du premier ministre du Canada, Pierre Trudeau, après l'échec de la conférence constitutionnelle de la semaine dernière, et une décision pourrait bien être prise à la lumière de la «réaction» du cabinet fédéral à ce sujet. Pour contrecarrer une décision de rapatrier la constitution, le gouvernement québécois pourrait bien être appelé à aller devant le peuple, dès l'automne, comme ce fut le cas en 1976, par l'ex-premier libéral Robert Bourassa. Le geste de M. Bourassa, avait selon lui, obligé M. Trudeau à retarder son projet, mais il avait coûté le pouvoir aux libéraux. Par ailleurs, un autre porte-parole du Parti québécois, cette fois au niveau de l'organisation, à Montréal, a aussi déclaré à LA PRESSE que les opinions quant à la tenue d'un scrutin à l'automne ou au printemps étaient partagées à 50-50, aussi bien chez l'aile parlementaire que chez les militants.

Tentative de renouveau

D'un autre côté, un des collaborateurs immédiats du premier ministre Lévesque a aussi ajouté que ce dernier n'avait jamais donné l'assurance au chef intérimaire de l'Union nationale, le député de Gaspé, Michel Le Moignan, à l'effet que les élections générales n'auraient lieu qu'au printemps, ce qui aurait permis à ce parti de se réorganiser en profondeur. Il a ajouté que M. Le Moignan s'était rendu au bureau du premier ministre, dans l'édifice J, sur la colline parlementaire, pour s'entretenir de cette question. Mais finale-

ment, M. Lévesque aurait décidé de ne pas le recevoir. M. Le Moignan, cependant, lors de la réunion à huis clos de l'exécutif de son parti à Trois-Rivières, en fin de semaine dernière, aurait laissé clairement entendre qu'il avait des assurances que les élections générales n'auraient lieu qu'au printemps. Interrogé à ce sujet hier, par LA PRESSE, il a précisé qu'il en était venu à ces conclusions à la suite d'une analyse attentive des derniers sondages. Mais de toute manière, le congrès à la direction de l'UN qui devait avoir lieu les 11 et 12 octobre, à Montréal, a été retardé, dans le but de donner encore plus de temps au maire Jean Drapeau de prendre une décision.

Avis partagés

Les avis sont extrêmement partagés au sein du Parti québécois quant au moment de tenir les prochaines élections. Du moins si l'on en juge par les opinions exprimées hier à LA PRESSE par un groupe de présidents régionaux du PQ.

Pour un, le président de la région sud de Montréal, M. Luc Tremblay, est d'avis que le premier ministre devrait appeler le scrutin dès cet automne. Ne serait-ce que pour respecter l'esprit du programme du parti qui préconise depuis longtemps la tenue d'élections à date fixe, à défaut d'avoir déjà adopté cette mesure, estime-t-il, le gouvernement devrait à tout le moins respecter la tradition bien établie selon laquelle un gouvernement déclenche les élections après quatre ans de pouvoir. A moins de cas de force majeure. Comme, souligne-t-il, par exemple, un coup de force sans précédent du premier ministre Trudeau qui voudrait rapatrier unilatéralement la constitution.

L'éventualité de cette nouvelle guerre politique des provinces contre le pouvoir fédéral suffirait à rallier les personnes interrogées par LA PRESSE à l'idée d'un scrutin reporté au printemps. Même si la plupart d'entre eux favoriseraient au départ une élection cet automne.

Questions de voir clair

C'est le cas du président régional de Laval, M. Jean-Guy Rodrigue, récemment choisi candidat péquiste dans Vimont, qui

déclare que toute son organisation est sur le pied de guerre et qu'il souhaite engager la bataille le plus tôt possible.

Les porte-parole des régions de Laurentides-Lanaudière et de la Rive sud de Montréal, MM. Pierre et Luc Tremblay, pensent également qu'il faut déclencher les élections immédiatement. Sur la Côte nord et en Abitibi, les opinions demeurent partagées indiquent MM. Marcel Tremblay et Georges Caron qui, personnellement favorisent le report au printemps, question d'y voir plus clair dans la conjoncture politique et d'avoir le temps de «montrer à la population la duplicité du premier ministre Trudeau qui a menti à tout le monde pendant la campagne référendaire».

Le président de la région de la Mauricie, Paul Langlois, qui était jusqu'à tout récemment un partisan absolu d'élections à l'automne, commence lui aussi à hésiter et verrait assez bien le scrutin reporté au printemps pour les mêmes raisons.

Un Parti conservateur

Misant sur une cuisante défaite de l'Union nationale lors des prochaines élections générales, le Parti conservateur fédéral entend bien mettre sur pied une formation politique au Québec. Cette éventualité sera discutée, lors d'un colloque, à huis clos, qui se déroulera à Montréal, les 26 et 27 septembre, au CEGEP Maisonneuve. Le président du PCQ, M. Marcel Danis, a confirmé à LA PRESSE, hier, au cours d'une conversation, que l'ex-premier ministre canadien, M. Joe Clark, participera activement aux délibérations de cette réunion, où l'on profitera de l'occasion pour faire le «post-mortem» de l'échec de ce parti dans la belle province lors des dernières élections générales. Le projet d'un parti au Québec, sera mis de l'avant même s'il est encore techniquement possible que le maire de Montréal, M. Jean Drapeau, accède un jour à la direction de l'Union nationale. Au cours de cette réunion de deux jours, les travaux seront dirigés dans trois ateliers. L'un traitera ainsi du dossier constitutionnel avec le sénateur Arthur Tremblay, chargé par M. Clark d'établir une stratégie sur cette question. Dans le deuxième atelier les discussions seront présidées par l'ex-candidat con-

servateur, Peter Blaikie et finalement dans le troisième atelier, c'est l'ex-ministre de l'Union nationale et ex-candidat conservateur Marcel Masse qui pilotera les pourparlers sur l'organisation. C'est d'ailleurs de cet atelier que proviendra la résolution de former un véritable parti au Québec. En fin de journée samedi, le chef conservateur Joe Clark s'adressera à la presse.

Gautrin se cherche un comté

L'ex-chef provincial du NPD-Québec, M. Henri-François Gautrin, se cherche lui aussi un comté où poser sa candidature pour le compte du Parti libéral. Il procède à des consultations discrètes, par personnes interposées, qui tentent de savoir s'il aurait plus de chance dans Mercier que dans Rosemont ou Dorion.

En Gaspésie, par ailleurs, le député sortant et chef intérimaire de l'Union nationale, Michel Lemoignan risque d'avoir affaire à forte partie à la prochaine élection. Les dirigeants du Parti libéral ont en effet approché l'ancien maire de Gaspé, M. Robert Pidgeon qui, dit-on serait fort tenté de céder à ces avances.

Une pluie de subventions

Six comtés du Bas-Saint-Laurent viennent de recevoir un total de \$694,000 en subventions pour la construction ou la réfection de chemins municipaux à vocation agricole. En rendant publiques les largesses gouvernementales à l'endroit des circonscriptions de Matapédia, Kamouraska-Témiscouata, Rivière-du-Loup, Rimouski, Bonaventure et Matane, le ministre de l'Agriculture, Jean Garon a bien pris soin d'émettre un long communiqué pour expliquer les «critères précis et uniformes pour tous» qui ont maintenant remplacé le «régime de subventions discrétionnaires qui prévalaient antérieurement dans ce domaine». Comme si le ministre voulait à l'avance réfuter les accusations de patronage ou de saupoudrage de faveurs politiques que la proximité d'une élection générale pourrait susciter.

Georges Tremblay en cour pour conduite avec facultés affaiblies

■ QUÉBEC (PC) — Le président de l'Office des autoroutes du Québec et ancien ministre libéral des Transports, M. Georges Tremblay, comparaitra en cour municipale de Montréal pour faire face à des accusations de conduite avec facultés affaiblies et de refus de se soumettre au test de l'ivressomètre.

M. Tremblay a été impliqué dans un accident de la circulation le 3 septembre dernier alors qu'il sortait du restaurant Ruby Foo's dans l'ouest de Montréal.

Il comparaitra le 20 octobre sous des accusations portées en

vertu des articles 234 et 235 du Code criminel.

Au moment de l'accident qui s'est produit vers 18 heures, M. Tremblay était au volant d'un véhicule immatriculé GQ 10057, propriété de l'Office des autoroutes.

M. Tremblay avait occupé le poste de ministre des Transports dans le gouvernement Bourassa de 1970 à 1971 avant d'être nommé ministre responsable de l'Office des autoroutes du Québec, fonctions qu'il a assumées jusqu'à son retrait de la vie politique en 1973.

Les conservateurs et le rapatriement: oui mais...

■ OTTAWA (PC) — Le Parti conservateur appuiera le rapatriement de la constitution à certaines conditions seulement, a déclaré hier le chef de l'opposition à la Chambre des communes, M. Joe Clark.

La plus importante de ces conditions consiste à trouver une formule d'amendement acceptable, a déclaré le chef conservateur peu avant la rencontre des députés, convoquée pour préparer la stratégie en vue de la prochaine session de la Chambre des communes.

M. Clark a de plus indiqué qu'il ne supporterait pas la dissidence dans son parti sur la question du rapatriement de la constitution.

«Le chef du parti parle pour l'ensemble du parti conservateur», a-t-il dit en réponse à une question portant sur l'appui unanime donné le 9 mai dernier à une motion demandant au gouvernement fédéral de procéder le plus rapidement possible au rapatriement de la constitution.

Paradoxalement, le parrain de la motion, M. Bill Yrko, député d'Edmonton-Est, a réclamé, plus tôt hier, une action rapide du gouvernement sur cette question.

«Nous avons attendu assez longtemps, en tant que nation» pour avoir une constitution, a dit M. Yrko qui, à deux reprises cette année, a pris de court son chef sur la question du rapatriement.

M. Clark a répété, mardi, qu'il s'opposait «fermement» à toute action unilatérale d'Ottawa.

Toutefois, il préfère prendre connaissance de la proposition gouvernementale avant de faire connaître officiellement la position de son parti.

Le député Yurko, qui ne partage pas l'opinion de M. Clark sur l'inclusion d'une charte des droits et une charte linguistique ainsi que sur la formule d'amendement, croit que tous les députés qui ont appuyé la motion du 9 mai doivent demeurer solidaire de leur engagement.

Cette motion engage le gouvernement à agir rapidement, dit-il. «Quand elle (la Chambre des communes) appuie unanimement une motion... des mesures précises doivent alors être prises.»

Selon M. Yurko, les seuls députés qui ne sont pas liés par la motion du 9 mai sont ceux qui étaient absents, dont le chef conservateur, M. Clark.

Les députés conservateurs ont mis un terme hier à deux jours de réunion pendant lesquels ils ont élaboré la stratégie qu'ils comptent adopter pendant la prochaine session parlementaire.

Refusant de dévoiler cette stratégie, ils ont néanmoins révélé qu'elle se rapportait aux trois grandes questions qui seront soulevées à la rentrée, c'est-à-dire le rapatriement de la constitution, le budget et la politique énergétique.

DISTRIBUTION Centrale **VENTE AUDIO VIDEO**

LE PLUS GRAND CENTRE D'ÉLECTRONIQUE À MONTRÉAL

- MICRO-ORDINATEURS
- MICRO-ORDINATEURS
- STÉRIO D'AUTO
- MAGNÉSCOPE
- CAMERA VIDEO
- STÉRIO PORTATIF
- COMPOSANTS STÉRIO
- TELECOULEUR
- ÉCRAN GEANT

20%-50% D'ESCOMPTE

NOUS EXPÉDIONS N'IMPORTE QU'AU QUÉBEC ÉCRIVEZ-NOUS POUR QUOTATION. STÉRIO — ÉQUIPEMENT VIDEO

19" SONY

Syntonisateur électronique

SPECIAL \$699⁹⁵

Technics

TOTAL 200 WATTS RMS

RÉCEPTEUR AM / FM STÉRIO

Prix sugg.: \$1,099⁹⁵ **SPECIAL \$599⁹⁵**

PIONEER

RADIO D'AUTO KP-5500 AM/FM STÉRIO

Prix sugg.: \$379.90 **NOTRE PRIX \$269**

RCA

CAMERA COULEUR

CC-003 \$699⁰⁰

CC-004 \$1,099⁰⁰

PIONEER

TABLE-TOURNANTE PL-200 SEMI-AUTO.

\$149⁹⁵

Technics

PLATINE À CASSETTES STÉRIO

\$189⁹⁵

Panasonic

RADIO D'AUTO COMPACT CO-5710 EC FM/AM/FM stéréo

Prix sugg.: \$419.90 **NOTRE PRIX \$319**

Technics AudioSphere

Récepteur technics SA-500 110 watts RMS total

Table tournante technics SL-D2 entraînement direct/cartshure

Haut-parleurs audiosphère 4 voies

Prix sugg. \$769⁹⁹

\$327⁹⁹

\$599⁰⁰

TOTAL \$1,696⁹⁸

\$799⁹⁵

Plus de 50% d'escompte

Technics AudioSphere

- récepteur technics SA-202 60 watts RMS total \$399⁹⁵
- table tournante technics SL-B2 semi-auto avec cartouche shure \$307⁹⁵
- haut-parleurs audiosphère AX-330, 3 voies \$299⁰⁰

Total \$1,007⁹⁰

SPECIAL 40% d'escompte \$599⁹⁵

MICROORDINATEUR Apple computer

Pour commerce — école ou pour la maison

ACCESSOIRES SPECIAL

CARTE DE LANG. «APPLE SOFT» \$179.95

DISKETTE MINI FLOPPY 5 1/4" \$4.95

VISICALC \$169.95

CARTE DE LANG. PASCAL \$599.95

350 DES ÉRABLES 364-4980

LACHINE, P.-Q. H8S 2P9

MALGRÉ LES CORRECTIFS

Les citoyens de Farnham ont perdu confiance dans leur eau

Malgré les correctifs apportés au système d'approvisionnement en eau potable de Farnham — la prise d'eau a été déplacée en un bras de rivière plus sain —

6,000 citoyens de la municipalité. La consultation populaire avait pour objet d'obtenir un avis sur la politique générale d'approvisionnement en eau potable. Les commerçants, qui ont une préférence pour l'aménagement d'un système d'approvisionnement domestique à partir des nappes souterraines, ont eux-mêmes organisé la consultation populaire. Celle-ci a été contestée par le conseil municipal qui la juge partisane. Le maire Gilles Desrosiers estime pour sa part que la solution adoptée par le conseil, en accord avec le ministère de l'Environnement, celle d'aller chercher l'eau dans le bras sud de la

Yamaska, est efficace et économique.

A la défense du sondage

Cette semaine la Chambre de commerce du lieu s'est portée à la défense de ses méthodes de sondage populaire. Ses porte-parole, MM. Guy Paradis et Marc Turcot, ont rappelé que 3,123 citoyens ont librement dit souhaiter l'implantation d'un système d'approvisionnement à partir de la nappe phréatique; seulement 439, par contre, se sont montrés favorables à la solution actuelle. Les commerçants ont expliqué que la nature sablonneuse des sols de Farnham permet un filtrage

naturel de l'eau ce qui est économique et que les réserves sont largement suffisantes.

MM. Paradis et Turcot n'ont par ailleurs pas rejeté la possibilité de l'adoption d'une solution de compromis. Il pourrait en effet être possible, selon eux, que la municipalité approvisionne l'industrie à même l'eau de la rivière et construise un système séparé à l'eau «naturelle» profonde pour les fins domestiques. Quoi qu'il en soit le ministre Marcel Léger a accepté de rencontrer les membres de la Chambre de commerce pour discuter de cette question; la date de cette réunion n'a toutefois pas encore été fixée.

JEAN-PIERRE BONHOMME

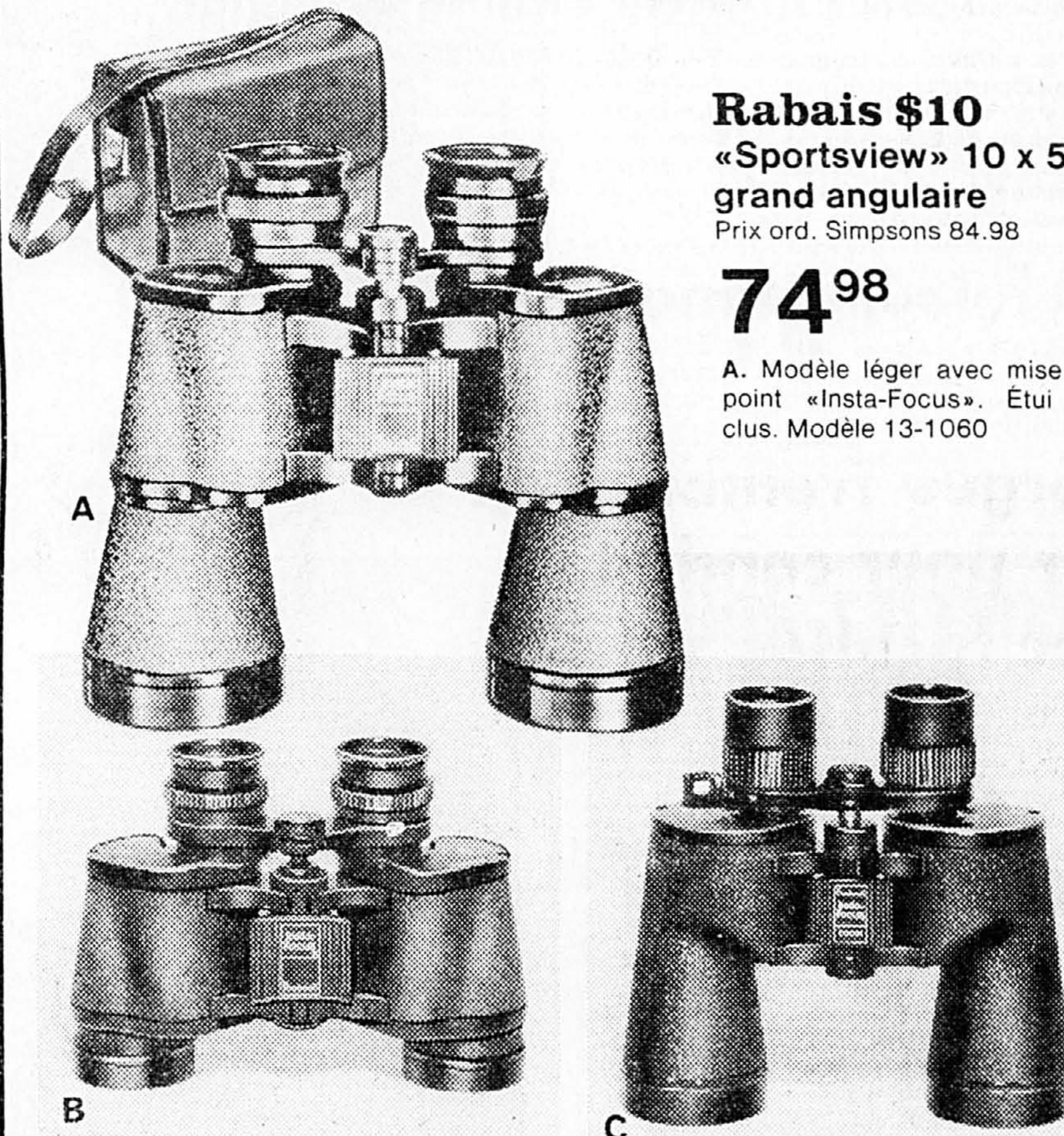
les citoyens ont perdu confiance et peu d'entre eux boivent l'eau du réseau municipal. Du reste l'eau du robinet a toujours mauvais goût et ceci aide peu à rétablir la situation dans la petite ville des Cantons de l'Est.

Ce sont les constatations que la Chambre de commerce de Farnham a dit avoir faites, hier, à la suite du sondage qu'elle a effectué auprès de



Bushnell

Jumelles pour le «Grand Prix»!



Rabais \$10
«Sportsview» 10 x 50 grand angulaire
Prix ord. Simpsons 84.98

74⁹⁸

A. Modèle léger avec mise au point «Insta-Focus». Étui inclus. Modèle 13-1060

Rabais \$10
«Sportsview» 7 x 35 grand angulaire
Prix ord. Simpsons 69.98

59⁹⁸

B. Jumelles avec mise au point «Insta-Focus». Étui inclus.

Rabais \$20
Jumelles avec Zoom
Prix ord. Simpsons 179.98

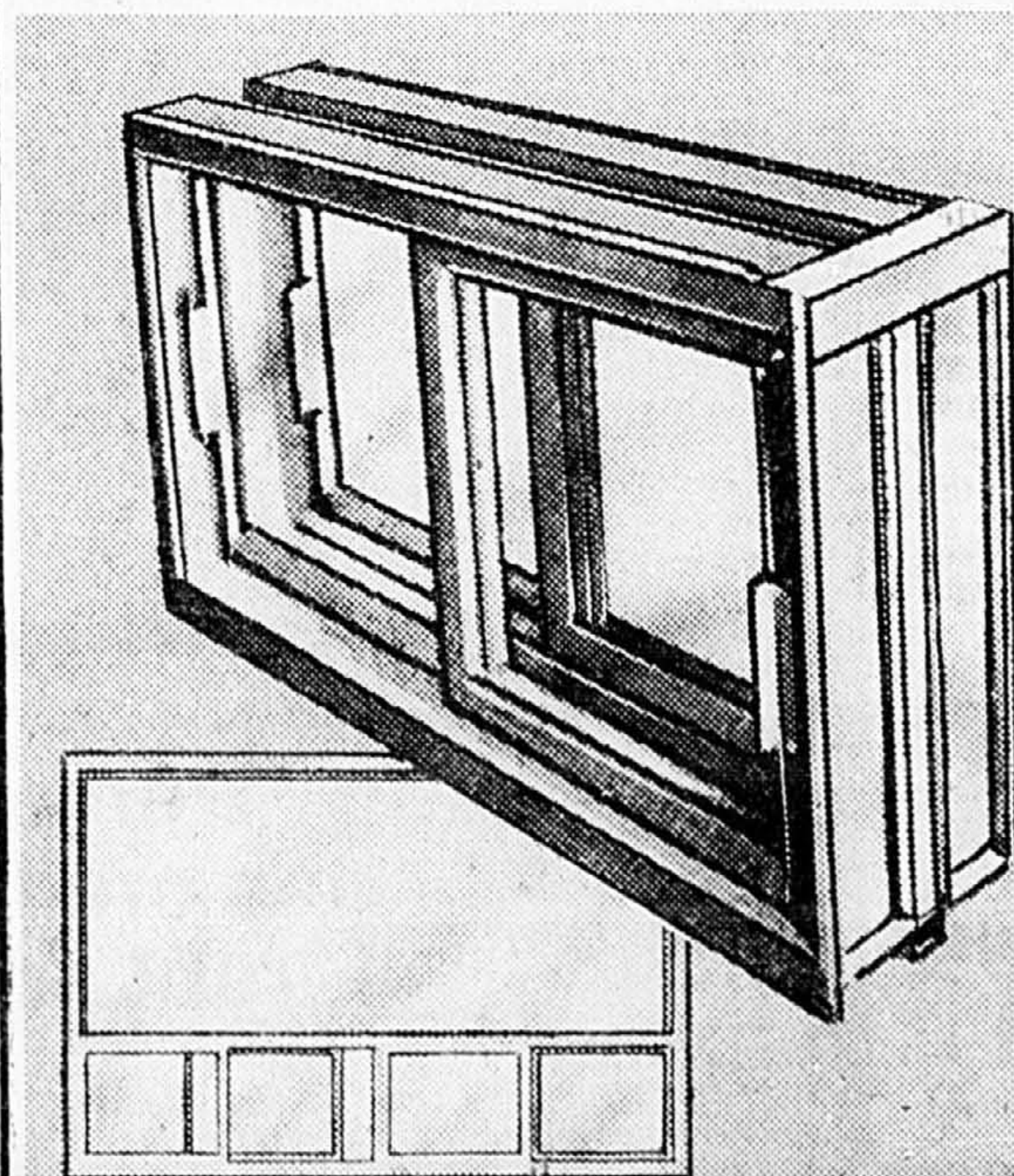
159⁹⁸

C. Filtrés ultra-violet bloquant les reflets éblouissants du soleil, sable, brume et neige. Réglages permettant d'adapter les jumelles à la faiblesse de la vue. Étui de luxe et courroie. Modèle 8 x 24 x 50.

Rayon 210, au rez-de-chaussée, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno

Venez, écrivez... ou composez 842-7221 jour et nuit

Isolez votre maison avec les produits aluminium «Stormaster»



- Moustiquaire à verrouillage de sûreté.
- Fenêtre très robuste.
- Tête flottante.
- Coupe-froid en vinyle rigide entre les fenêtres intérieures et extérieures.

Modèles disponibles en aluminium ou différents coloris.

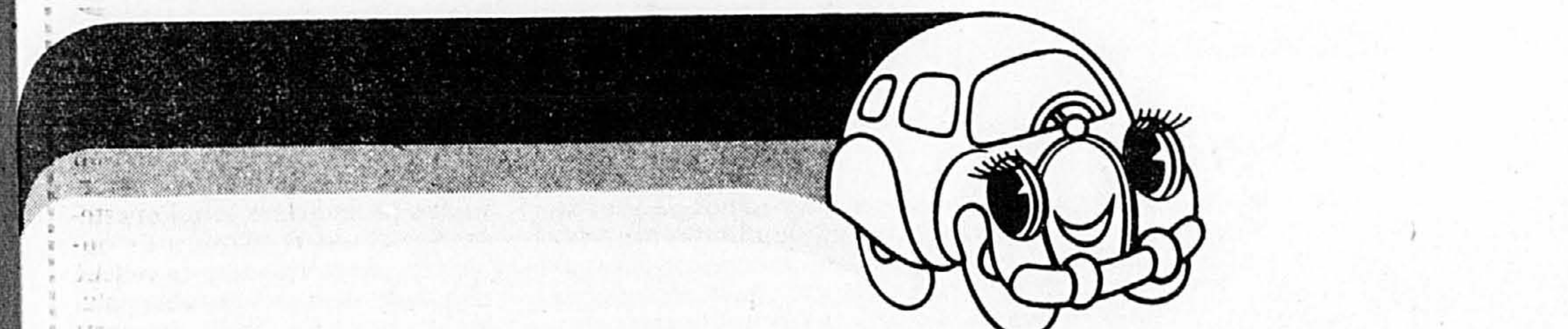
Aussi disponibles de «Stormaster»:

- Portes aluminium.
- Fenêtres aluminium.
- Avants aluminium ou fibre de verre.

Prenez rendez-vous avec un de nos experts. Il se rendra chez vous pour vous donner une estimation sans obligation de votre part.

Composez 842-3241, poste 364 ou 648

Rayon 687, au sous-sol, en ville seulement.



LE TEMPS FROID S'EN VIENT!

Les pros d'Esso vous offrent de préparer votre voiture pour l'automne qui arrive à grands pas. Profitez-en! Le travail et les produits des pros d'Esso sont invariablement de qualité hors pair, vous le savez depuis longtemps. Allez donc faire un petit tour chez eux et vous serez paré contre les intempéries de la saison froide.

Travail garanti 90 jours ou 5 000 km, au premier des deux termes atteint. Comme ces offres s'appliquent à la plupart des voitures, les prix et tarifs indiqués sont en vigueur chez les détaillants du groupe des pros d'Esso. Vous pouvez utiliser votre carte de crédit Esso. Les stations Esso acceptent généralement les cartes Visa et Master Charge.

ESSO RAD

1 cruche de 4 litres

8⁸⁸

Payez et emportez

OFFRES VALABLE DU 15 SEPTEMBRE AU 11 OCTOBRE

MISE AU POINT DE L'ALLUMAGE ÉLECTRONIQUE

4 cylindres- **28⁸⁸**

6 cylindres- **31⁸⁸**

8 cylindres- **38⁸⁸** ou moins la plupart des voitures

Cette offre comprend les opérations suivantes:

- Analyse initiale du système d'allumage
- Essai et nettoyage des câbles et cosses de la batterie
- Pose de bougies neuves
- Vérification de la compression
- Vérification du câble H.T., du chapeau d'allumeur, de la bobine et du circuit primaire
- Vérification du fonctionnement de la soupape de recyclage des gaz de carter
- Vérification et graissage du volet de réchauffeur
- Vérification du bon fonctionnement de la pompe et du filtre à essence
- Vérification de la cartouche du filtre à air
- Vérification et réglage de l'avance à l'allumage
- Vérification et dosage du mélange de ralenti
- Analyse finale du système d'allumage.

Pour connaître l'adresse des Pros d'Esso le plus proche à Montréal, composez 364-1781.

VÉRIFICATION ET ENTRETIEN DU SYSTÈME DE REFROIDISSEMENT

Cette offre comprend:

- Vérification des fuites, moteur en marche
- Vérification de la tenue de pression du bouchon de radiateur
- Serrage des colliers de durites
- Vérification de la densité de l'antigel
- Addition d'Esso Rad si nécessaire.

OFFRE GRATUITE

Produits en sus.



Les pros d'Esso

Les professionnels refusent de signer leur convention

Les professionnels du gouvernement québécois, dernier groupe important de la fonction publique québécoise à n'avoir pas encore signé leur convention collective (à l'exception des ingénieurs et «constables» d'Hydro-Québec), ont refusé hier de mettre leur griffe sur le contrat qu'ils ont négocié cet été.

La raison de ce geste de «solidarité» qui les prive ainsi des nouvelles conditions salariales

PIERRE VENNAT

d'un nouveau contrat: des accusations portées par le ministère de la Justice contre sept militants du syndicat, à la suite d'une échauffourée opposant policiers et professionnels du gouvernement, à Québec, en avril dernier.

C'est ainsi, donc, qu'au lieu de fêter leur nouveau contrat, de nombreux professionnels du gouvernement ont manifesté ici et là au Québec, notamment devant le Palais de justice de Montréal, distribuant un tract exigeant que cessent les menaces de poursuite contre les sept professionnels arrêtés et qu'on ferme le dossier.

Le ministère de la Justice n'a toujours pas répondu à une lettre du président du syndicat adressée personnellement au ministre de la Justice et exigeant une réponse ferme quant aux intentions de ce dernier de donner suite ou non aux menaces de poursuite.

«La seule erreur des sept professionnels fut de se présenter sur les lignes de piquetage pour manifester démocratiquement leur désapprobation vis-à-vis notre employeur, en période de négociation», écrit le syndicat, faisant noter que la grève était alors légale et que «cette journée-là, les forces policières avaient de toute évidence décidé de faire un blitz d'intimidation en temps de grève légale».

Ces manifestations seront-elles quelque chose de plus qu'un baroud d'honneur?

A cette question posée par le représentant de LA PRESSE, la porte-parole du SPGQ sur la ligne de piquetage devant le Palais de justice de Montréal a déclaré que le conseil syndical se réunira samedi à Québec pour décider de la marche à suivre.

C'est là qu'on saura, advenant que Québec refuse de fermer les dossiers, si le refus de signer la convention et la manifestation d'hier n'était que symbolique ou bien si on est prêt à se passer d'augmentations salariales longtemps sur ce qu'on considère une question de principe.

Un retour normal

Le retour dans les chantiers de la baie James des 1.460 travailleurs, évacués au début du mois d'août, s'effectue normalement depuis la signature mardi soir du protocole de retour au travail. C'est ce qu'ont indiqué hier toutes les parties impliquées dans ce conflit.

CONFIEZ-NOUS VOTRE CUISINE

METROPOLITAIN

VOUS OFFRE



NOTRE GARANTIE
Nos 22 ans d'expérience en rénovation et notre solvabilité financière sont nos meilleures garanties.

25 à 30% de rabais sur 3 de nos modèles de cuisine en montre.

Venez visiter la plus grande salle de montre au Québec.

Venez découvrir de nouvelles idées

NOS HEURES D'OUVERTURE

SAM. 9h à 4h
DIM. 11h à 5h
LUN., MAR., MER. 9h à 5h
JEU., VEN. 9h à 8h

SERVICE DE RÉNOVATION

METROPOLITAIN

4058 ouest, rue Jean-Talon

Composez **482-0600**

pour une consultation gratuite à domicile

Dans le cadre des grands spectacles Alcan, une série prestigieuse et grandiose réalisée d'après le célèbre roman-cytle d'Henri Troyat.

“La lumière des Justes”



L'époque de Napoléon est fertile en aventures de toutes sortes. Le choc des armées à travers l'Europe se double du choc non moins intense des sentiments politiques et amoureux. Un matin de 1814, dans Paris occupé, commence l'histoire de Nicolas, jeune officier de l'armée impériale russe et de Sophie la jeune française...

À la télévision de Radio-Canada le vendredi 19 septembre à 20 heures



Simpsons MD



Septembre... mois de la fourrure chez Simpsons

Somptueux manteaux classiques en vison naturel peaux descendues

Prix Simpsons

\$2288

- Vison naturel... l'ultime élégance... offert à un prix plus qu'abordable durant le mois de septembre chez Simpsons.
- Simpsons vous offre ces superbes manteaux pleine longueur juste avant la saison froide - profitez donc des maintenant de notre bas prix et hâtez-vous pour un meilleur choix!
- Les plus nouvelles silhouettes de la saison avec col ailé ou châle.
- Tons naturels de pastel, acajou ou vison d'élevage.
- Venez admirer nos superbes créations, essayez-les - vous serez ravie!

Pour achat en personne seulement.

Rayon 311, au troisième, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Pensez à Simpsons pour votre nouvelle fourrure.

Perçage des oreilles «First Lady»



Rabais 6.50 — Profitez de ce rabais maintenant jusqu'au 20 septembre. Les techniciennes spécialisées vous perceront les oreilles rapidement et sans douleur. Le service comprend des boutons aspect diamant. Aucun rendez-vous nécessaire. Les hommes sont aussi les bienvenus. (Les mineurs doivent présenter un consentement par écrit d'un parent ou tuteur).

Heures d'affaires Centre-ville: Prix ord. Simpsons 12.99 **6.49**

Jeudi et vendredi — de 11h du matin à 9h du soir. Samedi — de 9h du matin à 5h de l'après-midi.

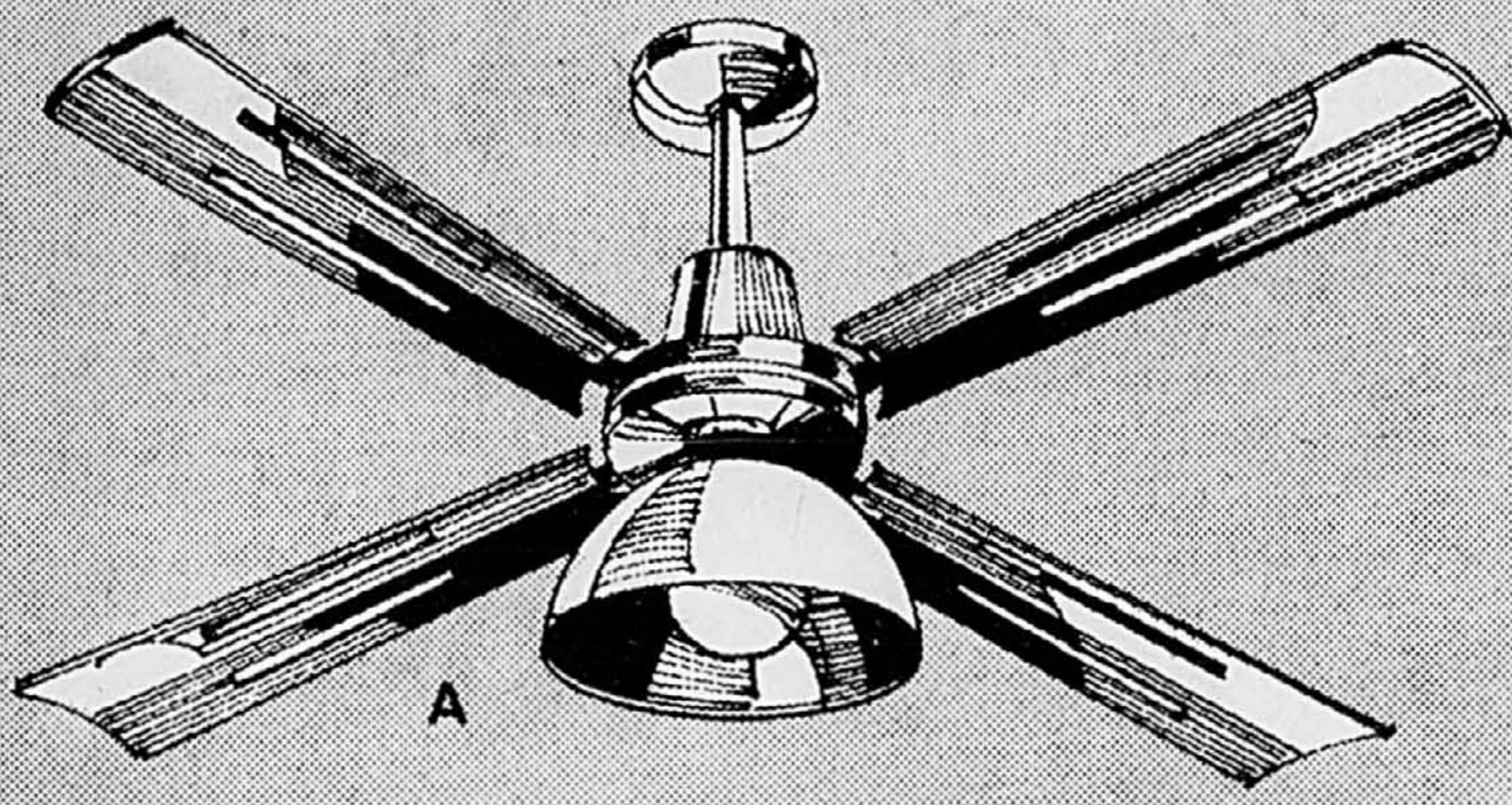
Fairview, Anjou, Laval: Jeudi et vendredi — de 5h à 9h du soir. Samedi — de 9h du matin à 5h de l'après-midi.

St-Bruno: Samedi — de 9h du matin à 5h de l'après-midi.

Rayon 250, au rez-de-chaussée, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Simpsons MD

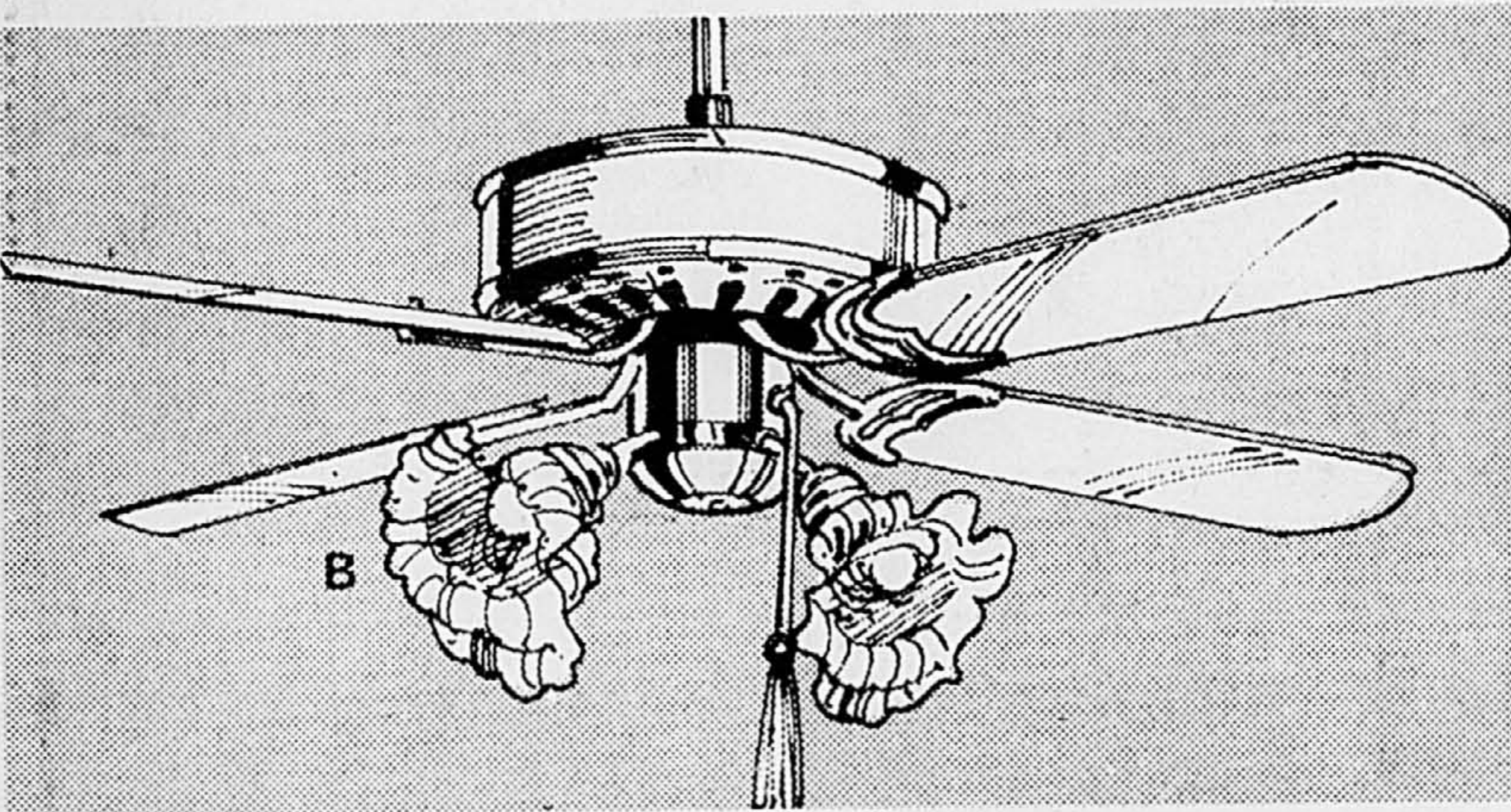
Économiseurs d'énergie offerts à bas prix Simpson



Ventilateur 48'' avec lumière

Prix Simpson **189⁹⁹**

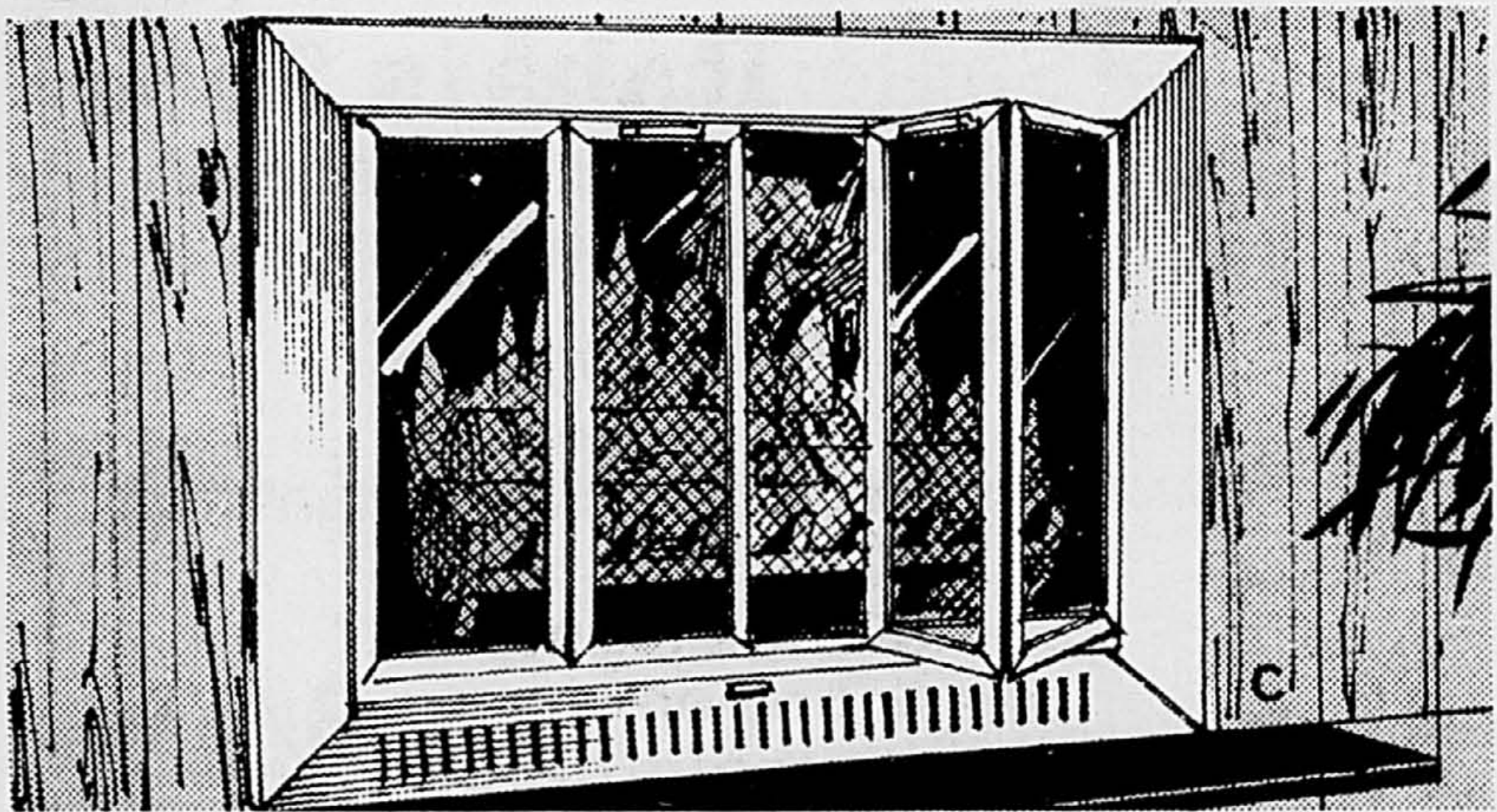
A. Ce ventilateur de plafond à 4 pales déplace l'air chaud qui s'accumule au plafond pendant l'hiver et fait circuler l'air frais pendant l'été. Pales aluminium avec envergure de 48'', commande 5 vitesses et roulements scellés. S'adaptant facilement à la plupart des raccords pour plafonniers. Fini émail ton blanc ou brun. Garantie 5 ans. Aussi disponible: ventilateur seulement. 159.99



Ventilateur 42'' style victorien

Prix Simpson **399⁹⁹**

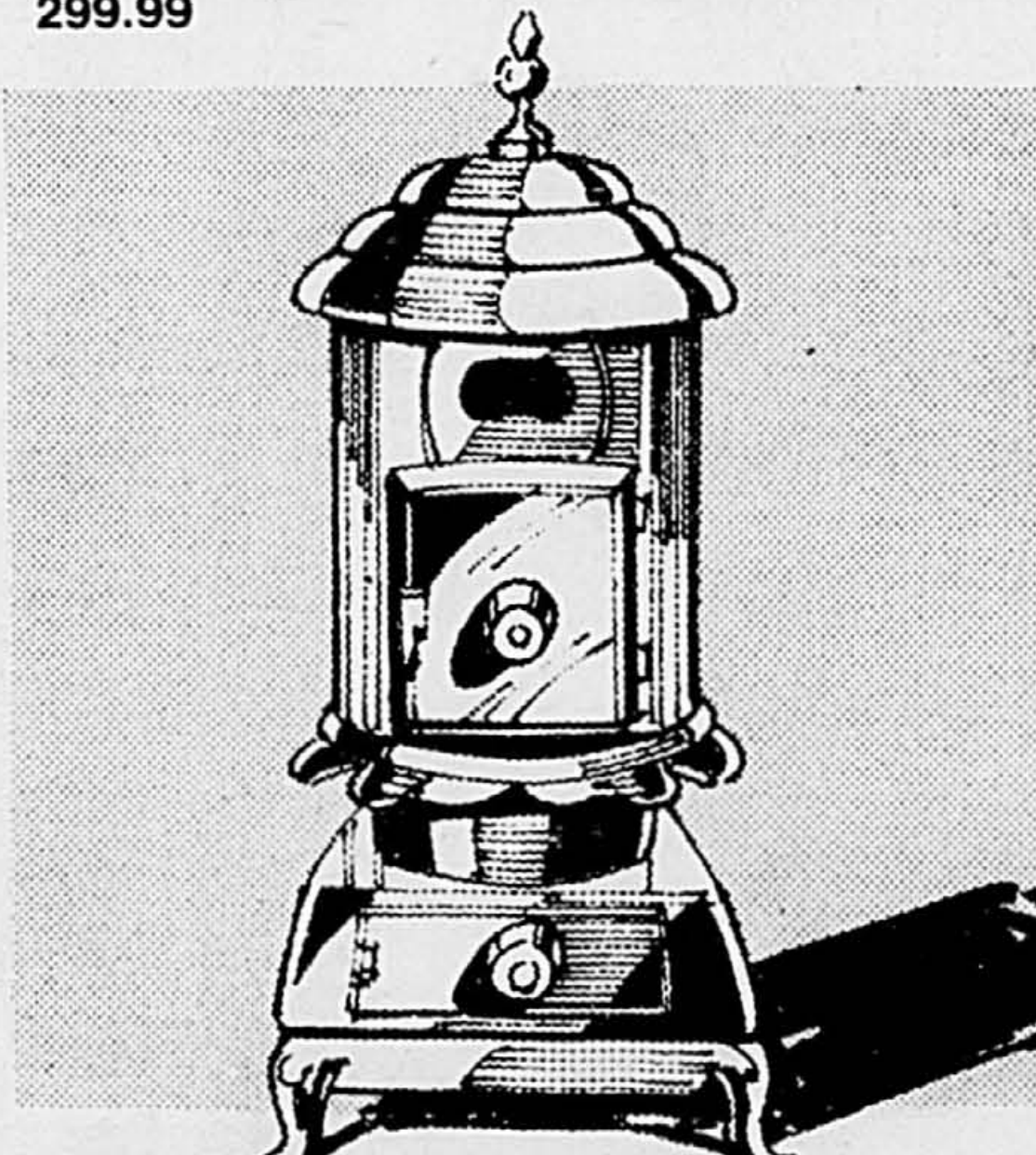
B. Minimisez vos coûts de chauffage avec ce pratique ventilateur 3 lumières, en laiton brillant ou laiton antique, pales en teck. S'installe facilement à la plupart des raccords pour plafonniers, commande 5 vitesses. Fait circuler l'air chaud qui reste au plafond pendant l'hiver et procure air frais pendant l'été. Garantie 5 ans. Aussi disponible: ventilateur seulement. 299.99



Pare-étincelles en verre économisant l'énergie

Prix Simpson **119⁹⁹**

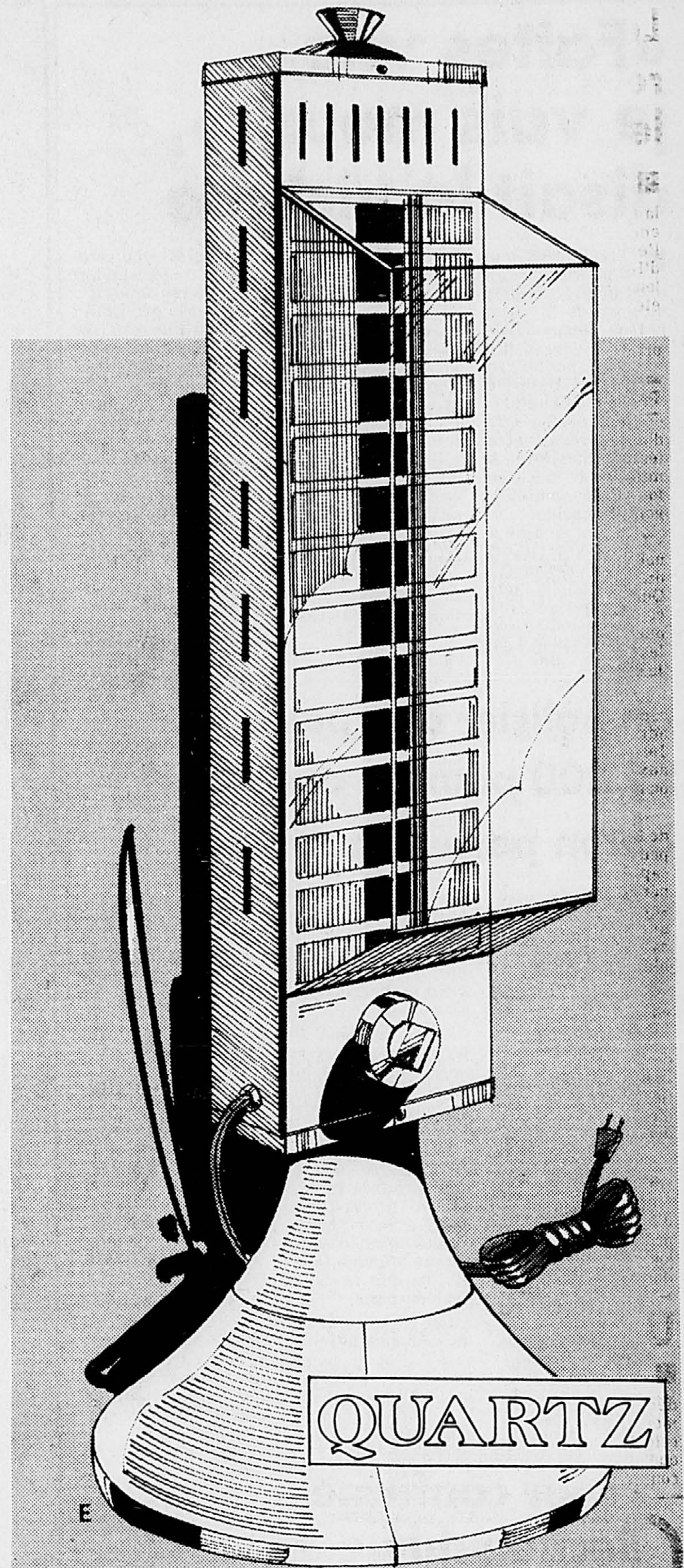
C. Un pare-étincelles qui ajoutera chaleur, confort et une touche décorative à votre foyer. Modèle facile à assembler, avec pratique tirette pour ouvrir le filet. Modèle en ongle fini laiton antique ou noir et laiton antique. S'adapte aux ouvertures de 30'' à 37'' de largeur. Hauteurs de 26 1/2'' à 29 1/2'' ou 29'' à 32 1/2''.



Pratique poêle à bois en fonte

Prix Simpson **99⁹⁹**

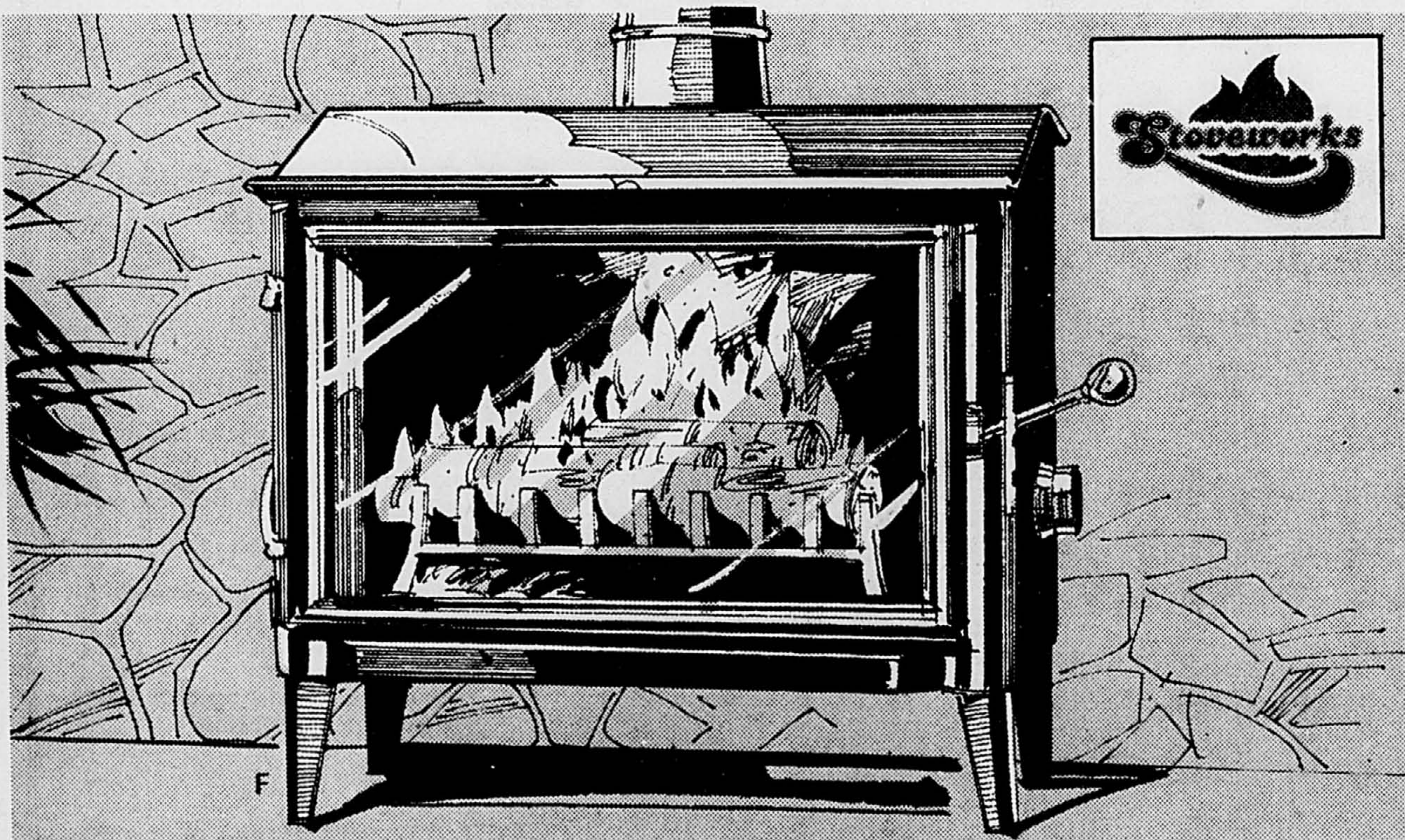
D. Efficace poêle à bois en fonte noire avec garniture en nickel chromé. Dessus décoratif amovible recouvrant plaque de cuisson de 6''. Utilise charbon ou bois. Hauteur 52'', largeur 15 1/2'', porte 9'' x 10''.



Affrontez le froid avec ce radiateur à quartz

Prix Simpson **99⁹⁵**

E. Vous apprécierez la chaleur radiante émise par ce radiateur. Il est muni de 2 tubes à quartz placés devant un réflecteur aluminium poli. Thermostat réglable gardant un niveau de chaleur confortable. Approuvé par l'ACNOR. Garantie 1 an.



Poêle à bois avec porte en verre étanche de fabrication canadienne

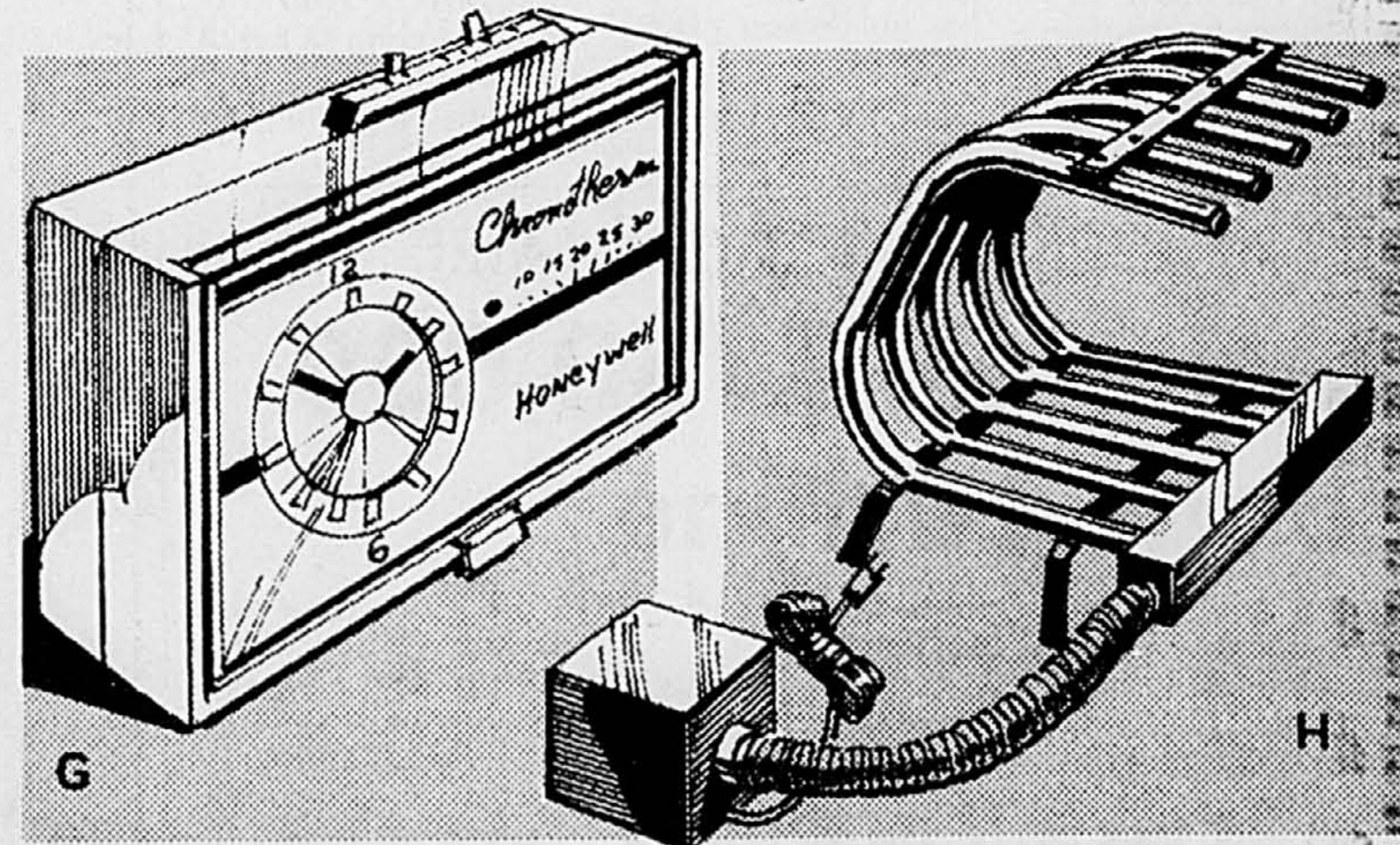
F. Réchauffe un espace de 7000 pi. ca. Capacité de combustion à presque 100%. Comprend plaque acier 3/8'', joints soudés, et intérieur doublé de brique. Porte en verre trempé. Garantie 10 ans sur poêle, carter et pièces en métal. Dimensions approximatives: 29 1/2'' x 22'' x 27''. Ouverture de porte 22'' x 11'', fourneau 26'' x 17''.

Prix Simpson

\$559

Rayon 690, au sous-sol, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Venez, écrivez... ou composez 842-7221 jour et nuit



Rabais \$10 Thermostat «Honeywell»

Prix ord. Simpson 89.98

79⁹⁸

G. Thermostat à bas voltage combiné à une horloge au quartz. Ce thermostat automatique permet de réduire la consommation du combustible. Il abaisse ou augmente automatiquement la température une ou plusieurs fois dans une période de 24 heures. Installation à 2 fils pour le fixer rapidement.

Gril tubulaire pour le foyer

Prix Simpson

119⁹⁹

H. Gril tubulaire pour économie d'énergie comprenant souffleur/ventilateur à vitesse variable pour souffler l'air chaud dans la pièce plutôt que dans la cheminée.



«Faites vite, je vais mourir», disait la victime

Transportée tout d'abord dans un petit hôpital chinois du nord de la ville, par un automobiliste qui l'avait recueillie sur le boulevard Crémazie, Danielle Delorme - Langlais, une jolie coiffeuse de 37 ans, devait être ensuite transférée à l'hôpital Jean-Talon par deux ambulanciers de la police.

Et à eux comme à son bon samaritain, la victime devait faire une courte mais compromettante déclaration contre son ex-mari, Claude Langlais, qui subit pré-

sentement son procès pour l'avoir assassinée.

Aux agents, elle déclara en effet en phrases douloureusement hachées: «C'est Claude qui a fait cela. Mon ancien mari». Puis elle aurait ajouté: «Faites vite, je sens que je vais mourir.»

Avant d'arriver à l'hôpital, elle parvint également à donner ses nom et adresse, et elle mit les policiers en garde en leur disant: «Faites attention, il est armé.»

Lorsque deux au-

tres agents se présentèrent subseqüemment à son domicile, le prévenu portait des taches brunâtres sur ses vêtements, et l'une de ses mains était ensanglantée. Tout près, ils devaient trouver un revolver à balles blanches modifié, un marteau et un couteau.

Précédemment, le Dr André Lauzon pathologiste de l'Institut de médecine légale de Montréal avait révélé que c'étaient quatre balles, tirées à la tête, qui avaient causé la mort de la jeune femme.

Un policier doit payer \$5,200 pour un coup de bâton porté sans malice

Même si le juge René Hurturbise, de la Cour supérieure, a convenu que c'est «sans malice» que le policier Jacques Marquis, de la C.U.M., a décoché un coup de bâton au menton d'un citoyen le 3 juin 1977, cet agent n'en devra pas moins verser une somme de \$5,200 à M. Paul-Emile Leduc.

Au matin de ce jour-là, M. Leduc voulait rentrer chez lui, rue Pontoise, mais il ne pu le faire en auto à cause d'une manifestation qui se déroulait près de l'hôpital Santa Cabrini.

Il entreprit donc de se rendre à son domicile à pied, et il se trouvait seul sur le trottoir est de la rue Pontoise, lorsqu'il

rencontra l'agent Marquis, qui, sans avertissement aucun, et sans lui adresser la parole, lui donna un coup de garcette au visage.

Il n'y eut pas de fracture, toutefois, et on se contenta de lui administrer des analgésiques pour sa contusion au menton.

La responsabilité de l'affaire a été admise par la défense, dès le début du procès, mais on a plaidé que c'était encore une fois sans malice que le coup avait été porté.

La victime avait incidemment poursuivi la C.U.M. au même titre que le policier, mais se reposant sur la jurisprudence, constante en sembla-

bles cas, le tribunal exonère la ville, puisque l'intimé était censé représenter l'Etat lui-même, et non la municipalité qui lui paie ses émoluments. Cette loi a toutefois été amendée en juin dernier.

Le tribunal accorde donc à M. Leduc \$200 pour dommages matériels, \$1,000 pour perte de salaire, \$2,000 pour douleurs, souffrances, inconvénients, et \$2,000 également pour humiliation et atteinte à sa réputation.

Et ce en soulignant que si le travail du policier en est un difficile et exigeant, il en découle par ailleurs des responsabilités additionnelles et spécifiques.

La cour confirme l'élection du président de la CECM

Le Dr Luc Larivée, qui avait été réélu commissaire de la CECM avec douze voix de majorité, dans le district no 8, le 9 juin dernier, va conserver ce poste. Et, conséquemment, celui de président de cet organisme.

La contestation de son élection, instituée par la candidate Lise Leblanc, a en effet été «renvoyée», hier, à la suite d'un recomptage de tous les

bulletins contenus dans les boîtes de scrutin qui avaient été apportés devant le juge Robert Hodge, de la Cour provinciale.

Mme Leblanc avait invoqué diverses erreurs possibles de calcul, ou des inexactitudes dans les rapports des scrutateurs, pour faire annuler l'élection de son adversaire.

En fait, la vérification des quelque 3,200

bulletins a donné lieu au déplacement de quinze voix, au total.

Mais, à la fin, la majorité du Dr Larivée était augmentée de quatre voix.

C'est en quelques heures seulement que le recomptage s'est fait, et il n'a donné lieu à aucun incident, même si le résultat semble avoir aggravé l'insatisfaction des partisans de la candidate Leblanc, qui étaient présents en cour.

UN ANCIEN FONCTIONNAIRE Action de \$150,000 contre Lachine

Un ancien fonctionnaire de l'Office municipal d'habitation de Lachine, M. Jean D'Aoust, qui dit avoir été forcé de quitter son poste et avoir été «rendu malade» par les choses qui se passaient dans cet organisme, a intenté hier une poursuite de \$150,000 contre son ancien employeur.

Il serait toutefois prêt à réduire ses exigences monétaires de moitié, et de ne réclamer que \$75,000, s'il était éventuelle-

ment réintégré dans ses fonctions.

La déclaration qu'il a déposée au greffe constitue par ailleurs une violente dénonciation de l'état de choses qui sévissait au cours des dernières années, à l'OMHL, et plus particulièrement de la conduite de son supérieur immédiat, M. Fred Berdugo. Ce dernier a, depuis, été traduit en cour criminelle sous quatre accusations différentes de vol, de fraude et de corruption.

Le requérant D'Aoust «accroche» d'autre part au passage plusieurs personnalités du monde municipal de cette ville, qui vient de faire l'objet, on le sait, d'un rapport d'enquête «éclairant» de la Commission municipale.

Il soutient que c'est en vain qu'il a dénoncé les agissements de Berdugo, tout le monde ou presque fermant les yeux ou prenant ouvertement sa défense.

Lachine aurait perçu \$614,738 de taxes en trop d'une compagnie

En instituant hier après-midi une action de \$614,738 contre la Ville de Lachine, la compagnie Northern Telecom semble vouloir démontrer, à son tour, que tout ne marchait apparemment pas rond, dans cette municipalité, au cours des dernières années.

Ce dont cette compagnie se plaint, c'est que la ville voisine lui aurait «collecté» quelque \$581,000 de taxes d'affaires, de 1975 à l'an dernier, pour ses installations du boulevard Montréal-Toronto, alors que, pendant cette période de cinq ans, cette même taxe était su-

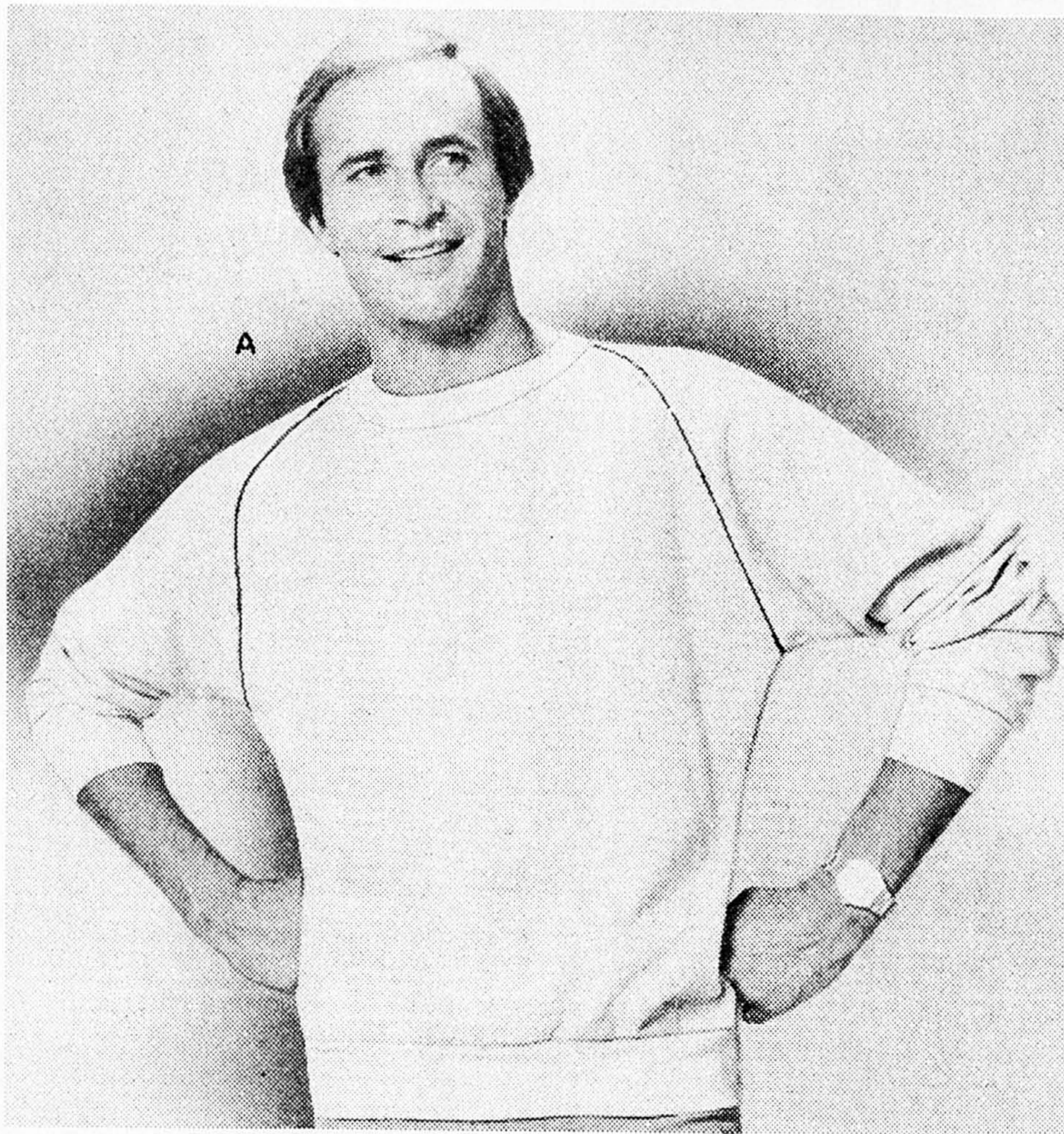
jetée à un plafond de \$5,000 seulement.

Ce qu'elle ignorait, soutient-elle.

En plus du trop perçu en taxe, la Northern Telecom réclame une intérêt de 12 pour cent par année pour ces cinq années.

VENTE ANNIVERSAIRE SIMPSONS

Aux 5 magasins jusqu'au samedi 27 septembre.



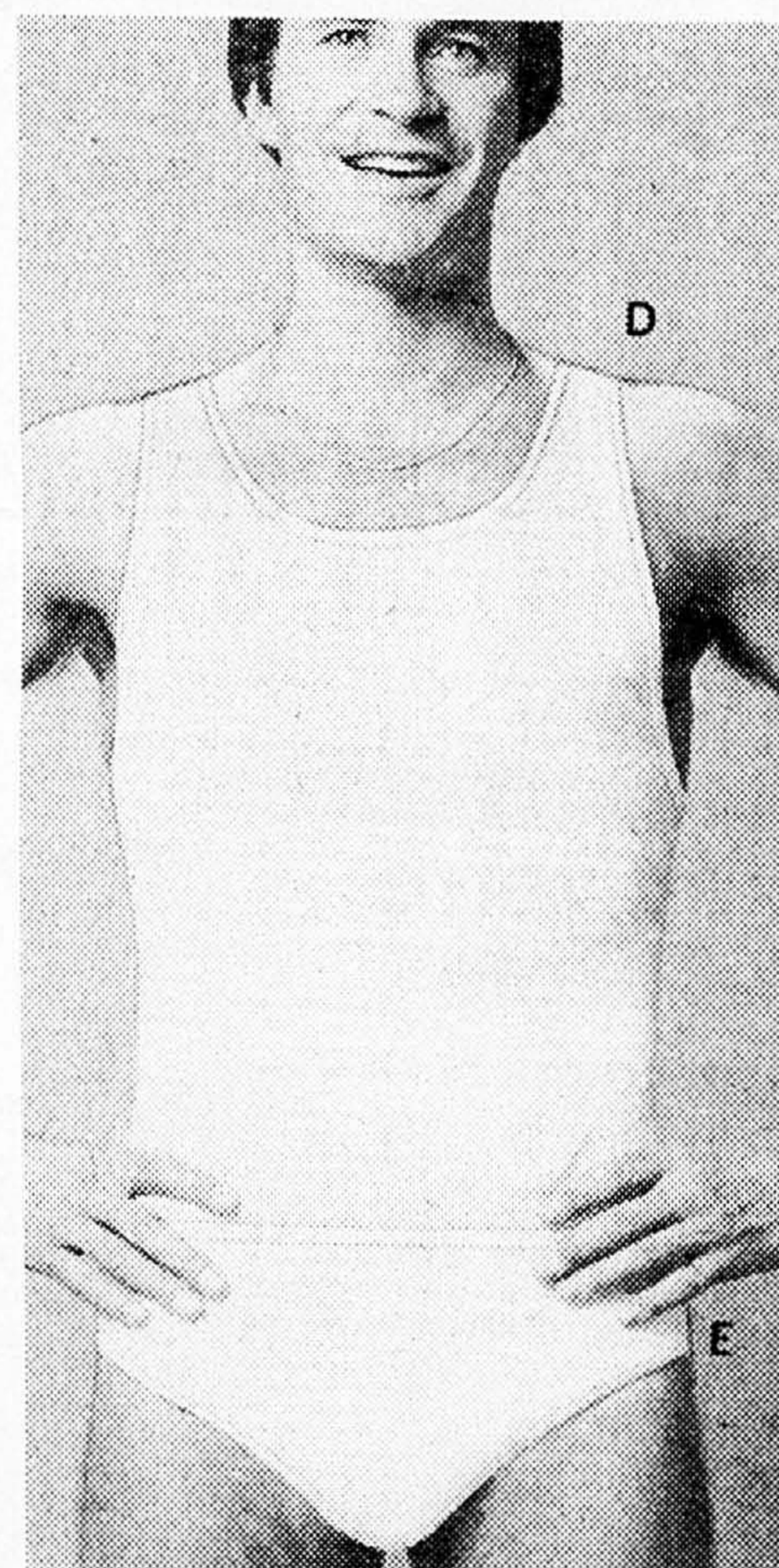
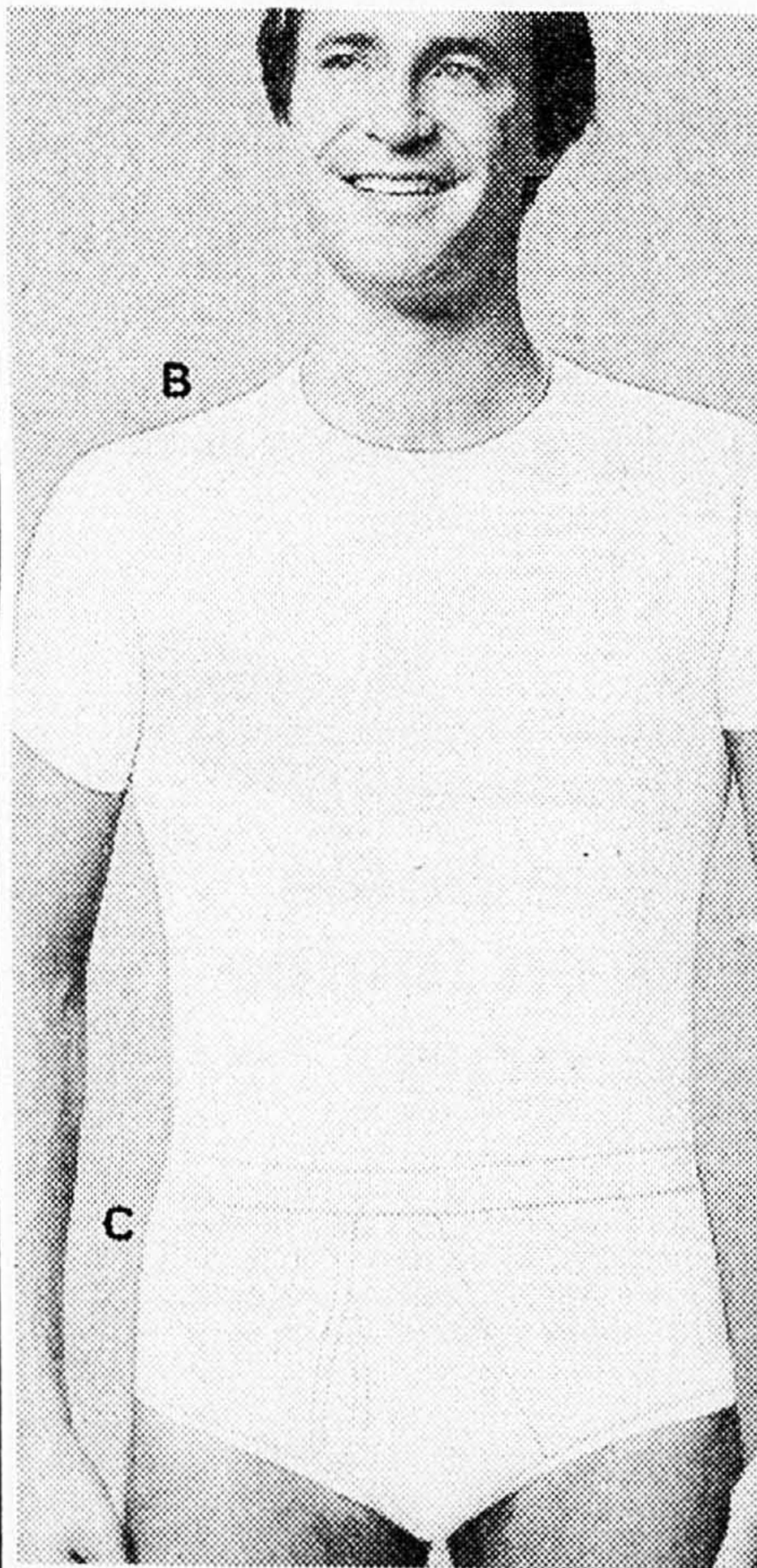
Rabais \$3

Maillots d'exercice

Prix ord. Simpsons \$14

ch. **10⁹⁹**

A. Pour l'homme actif, confortables maillots d'exercice à porter avec des pantalons ou des jeans. D'entretien facile, ils sont confectionnés en tricot 50% polyester / 50% coton ou en 25% polyester / 25% coton / 50% acrylique. Manches raglan. Gris, marine, rouge, or, bleu roi ou bourgogne. P.M.G.T.G.



Rabais 25% Robustes dessous «Harvey Woods»

De confection canadienne, dessous en tricot 50% polyester / 50% coton peigné ou 100% nylon. Lavables à la machine. Modèles B, C et D offerts en blanc seulement. Modèle E offert en blanc, naturel ou bleu poudre. P.M.G.T.G.

B. Maillot athlétique.

C. Caleçon.

B ou C. Prix ord. Simpsons 3 / 10.05

3/7²⁹

D. Maillot-T à encolure arrondie.

Prix ord. Simpsons 2 / \$9

2/\$6⁶⁹

E. Bikini.

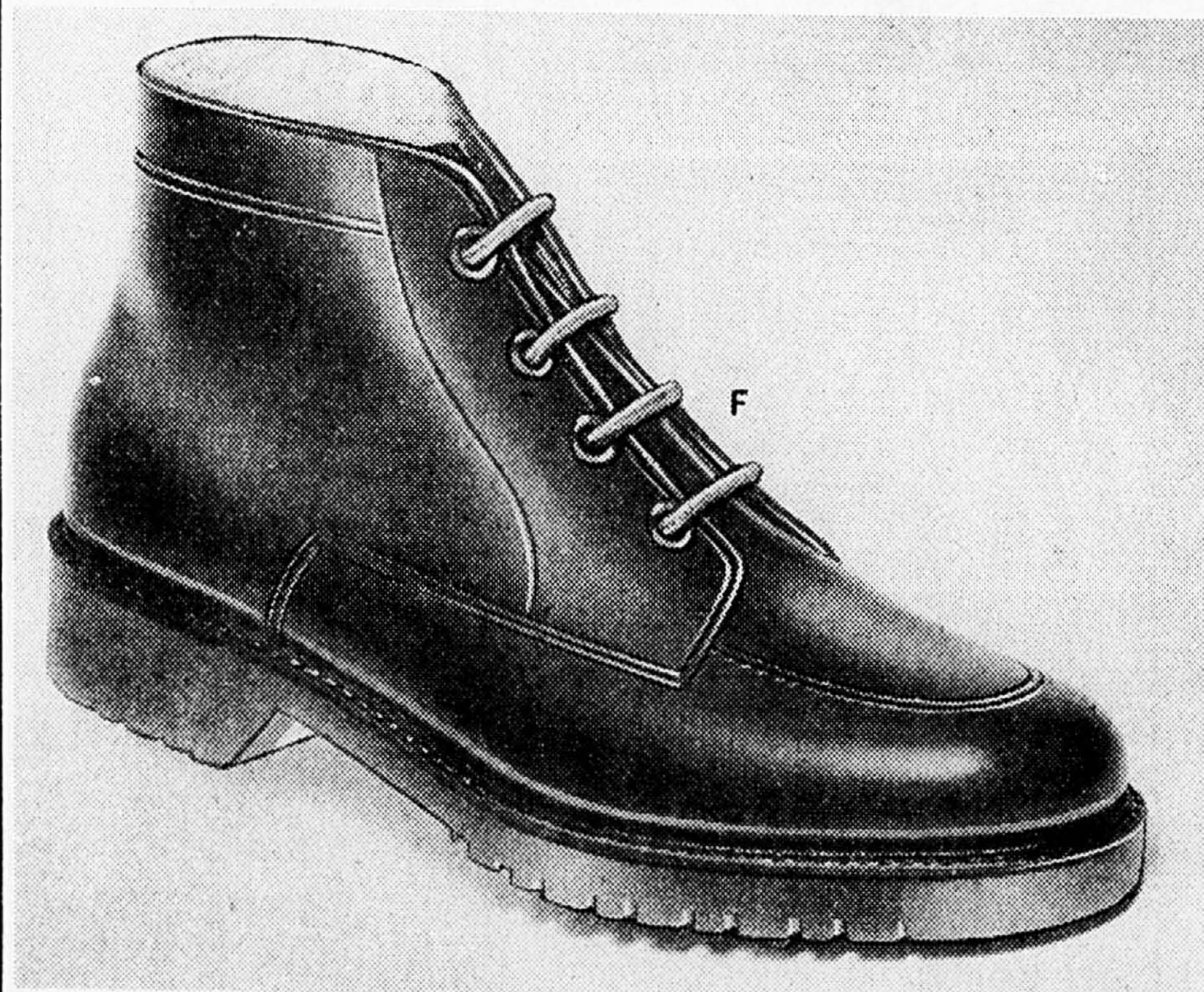
Prix ord. Simpsons 3 / 8.85

3/5⁹⁹

Rayon 251, au rez-de-chaussée, centre-ville.

Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Venez, écrivez...ou composez 842-7221 jour et nuit



Bottillons doublés pour hommes

Prix Simpsons

29⁹⁹

F. Bottillons de ville fabriqués au Canada. Empeignes en cuir véritable, semelles monopieces agrippantes en «crepoline». Chaude doublure peluche acrylique. Brun antique ou noir. Pointures (sans 1/2): 7 à 12.

Rayon 285, au sous-sol, centre-ville.

Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Venez, écrivez... ou composez 842-7221 jour et nuit

Ne manquez pas de venir voir la merveilleuse collection de Hugh Garber

Venez assister à ses défilés qui auront lieu au Salon Vendôme au troisième étage, centre-ville seulement

Heures des défilés aujourd'hui, 18 septembre à 12h45 et 18h30



Simpsons MD

VENTE ANNIVERSAIRE SIMPSONS

Aux 5 magasins jusqu'au samedi, 27 septembre



Manteaux de coupe classique en suède ou en cuir, à bas prix!

Faites votre choix parmi ces modèles pratiques, toujours très recherchés. Confection minutieuse en cuir cabretta ou en cuir de porc suédé.

- A. Modèle en cuir cabretta. Devant croisé à 3 boutons, surpiqûres attrayantes sur les poches, martingale. Doublure matelassée tenante. Brun antique, rouge ou gris. Également disponible en cuir de porc suédé expresso, graphite ou shiraz. Tailles petites 8 à 18.
- B. Modèle en cuir de porc suédé. Devant droit 3 boutons, poches plaquées à rabat, garniture de cuir. Ceinture à nouer. Expresso ou fusain. Tailles 10 à 20.
- C. Trench en cuir cabretta d'allure sport. Devant croisé à 3 boutons, ceinture à nouer et poches fendues. Surpiqûres à l'empicement. Doublure matelassée tenante. Noir, brun Néron ou bourgogne. Tailles 10 à 20.

Rayon 301, au 3e, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.
Pour achat en personne seulement.

Prix Simpsons

239⁹⁹

Chapeaux de fourrure

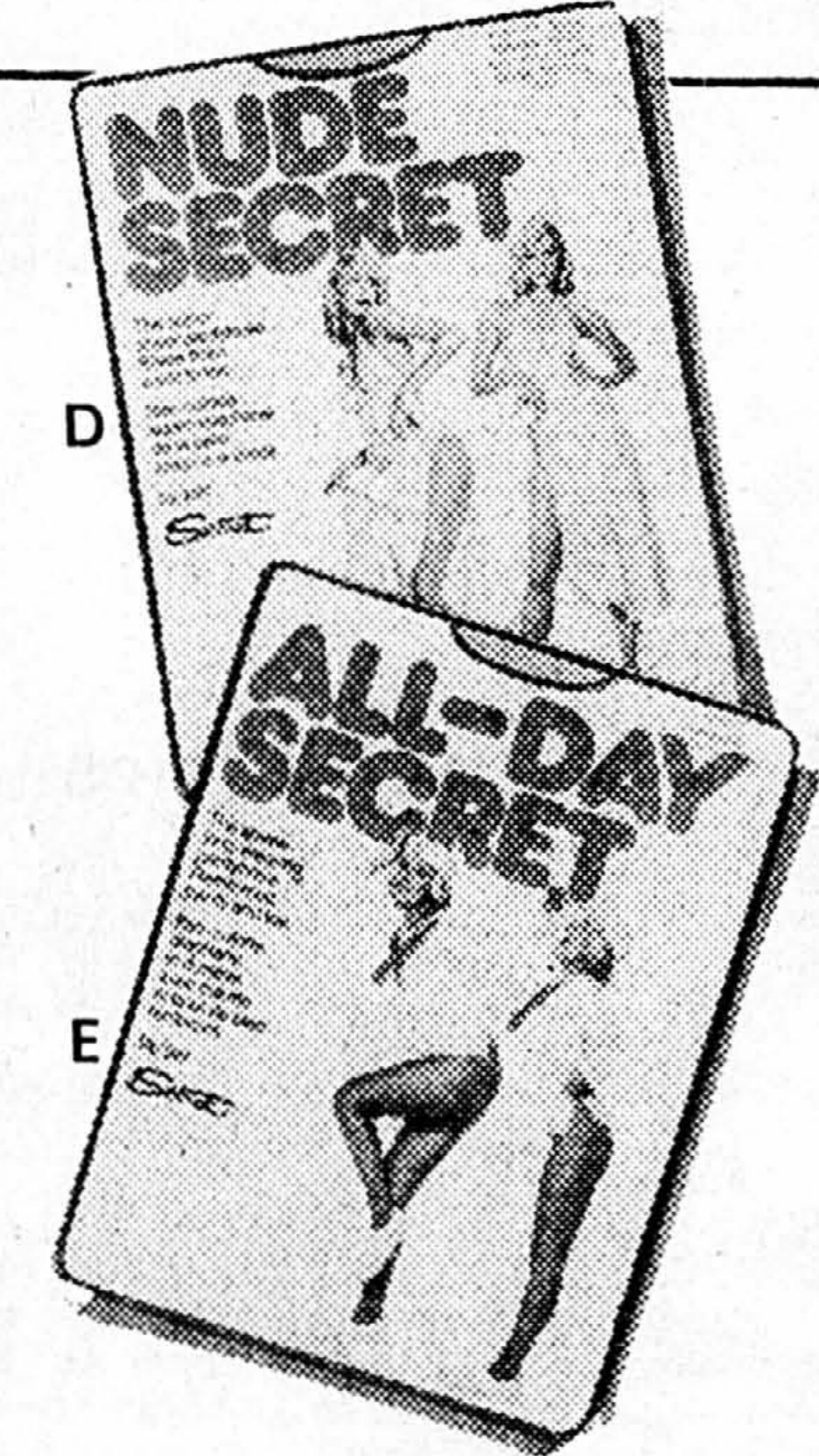
Prix Simpsons

ch. **75⁹⁹**

Ces chapeaux de fourrure à poils longs sont d'un charme très flatteur. Vaste sélection de formes, grandeurs et modèles achetés spécialement pour cet événement! Venez faire votre choix parmi des chapeaux en queues de renard, flancs de renard ou lièvre de Sibérie. Tons de gris à neige argentée.

Rayon 224, au rez-de-chaussée, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Pour achat en personne seulement.



Collants «Secret» de séries interrompues

Choix de 2 modèles: régulier ou à pointes invisibles. Couleurs: beige, moka, taupe. Tailles: A (85-120 lb), B (115-145 lb), C (130-165 lb). Faites-en bonne provision!

1³⁹ ou 4/5⁴⁹

- D. 4250. «Nude Secret». Tout diaphane. Pointes invisibles.
- E. 4260. «All day». Collant à culotte et pointes renforcées.

Rayon 229, au rez-de-chaussée, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Venez, écrivez... ou composez
842-7221 jour et nuit.



FORCES CANADIENNES Lamontagne dit non à toute «désunification»

■ OTTAWA (PC) — Le ministre de la Défense nationale, M. Gilles Lamontagne, a définitivement fermé la porte à toute «désunification» des Forces armées canadiennes dans son application des recommandations du groupe de travail chargé de revoir le principe de l'unification.

«L'unification a été source de trop nombreux bienfaits pour que nous songions à remettre en question ce concept fondamental», a déclaré le ministre Lamontagne, hier, au cours d'une conférence de presse qu'il tenait pour dévoiler quel sort il réservait aux 30 recommandations du comité Fyffe.

Le prédécesseur de M. Lamontagne dans le cabinet Clark, M. Allan McKinnon (Victoria), avait

demandé le 6 septembre 1979 à ce groupe de travail de revoir le principe de l'unification. Il faisait alors écho aux critiques formulées contre cette politique conçue en 1967 par le ministre Paul Hellyer et donnait suite aux allégations voulant qu'elle avait sérieusement miné le moral des troupes.

Les uniformes

Et, même s'il a rejeté une série de recommandations proposant des uniformes distincts pour l'armée, la marine et l'aviation pour remplacer l'actuel uniforme vert, afin rehausser le sentiment d'appartenance chez les militaires canadiens, M. Lamontagne n'en a pas moins accueilli favorablement 23 des 30 recommandations du rapport.

Les suggestions retenues touchent principalement la participation d'un plus grand nombre d'officiers supérieurs aux décisions majeures, l'importance accrue d'un plan de mobilisation, l'instruction du personnel ainsi que l'identification des unités, grades et spécialités.

Alors que les conservateurs favorisaient l'introduction de trois uniformes pour les trois armes, le ministre Lamontagne l'a qualifiée de «superficielle» et «illogique». «Légitimes aux trois uniformes distincts ne changerait en rien l'essence du principe d'unification et ne ferait que créer l'illusion de différenciation», a-t-il scuté devant un auditoire composé de journalistes et de hauts-gradés des Forces armées.

LEADERSHIP DE L'UN

Grenier sera candidat mais est prêt à se ranger derrière Drapeau

■ QUÉBEC — M. Fernand Grenier, ex-député unioniste de Mégantic-Compton et candidat conservateur défait aux dernières élections fédérales, a officiellement commen-

PIERRE VINCENT
de notre bureau de Québec

cé, depuis hier, sa campagne au leadership de l'Union nationale.

Mais, en même temps qu'il tentera de convaincre les militants de son parti qu'il est le meilleur candidat à la direction de l'U.N., il promettra à tout le monde de ne pas se mettre en travers de la route du maire Drapeau, advenant le cas où celui-ci déciderait de faire le saut sur la scène provinciale. «Si M. Drapeau annonce qu'il vient avec nous, je serai derrière lui».

L'Union nationale ayant reporté son congrès au mois de janvier prochain, le maire de Montréal dispose maintenant d'un délai supplémentaire de trois mois pour annoncer ses intentions, pour continuer à faire durer le suspense. «De toute façon, moi, je prends pour acquis que M. Drapeau ne viendra pas avec nous, et je mets tout en oeuvre pour gagner la lutte à

la chefferie», explique M. Grenier, qui admet aussi agir exactement comme s'il n'y avait pas d'élections générales avant le printemps 1981. «Des élections à l'automne, c'est sûr que ça me compliquerait la vie. Ça n'arrangerait pas les affaires du PQ, non plus, selon moi. Et ça ne ferait que favoriser les Libéraux, tandis que si M. Lévesque attend au printemps, M. Ryan aura vieilli, l'Union nationale sera redevenue la 3e force politique...»

Alors, au cours des prochains mois, M. Grenier va parcourir le Québec pour tâcher de recruter des collaborateurs, pour essayer de gagner à sa cause le plus de militants unionistes. «Ce que je promets, c'est un parti de droite des années 80. On me connaît déjà pour mon opposition à l'étatisation, pour mes réserves sur la loi 101 et sur le zonage agricole, c'est un peu de tout ça que je vais parler d'ici au congrès.»

En plus d'annoncer sa candidature officielle à la direction de l'U.N., M. Grenier a également fait savoir, hier, qu'il se porterait candidat à la députa-

tion de Mégantic-Compton lors des prochaines élections, qu'elles soient générales ou partielles. Il s'agit du poste dont il avait lui-même démissionné au début de l'année, pour passer chez les Conservateurs.

Toutefois, s'il devait y avoir des élections générales à l'automne, alors là, M. Grenier se trouverait dans une situation un peu délicate, puisqu'il devrait faire la part dans une assemblée générale convoquée précipitamment pour trouver un chef, un chef intérimaire, actuel de l'U.N., M. Michel Le Moignan. «Oh!, vous savez, quand la famille n'est pas grande, il est facile de prendre des décisions, de nous arranger entre nous...»

Et dans le cas où les élections générales ne seraient qu'au printemps, mais qu'il soit battu aux élections partielles de l'automne, M. Grenier affirme qu'il maintiendra sa candidature à la direction de l'Union nationale. «Parce que j'aurais perdu mes élections de justesse et que ça ne justifierait pas que je renonce à mon projet», prétend-il.

En 1976, M. Grenier avait été élu avec une majorité de 2,502 voix sur son adversaire libéral.

Samson toujours privilegié

■ QUÉBEC (PC) — Parce qu'il n'a pas encore prévenu le président de l'Assemblée nationale de son changement d'allégeance, le nouveau député libéral de Rouyn-Noranda, M. Camil Samson, continue de jouir des anciens privilèges parlementaires rattachés à la fonction de chef d'un tiers-parti.

C'est ainsi que M. Samson continue de toucher des subventions de \$12,100 destinées à financer le

centre de recherches du Parti créditiste-démocrate.

Il possède encore l'usage de quatre bureaux dans l'édifice de l'Assemblée nationale, au lieu de voir son espace réduit à une seule pièce comme tout simple député péquiste ou libéral.

Des cartes

L'agent officiel du Parti démocrate créditiste (PDC), Gérard Perron, a déclaré par ailleurs que le député

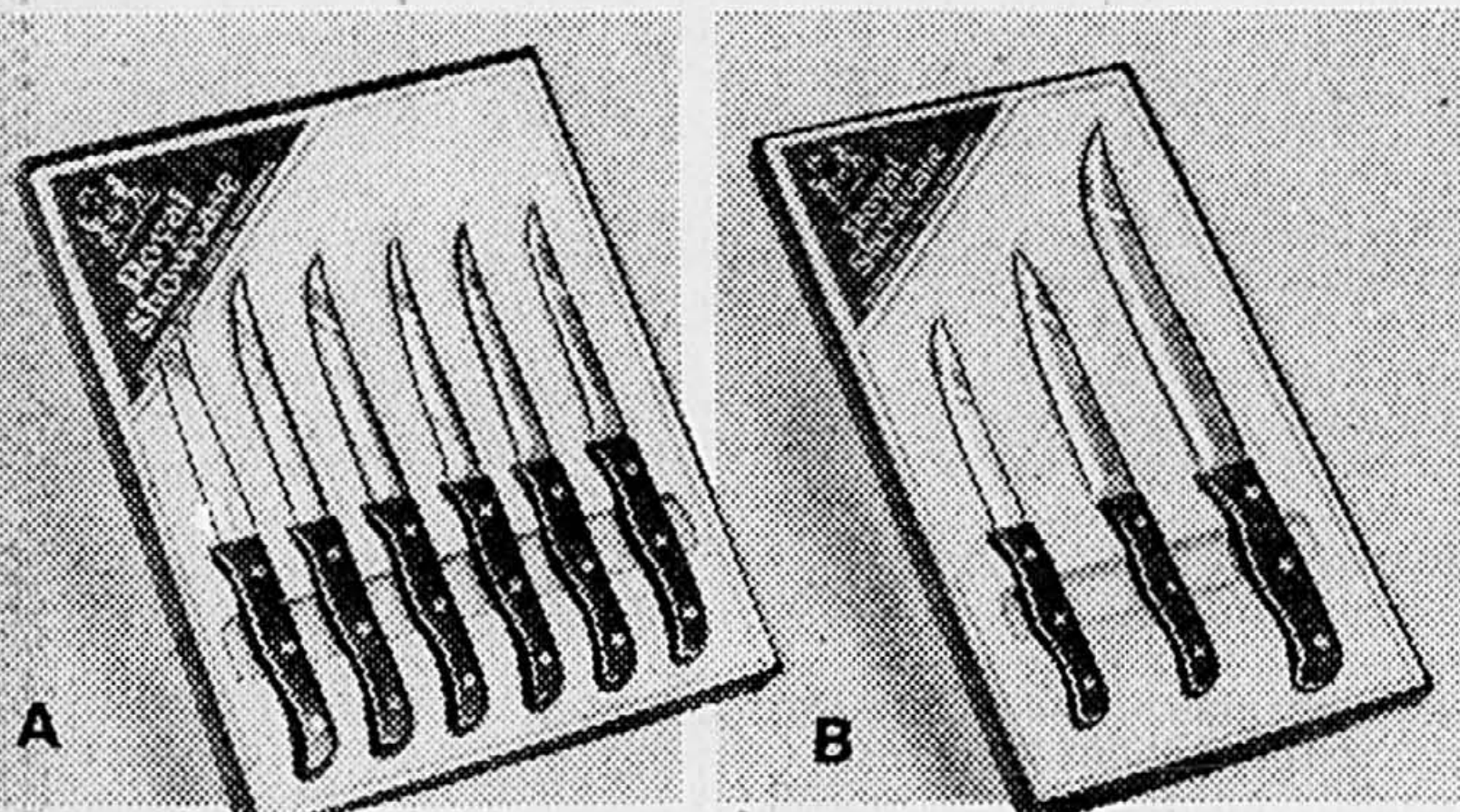
de Rouyn-Noranda avait informé récemment les dirigeants du parti de sa décision de se porter acquéreur d'une carte de membre du PLQ, et aurait indiqué son intention de se porter candidat libéral.

On ne semble pas trop se formaliser de cette situation, à la direction du parti, et «il n'y a pas de problème à tout cela», de préciser M. Perron.

Certains de nos membres ont deux ou trois cartes de membres de différentes formations politiques. «Ça ne veut pas dire que M. Samson n'est plus chef du parti...» Dans l'esprit de M. Perron, les dirigeants démocrate-creditistes attendront tout simplement le résultat du prochain congrès de nomination du Parti libéral dans Rouyn-Noranda avant de poser un geste.

VENTE ANNIVERSAIRE SIMPSONS

aux 5 magasins jusqu'au samedi, 27 septembre

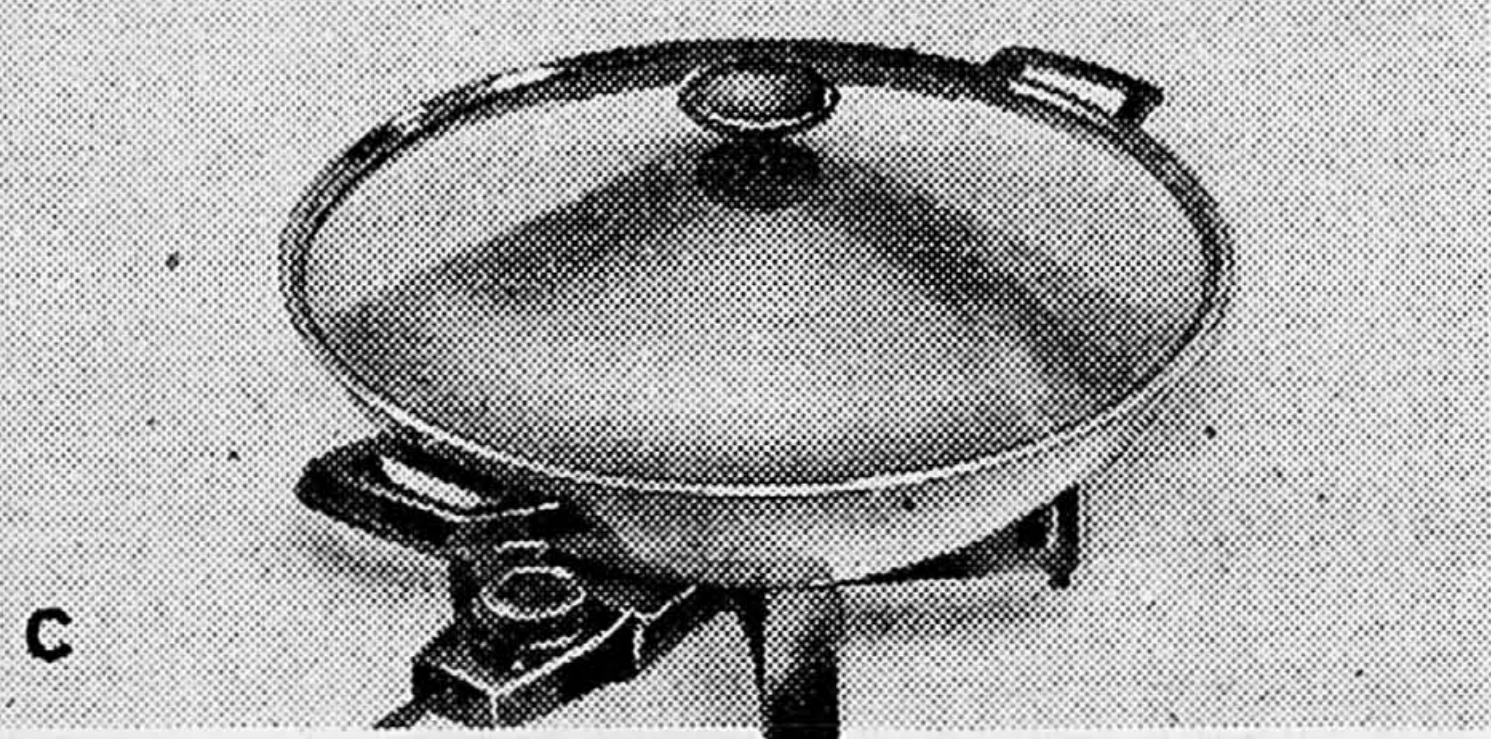


Ensemble de couteaux «Myer Bald»

Rabais 32% et 33%. Lames en polybdène inoxydable, manches 3 rivets couleur olive noire.

- A. Ensemble de couteaux 6 pièces. 84 seulement. Prix ord. Simpsons 30.00
- B. Ensemble de couteaux de chef 3 pièces: couteau tout-usage 5", couteau à découper 6" et couteau à trancher 8". 84 seulement. Prix ord. Simpsons 25.00

Vente
19⁹⁹
16⁹⁹



Wok électrique «West Bend»

C. Rabais 9.99. Idéal pour la cuisine orientale! Vous pouvez frire, cuire à la vapeur et plus encore! Contrôle électrique amovible pour nettoyage facile. Intérieur non-adhésif et extérieur fini rouge flamme. Modèle 5109.

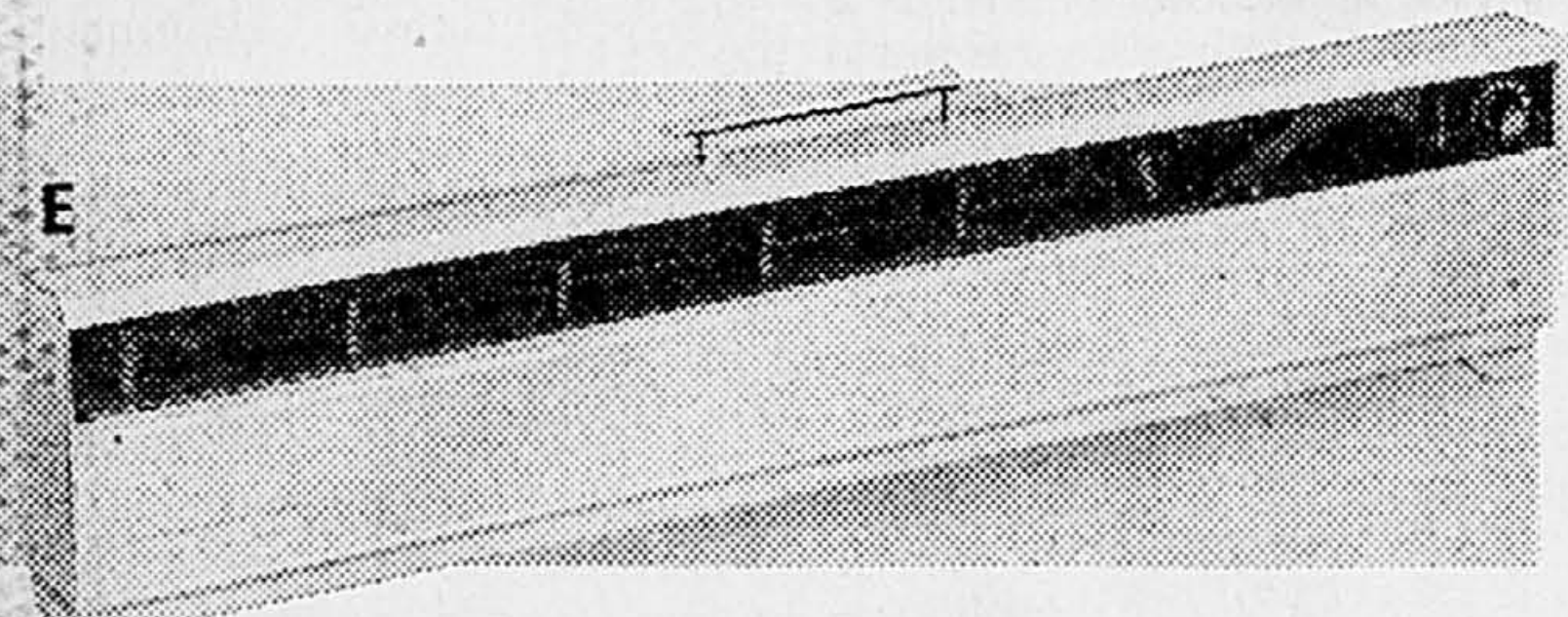
Prix ord. Simpsons 54.98
44⁹⁹



Service à dîner «Corelle»

D. Rabais \$10. Plus résistant que la terre cuite mais translucide comme de la fine porcelaine! Les tasses s'empilent facilement. Va au lave-vaisselle. Attrayant motif ton or sur fond blanc. Le service 20 pièces comprend 4 de chaque: assiette à dîner, assiette à déjeuner, bol soupe/céréale, tasse et soucoupe.

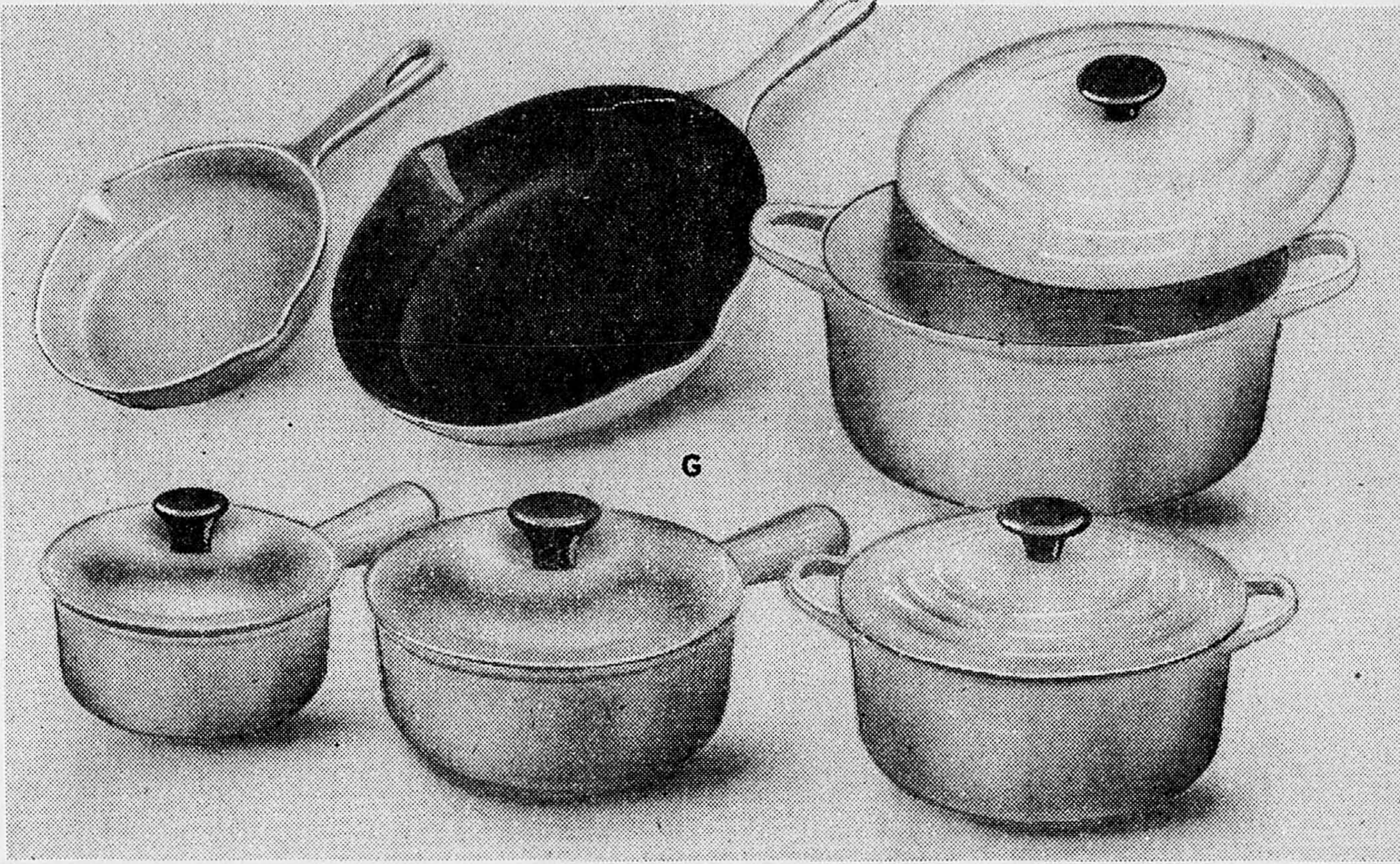
Prix ord. Simpsons 39.99
29⁹⁹



Radiateur de plinthe «C.G.E.»

- E. Pratique radiateur 1500 watts avec ventilateur. Blanc cassé. Modèle FH71.
- F. Non représenté: Radiateur portatif «C.G.E.». Modèle jumelé 750/1500 watts avec ventilateur. Brun velours. Modèle FH5

Prix Simpsons
44⁹⁹
44⁹⁹



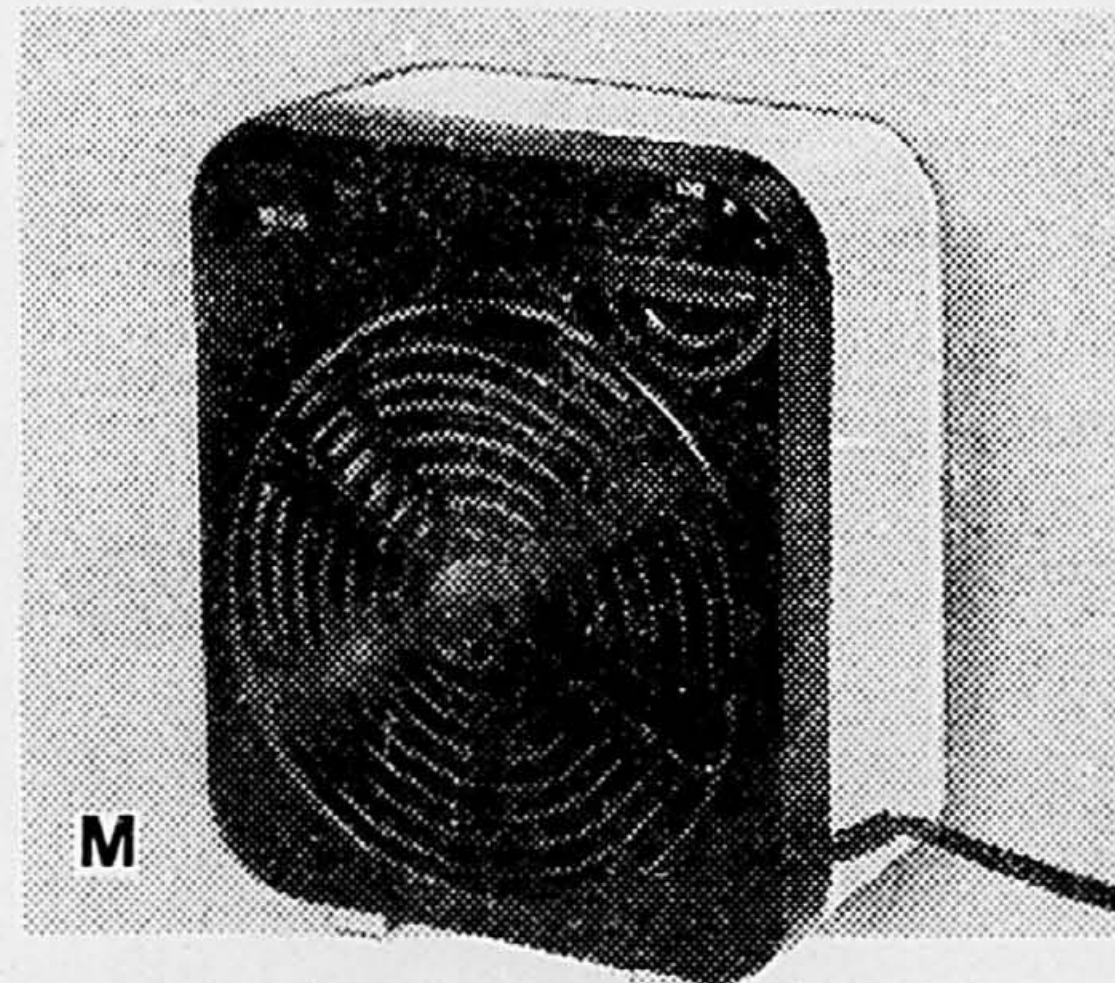
Rabais \$90 — Batterie de cuisine 10 pcs «Le Creuset»

G. Batterie de cuisine en fonte émaillée rouge volcanique comprenant: cocottes rondes couvertes 64 oz et 116 oz; casseroles couvertes 25 oz et 56 oz; poêles ouvertes 6 1/2" et 9 1/4".

Prix ord. Simpsons 199.98
109⁹⁸

Rabais 24% à 33% Éléments libres

- Cocotte ronde couverte 158 oz. Prix ord. Simpsons 56.98 **42⁹⁹**
- Cocotte ovale couverte 173 oz. Prix ord. Simpsons 56.98 **42⁹⁹**
- Casserole couverte 56 oz. Prix ord. Simpsons 34.98 **25⁹⁹**
- Poêle 9 1/4". Prix ord. Simpsons 25.98 **17⁹⁹**
- Plat au gratin ovale 9 1/4". Prix ord. Simpsons 19.98 **14⁹⁹**



Ventilateur «Braun»

M. Rabais 9.99. Ventilateur axial vertical, contrôlé par thermostat, interrupteur unique pour chaleur ou refroidissement. Protégé contre surchauffe. 750/1500 watts. Modèle H23T

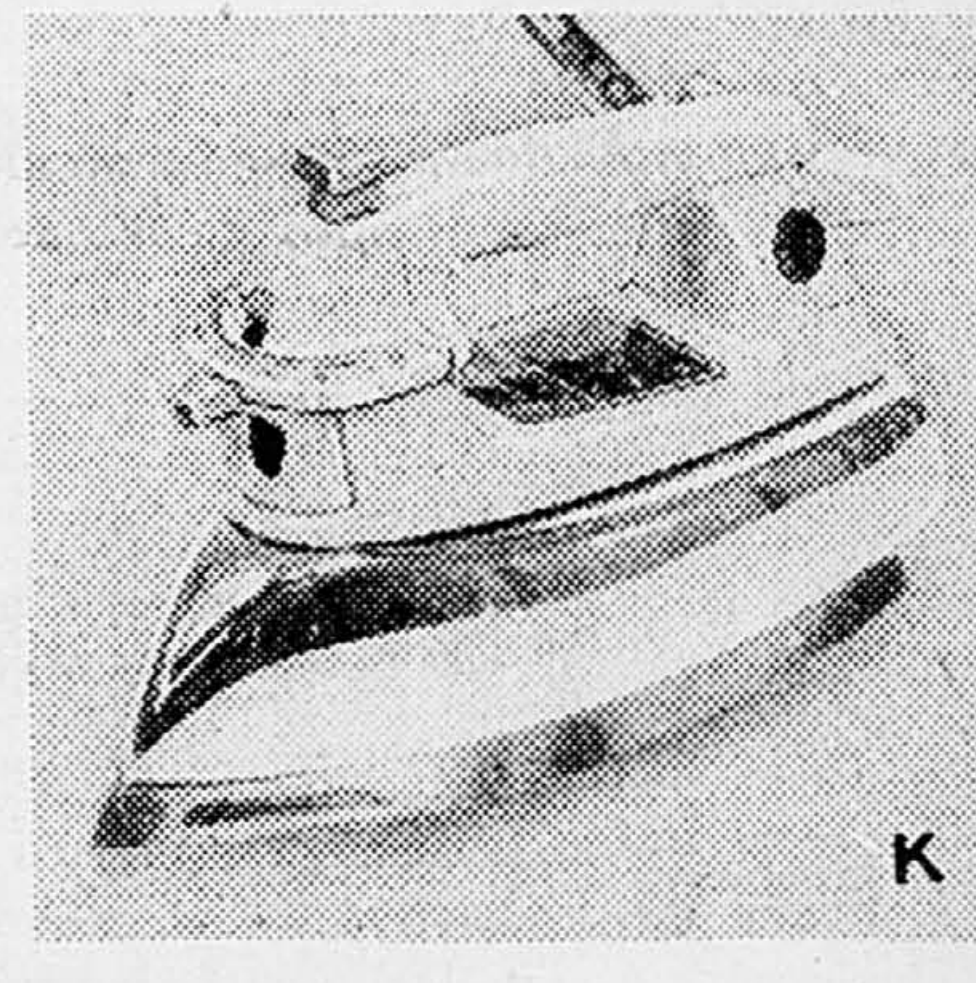
Prix ord. Simpsons 64.98
54⁹⁹



«Poppery» de «West Bend»

J. Rabais 9.99. Appareil fonctionnant à l'air chaud pouvant faire éclater env. 3 pintes de délicieux et léger maïs soufflé en env. 4 minutes. Contrôle automatique de la température maintenant une chaleur uniforme. Modèle 5459.

Prix ord. Simpsons 44.98
34⁹⁹

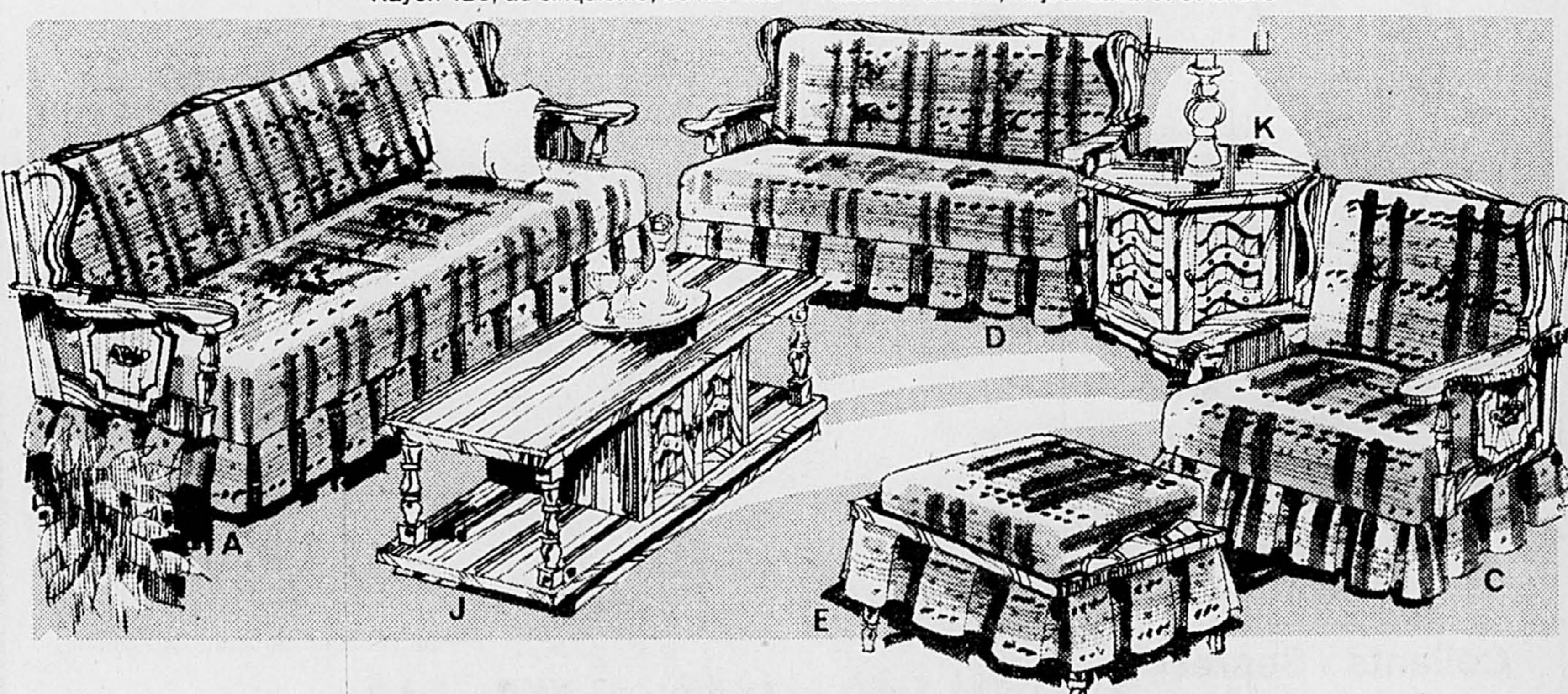
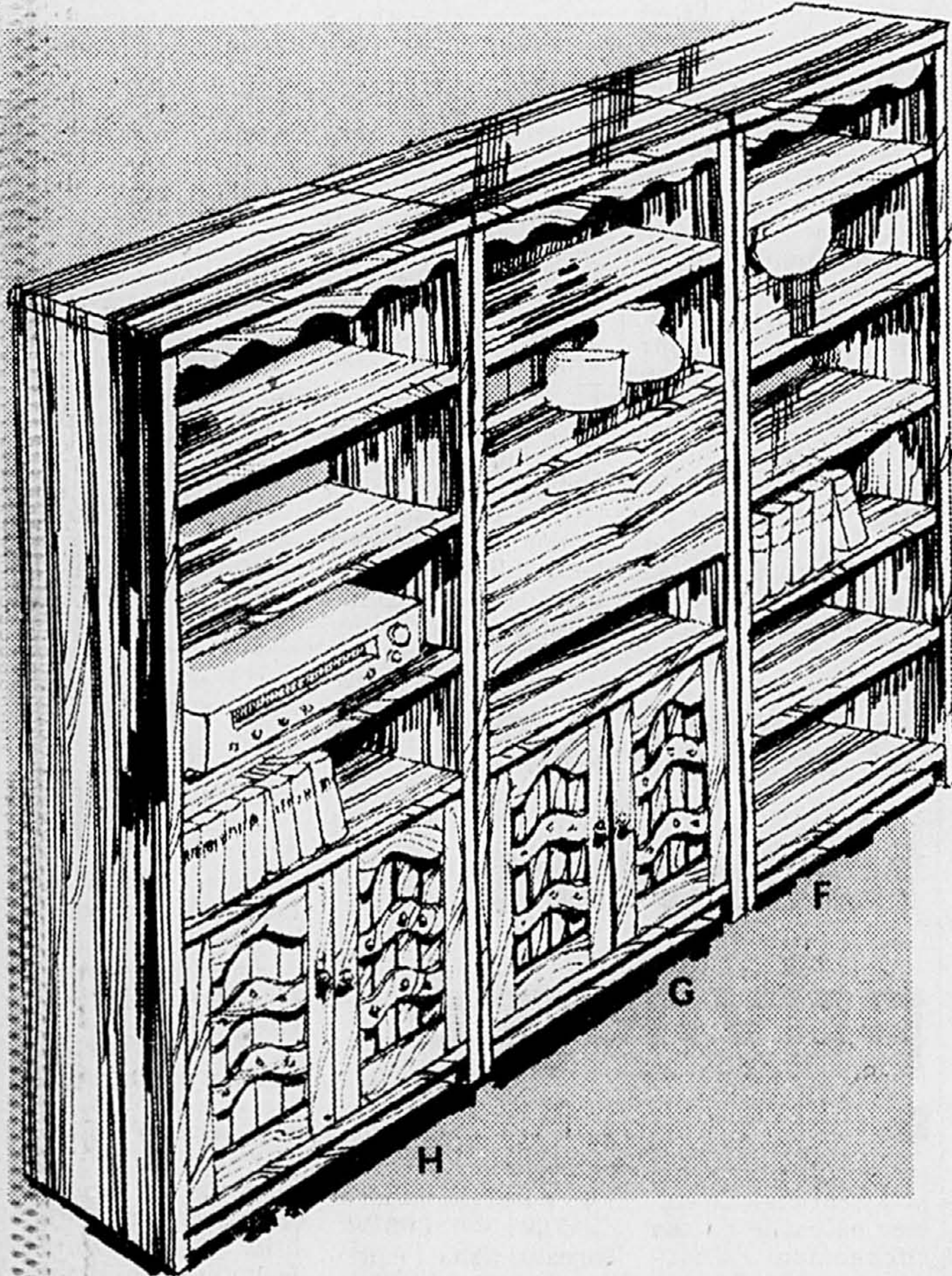


Fer «Sunbeam»

K. Rabais 3.99. Fer à repasser «Shot of Steam» de «Sunbeam». 36 orifices de ventilation, réservoir à eau en acier inoxydable. Cordon 8'. Guide de tissu. Amande. Modèle SD31AMD.

Prix ord. Simpsons 42.98
38⁹⁹

Rayon 426, au cinquième, centre-ville — Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno



Meubles «National Woodcraft»

Pour salle de séjour

Construction solide avec cadres en bois dur, chaud fini «Salem». Recouvrement polypropylène quadrillé brun sur fond beige.

- A. Divan avec dossier s'abaissant pour former lit simple. 82" x 30" x 33" **259⁹⁹**
- B. Fauteuil (non représenté). 30" x 30" x 32" **159⁹⁹**
- C. Fauteuil berçant. 30" x 31" x 34" **169⁹⁹**
- D. Causeuse. 55" x 31" x 34" **199⁹⁹**
- E. Repose-pieds, 24" x 17 1/2" **52⁹⁹**

Rabais 10% à 14%

Unités murales et tables

Meubles d'appoint de style colonial au riche fini «Salem». Dessus en mélamine résistant aux marques sur construction agglomérée solide. Élégantes ferrures, portes en polyuréthane moulé avec charnières genre piano. Unités murales ch. 32" x 15 1/2" x 72"

- F. Bibliothèque ouverte, 5 tablettes. Prix ord. Simpsons 139.98 **119⁹⁹**
- G. Bibliothèque 2 portes avec panneau abattant. 189.98 **169⁹⁹**
- H. Bibliothèque 2 portes avec tablettes réglables. 169.98 **149⁹⁹**
- J. Table à café, 55" x 16" x 19". 109.98 **97⁹⁹**
- K. Table-commode hexagonale 18" x 20". 109.98 **97⁹⁹**

Rayon 401, au sixième, centre-ville. Aussi à Fairview, Anjou, Laval et St-Bruno.

Venez, écrivez... ou composez 842-7221 jour et nuit

Vente anniversaire Simpsons maintenant en plein essor

Si vous n'avez pas un exemplaire de cette circulaire, venez en chercher un au magasin Simpsons le plus près de chez vous. Commandez dès maintenant, composez 842-7221 jour et nuit.

